

Quelle heure est-il ?

Une heure de taff, une heure de classe, une heure de colle, une heure de réunion, une heure de métro, une heure de courses, une heure devant son ordi à remplir des papiers de merde, une heure de manif à écouter des slogans vides, une heure d'antidépresseur, une heure de galère, une heure d'angoisse dans son lit, une heure de mélancolie.
Une heure d'ennui.

Pour certains, une heure à enfermer, une heure à bastonner, une heure à réprimer, une heure à expulser, une heure à punir, une heure à convertir, une heure à flageller, une heure à normaliser, une heure à vendre et à acheter, une heure à pacifier, une heure à contrôler.

Pour d'autres, une heure de GAV, une heure de taule, une heure de camisole, une heure de cavale, une heure de fuite, une heure de flip.
Une heure insupportable.

Une heure à se balader, à croiser ceux et celles qui dorment par terre sous -5 degrés, ceux qui chapardent ici et là, histoire de pouvoir survivre et manger, ceux sous les ponts pour un mauvais bout d'papier, tous ceux qui rognent l'os que cette société a bien voulu leur laisser. Une heure à croiser la misère de ce monde terne et poussiéreux. Une heure à se demander pourquoi on devrait continuer à le supporter. Une heure à se dire qu'on devrait pas l'accepter.

Une heure à se répéter qu'un jour ou l'autre, on enverra tout valdinguer.

Parfois, aussi, une heure à rêver, une heure à discuter, une heure à rigoler, une heure à désirer, une heure à baiser, une heure à s'évader, une heure d'amitié, une heure à aimer.

Une heure qu'on voudrait ne pas voir s'arrêter.

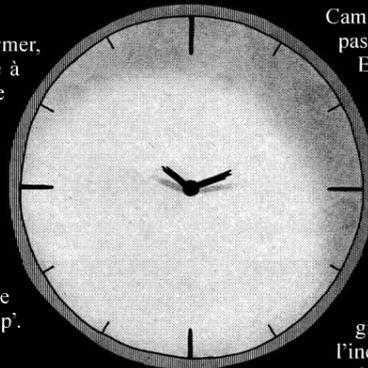
Camarades, nous ne sommes que de passage, notre temps n'est pas éternel. Et il passe trop vite pour le passer à nous lamenter.

Allons-nous nous résigner, devenir vieux, et finir par raconter au coin du feu nos espoirs perdus et ce qui aurait pu être si nous l'avions fait ?

Soyons les explorateurs de nos possibles, soyons des aventuriers, des brigands, des vagabonds sur la grande route qui mène tout droit vers l'inconnu. Soyons les joyeux destructeurs de ce monde et les fiévreux faiseurs d'un autre monde, un monde où il n'y aurait même plus d'heures !

Quelle heure est-il ?

Il est grand temps de se révolter !



Nous sommes heureux de vous annoncer, avec la parution de ce premier numéro, la naissance de *Mauvais Sang*, un journal dont la perspective est de contribuer à agiter le climat social, de participer activement à accentuer et vitaliser les différents conflits qui traversent notre époque, dans l'idée ambitieuse de nourrir des espoirs d'émeutes et d'insurrections et de contribuer à faire survivre et vivre l'histoire révolutionnaire.

Mauvais Sang, tout d'abord parce que la bonne marche de cette époque a cherché à annihiler tout espoir révolutionnaire, et veut nous faire gober que l'insurrection, comme le soulèvement, est impossible. Nous voulons imposer un contre-sens, ou un contre-rhythme, une bifurcation, et emprunter le mauvais chemin, le mauvais sens, celui du conflit et de la révolution.

Mauvais Sang, parce que les discours identitaires pullulent à gauche comme à droite sous tous les horizons et sous toutes les bannières, que chacun cherche à vendre la pureté de son sang sur la place publique du marché capitaliste cannibale, et que nous ferons toujours partie des impurs, des bâtards, des traîtres-à-leurs-mondes, de la mauvaise herbe, du mauvais sang de la révolte.

Mauvais Sang parce que rien ne nous fait plus de soucis que l'absence de luttes, que la bonne marche de la société, que l'impuissance collective, que la disparition des enjeux révolutionnaires. *Mauvais sang*, parce que la peur de l'État pourrait bien être transformée en désir de sa destruction. *Mauvais sang*, pour que nos inquiétudes et nos soucis deviennent ceux des gestionnaires de ce monde.

Par ce journal agitateur, nous avons l'ambition de contribuer à une histoire, celle des luttes pour l'émancipation collective et pour la liberté. Nous sommes les enfants bâtards, monstrueux et impurs de l'anarchisme et du communisme, et nous n'avons d'autres préoccupations que celle, si loin et pourtant si proche, de la révolution mondiale.

Nous écrivons pour tenter de tenir une position à l'intérieur de notre temps afin de le regarder dans les yeux. Nous écrivons parce que nous pensons que la critique est un outil vivant. Que la théorie, la pensée, les idées, les mots, sont autre chose que des objets inertes de laboratoires ou de bibliothèques et qu'ils participent tous à nourrir et à braver les rêves de ces fous que sont les révolutionnaires.

Nous n'avons ni l'envie ni la possibilité de nous adresser à une cible particulière, car nous ne sommes ni des politiciens, ni des commerçants. Nous écrivons, parlerons et critiquerons comme bon nous semble en nous adressant à qui voudra bien l'entendre et le lire, militant ou non. En réalité, nous cherchons à parler aux rêveurs, aux colériques, aux fous, aux hors-classes, aux pas-dans-les-clous, aux sans-rien-qui-veulent-tout, aux désespérés, à ceux qui espèrent encore. Contrairement aux populistes et aux sectaires, nous n'avons ni peur de nous adresser à des révolutionnaires ni peur de penser que n'importe qui peut l'être ou le devenir à sa manière.

Le journal paraîtra sous format papier tous les deux mois. Il sera distribué çà et là, aussi largement que nous le pourrons.

Il traitera d'ici, et aussi d'ailleurs, il parlera de maintenant, et aussi d'avant. Demandez *Mauvais Sang*, diffusez le, et parlons-en.

Il est possible de nous contacter par mail, que ce soit pour entrer en conflit, pour des questions ou autres contributions. Il est aussi possible que nous vous contactions, que ce soit pour entrer en conflit, pour des questions ou autres contributions.

Des statistiques qui puent la mort

Depuis deux ans que la pandémie de Covid-19 dure en provoquant de nombreuses contagions, maladies, hospitalisations et décès, les différents gouvernements de la planète cherchent à gérer la circulation d'un tel virus à partir d'intérêts qui ne sont évidemment pas ceux des humains, mais ceux du capital et de la bonne poursuite des institutions existantes. Personne n'a intérêt à ce qu'une pandémie mondiale et meurtrière perdure, mais voilà : pour les États et les entreprises, il s'agit de raisons radicalement opposées à l'envie inaliénable de vivre, il s'agit d'avoir une batterie de travailleurs en bonne santé relative, dévoués lors d'une « crise sanitaire-économique » à ne pas désorganiser l'économie. Ce dont il s'agit, c'est de garder en vie le Capital.

Il n'y a jamais eu autant de contaminations en France (comme dans le reste du monde) qu'en cette période, cela dû au variant Omicron, et pourtant lundi 3 janvier 2022 les enfants sont retournés à l'école pour libérer du temps de travail à leurs parents, et les malades du covid n'ont plus qu'à s'isoler « 7 jours », voire 5, avant de retourner tous pimpants au travail. Quant

aux enfants, c'est un test sur l'honneur qui les renvoie *illico presto* en classe. Désorganiser et détruire l'économie, refuser d'aller travailler, d'aller amocher sa santé comme depuis toujours au travail, serait une perspective hautement émancipatrice pour les uns et les autres qui n'ont, de toute façon, aucun profit à se faire, mais tout à perdre dans la continuation de semblables sociétés mortifères.

Plus que jamais, une émeute IRRÉPRÉSENTABLE mettant à bas tous les fondements du capitalisme et des États serait grande de vie, de désir et d'espoir en refusant la sordide accoutumance à des hôpitaux saturés (en plus de toutes les santés bousillées hors de l'hôpital, que ce soit suite au covid ou non, par un quotidien de jour en jour plus inhumain) et à tous ces risques mesurés-calculés-stratifiés par des bureaucrates intégralement constitués de chiffres.

Car la gestion de la pandémie par les États se creuse, s'affine, au fur et à mesure des études scientifiques, dans un sens qui n'est pas celui d'un dévouement pur à la grande cause de l'espèce humaine, mais dans celui d'une adaptation du capitalisme (et donc de

A quoi la gestion de la pandémie nous habitue-t-elle ?

tous les quotidiens pétris de ce système) à un virus parfois léthal : en arriver, de statistiques en statistiques, de prédictions en prédictions, à un affreux quota de morts « tolérables » du point de vue du capital, ce qui se résume *in fine* à rendre le monde de plus en plus inhabitable à toute personne fragile et incapable de remplir un rôle d'esclave productif. L'évolution des formes de la maladie et des variants à l'échelle de toute la Terre étant cependant extrêmement complexe et immaîtrisable au long cours, la gestion ne peut en rester qu'à une course effrénée et insensée, réduite au court terme de l'économie, et qui s'empêtre entre discours et réalités.

Aucune mort enduite de statistiques, de prédiction et de calculs coûts-bénéfices ne sera jamais tolérable !

Contre ce déploiement au fil des semaines, des mois, des années d'une gestion du temps, de la vie et de la mort au service du capital, vive le déploiement d'un imaginaire ingérable, de corps épris de soin et de vie en révolte intégrale !

Le capitalisme vit sur notre dos, tuons-le !
À bas les statistiques et vive la vie !

Soyons révolutionnaires

Nous croyons ici qu'aucune révolution n'existera s'il n'est des fous -des révolutionnaires- pour la porter. Plus loin encore, nous pensons qu'à l'intérieur même d'un

processus révolutionnaire aucun dépassement émancipateur et anti-autoritaire ne pourra avoir lieu s'il n'est ces mêmes fous -ou d'autres- pour le provoquer et le faire.

capital-travail, aux saisons, aux « peuples », au climat, etc, il s'agit toujours de faux espoirs et de résignations qui ne disent pas leurs noms.

Aucun conflit n'a jamais été simplement provoqué par la misère et l'exploitation, ils sont toujours le fait de gens qui agissent. Autrement dit, si nous ne faisons rien, rien n'existera et nous mourrons dans les poubelles de l'Histoire. Ceci fera sûrement peur aux théoriciens de l'attente, qui, se réfugiant derrière leurs idéologies messianiques ou apocalyptiques, se rassurent de l'inévitabilité de l'effondrement du Capital et de l'État. C'est une croyance qui nous empêche de comprendre que nous devons tout faire ici et maintenant, qui empêche de comprendre que nous pouvons changer le monde. Cette pensée empêche l'espoir, le vrai, celui qui nous pousse à transformer la matérialité de nos existences. Cette idée est sans doute rendue possible par le fait que les forces révolutionnaires sont

aujourd'hui faibles : incapables de s'organiser pour le dépassement des conflits et des mouvements sociaux. Pour l'instant.

Nous devons nous constituer en force, en rupture avec les Organisations, nous devons exister de manière autonome, avec tout l'espoir que nous portons, toute la fracture sociale que nous désirons et toute la puissance dont nous disposons. Nous devons sortir de la passivité, des problématiques morales et gestionnaires, du cynisme et de l'alternativisme. Pour cela, nous devons comprendre que si nous ne le faisons pas, rien n'existera, aucune révolution ne changera radicalement les choses et nous mourrons sans avoir vécu.

L'Histoire nous donne tort, nous la défions.

L'existant nous donne tort, nous le défions.

Rien n'est magie,
Rien n'est miracle,
Rien n'est évidence
ET TOUT EST POSSIBLE

Je monte, je valide

Mais qui est je ?

Je est une **machine**, qui parle comme si elle était moi

Mais qui suis-je ?

Je ne suis pas une machine

Alors pour exprimer cette négation, une solution :

Je ne monte *pas*, je ne valide *pas*

Mais ce faisant, je valide que si je monte, je valide, puisque pour ne pas valider je dois également ne pas monter

Je ne monte *pas*, je valide

Non, comment valider sans monter, ça n'a pas de sens, puisque je dois nécessairement monter pour pouvoir valider

Alors pour exprimer cette négation, une solution :

Je monte, je ne valide pas

Qu'il est terrible le train de la vie, que nous nous devons d'emprunter mais qu'il est si coûteux de payer et si coûteux de frauder.

Et où se dirige-t-il, et comment le faire **dérailler**, c'est encore un autre problème...



ou retour de bâton de la Nature, comme si elle existait, comme si l'homme était assez important pour ça.

La vie a déjà survécu à plusieurs extinctions de masse. Les cafards peuvent apparemment résister à une déflagration nucléaire. Il a même été récemment découvert qu'il existe une biosphère profonde : tout un écosystème qui se développe dans le manteau terrestre, avec des organismes plurimillénaires capables de résister à des conditions environnementales impropres à toute forme de vie connue jusqu'alors, se nourrissant de

sulfure et pouvant hiberner indéfiniment. Donc la vie fait et fera son chemin avec ou sans nous. S'il y a bien un truc en revanche qui distingue l'homme du reste ce n'est pas sa supériorité ou sa responsabilité, c'est sa capacité à enfermer tout et n'importe quoi. Alors plutôt que de continuer à mettre en cage, tantôt pour protéger, tantôt pour asservir, pourquoi ne pas plutôt se joindre à la fête et semer le chaos ? Que ce soit pour s'amuser, pour manger, ou les deux - parce qu'on peut jouer avec la nourriture, les orques le savent - que ce soit par volition ou par nécessité, il y a toujours un intérêt à être têtus comme un âne, à refuser de monter sur ces grands chevaux policiers, comme d'être écrasés sous leurs fers en permanence ; à refuser l'ordre politique et scientifique par lequel on exploite ou préserve selon les motifs du pouvoir. Dans les deux cas c'est se voiler la face sur les forces archaïques qui meuvent aveuglément l'évolution de l'existant. C'est faire de la raison humaine l'aînée là où elle n'est que la cadette ; c'est postuler une toute-puissance de la rationalité,

et ainsi vouloir jouer des gros bras face à la mère Chaos et à son engance qui demeure toujours en partie incompréhensible. Des singes qui n'acceptent pas de vivre en cage, qui volent les passants, pillent des commerçants, et repoussent des flics sans présenter de motivation explicite et clairement revendiquée, non mais on aura tout vu ! Des orques qui bousillent des bateaux, menacent des êtres humains de noyade, tout ça juste pour s'amuser ! C'est pas sérieux ! C'est inconcevable ! Quand on lutte il faut des motifs un tant soit peu rationnels et intégrables dans un sens général structuré et normé, sinon ce serait l'anarchie...

Justement, il est peut-être temps pour nous de faire de même, d'arrêter de maintenir ou de subir l'ordre, ne pas se contenter de faire le pied de grue comme on fait un piquet de grève et d'accepter de ramener dans l'arène le chaos qui rend l'existence si belle et terrible à la fois, pour ne pas finir domestiqués.

Pour la révolution, le chaos, et l'anarchie.

Ceci n'est pas un accident

Jeudi 14 novembre, à Nanterre, Yacine, 19 ans, est percuté par un RER sur les rails de la station Nanterre-Université. Grièvement blessé, transporté à l'hôpital, ses jours ne sont plus en danger.

Sur les vidéos circulant après l'événement, des témoins choqués crient sur des équipes de sécurité de la RATP : « On est sur un quai, vous êtes malades ou quoi?! « Ils l'ont poussé ! ». Tous les récits rapportés indiquent que le drame se serait produit lors d'une intervention des agents de sécurité de la RATP, les GPSR, qui cherchaient à interpellier Yacine, qui aurait tenté d'échapper à leur contrôle. La RATP quant à elle indique que « lors d'une intervention d'une équipe de sûreté de la RATP, un individu a été déséquilibré et percuté par un train » et a « exprimé sa vive émotion à la suite d'un accident ». Une enquête interne à la RATP a été ouverte, de même qu'une autre de la police. Nous n'attendons rien du tout de la justice, nous crachons sur « l'émotion » de la RATP et espérons surtout que Yacine se rétablisse du mieux possible.

Tout ceci n'a surtout rien d'un « accident ». Que ce jeune ait été poussé, déséquilibré ou se soit retrouvé sur les rails du RER en tentant d'échapper lui-même au contrôle, cet événement est une (terrible) conséquence du harcèlement quotidien des GRPS de la RATP, de la Sûreté Ferroviaire de la SNCF, des flics de la BRF, et de toutes les équipes de contrôleurs, sur les fraudeurs, les sans-abris, les sans-papiers, les musiciens de passage, les dérangés, les tagueurs, et les vagabonds qui passent quotidiennement dans ce réseau pour se faire trimballer de leur domicile aux différents endroits où ils tentent de gagner leur croûte. Chaque jour, des milliers de personnes essayent d'échapper à leurs contrôles harassants et chaque jour, une partie de ceux-là se font attraper et doivent payer à ces clébards. En cas de mauvais payeur, de fraudeur

récalcitrant, ceux-là n'hésitent pas à en profiter pour appeler leurs fidèles molosses de la Sûreté pour le tabasser dans les couloirs, à base de plaquage ventraux, de clés de bras à 10 sur 1, avec matraques et gazeuses. Ces contrôles musclés mènent parfois à la mort. En 2021, 6 contrôleurs avaient asphyxié à mort Saïd M'Hadi dans le métro marseillais en le plaquant au sol.

Le racket ou le passage à tabac donc. Quoi de plus logique que de tenter donc de se rebeller et d'échapper à leurs contrôles, comme l'a fait Yacine et comme le font des milliers de gens chaque jour dans les transports ?

Il n'y a rien non plus d'étonnant à ce que de plus en plus d'usagers fraudent, vu la pression toujours plus haute mise sur les portes-monnaies par la RATP. Après avoir mis les billets à 4 balles cet été, elle a annoncé une nouvelle hausse des pass Navigo en janvier 2025 (le mensuel coûtera presque 90 balles le mois). Faire payer toujours plus, pour transporter les gens du dortoir au taff, à France Travail, à la CAF, et se faire un max de fric sur notre aliénation. La RATP, sait son manque à gagner avec la fraude, près de 170 millions d'euros par an, et elle ne veut pas s'y résoudre. Elle a décidé depuis bien longtemps de durcir le ton en tentant d'empêcher les combines et la solidarité : les déclarations de fausse adresse/identité sont punies de peines d'emprisonnement et de fortes amendes, ainsi que les mutuelles de fraudeurs et les posts signalant la présence des contrôleurs, les lâches missions sous tenue civile sont autorisées.

Outre la chasse aux fraudeurs, ces entreprises collaborent tous les jours avec les flics, par leurs agents et leurs milliers de caméras, pour quantité de choses : pour suivre des camarades après les actions, pour affréter des transports pour le déplacement de sans-papiers, pour aider les keufs en cas d'actions dans le métros, pour réguler l'arrivée dans les

manifs etc. Elles sont un des premiers chaînons dans le processus qui mène les sans-papiers aux CRAs, un contrôle au faciès pour billet manquant s'enchaînant très vite avec un contrôle d'identité et un petit appel complice à la police. Toujours plus de raisons pour s'en prendre à ces boîtes, qui ne nous laissent que le choix de se faire ponctionner soit par les automates, soit par les contrôleurs.

A Rennes, le 28 novembre, un contrôleur de bus de la STAR s'est fait composé par un individu refusant de lui présenter son titre de transport, qui lui a pété le nez ! Pas volé ! Les contrôleurs de la STAR ont exercé leur droit de retrait le lendemain : s'ils pouvaient le déclarer tous les jours, ça nous irait bien. Mais il ne tient qu'à nous de créer les conditions propices à la dégradation de leurs « conditions de travail », au point où ils ne voudront plus pointer le bout de leur nez cassé dehors.

En 2007, à Gare du Nord, un fraudeur réagit violemment à un contrôle. Quelques minutes après, plus de 300 personnes éclatent les distributeurs et les vitrines, se servent dans les magasins de la galerie marchande, allument des feux et s'affrontent avec les keufs jusque tard dans la soirée en leur balançant poubelles et énormes pots de fleurs jonchant les couloirs de la gare, bloquant le trafic pendant plusieurs heures par la même occasion.

Organisons-nous pour faire échouer leurs contrôles et prenons à parti ces chiens de garde du Capital et de l'État pour pourquoi pas, créer une émeute et enfin faire vivre par le geste le désir de vengeance que nous ressentons dans nos tripes quand nous apercevons, au bout du couloir, une nouvelle ligne d'uniformes prête à procéder à un énième racket.

Solidarité avec Yacine ! Ils veulent faire la guerre aux pauvres : ils l'auront !

Irréductibles traversées

Depuis le début de l'automne 2021, le gouvernement biélorusse a ouvert massivement l'accès à son territoire depuis des voies aériennes et légales : de nombreux visas touristiques ont été délivrés, et de nouvelles lignes aériennes, plus fréquentes - notamment depuis l'Irak, la Syrie et l'Afghanistan - ont été créées, accompagnées de campagnes de publicité. Cet afflux organisé de milliers de personnes a été encadré sur le territoire par l'armée biélorusse, s'appuyant cyniquement sur les volontés des uns et des autres d'émigrer vers l'Union Européenne pour concentrer en peu de temps une sorte de mouvement migratoire à l'assaut des frontières polonaises, lituanienes et lettonnes. L'instrumentalisation par la Biélorussie de la force que déploient et déploieront sans cesse tous les mouvements de migration - aussi divers soient-ils - pour traverser, casser, enfreindre, faire tomber des frontières (à l'encontre de toute volonté étatique) est une riposte strictement géopolitique : la non-reconnaissance par l'UE de la réélection du président biélorusse Loukachenko et l'ensemble des sanctions économiques prononcées.

L'armée et la police polonaises ont été mobilisées en réaction sur toute la frontière de la Pologne, et l'État d'urgence a été décrété le 25 octobre. Depuis cela, personne, hormis les flics, les militaires et les riverains des localités frontalières, ne peut plus accéder à une vaste zone fortement

contrôlée. Si même l'ONU ni MSF ne pouvaient, aux dernières nouvelles, y accéder, on comprend pourquoi les communications et informations sont plus maigres que jamais, un silence entourant depuis plusieurs mois ce cauchemar. Au moins 21 personnes seraient mortes dans les forêts frontalières, n'ayant pas réussi à atteindre le territoire polonais et refusant aussi d'être « raccompagnées » par l'armée polonaise jusque dans les bras de l'armée biélorusse, qui, quant à elle, a tabassé puis désormais parqué dans des hangars les reboutés de la traversée.

Le premier ministre polonais a été le premier à employer le terme militaire de « guerre hybride » impliquant des migrants utilisés comme « armes » par la Biélorussie, ce que le président du Conseil européen a poursuivi en déclarant que les Européens étaient confrontés à une « attaque hybride brutale ». C'est ce qui aura favorisé en ce début d'année 2022 la rapide commande d'un mur de béton long de 186 km en Pologne, afin de remplacer les actuelles clôtures barbelées. On n'arrête pas le progrès.

Si, en effet, il est évident que le gouvernement biélorusse a cyniquement instrumentalisé et encadré un flux de migrations dans une perspective d'offensive géopolitique, le mouvement en lui-même de passage de la frontière y est irréductible. À un certain point, la Biélorussie, et ce, comme n'importe quel État, ne fait que gérer, tenter

de maîtriser un flux qui la dépasse et dont elle n'est pas le grand manitou organisateur - variation sur les mythes réduisant n'importe quel mouvement de révolte à une cause autre que la multitude de raisons de se révolter et, en l'occurrence, de vouloir quitter un endroit de la Terre. Les entrées illégales, véritables attaques contre la logique essentielle de l'État-nation (le contrôle et la maîtrise de son territoire borné) n'attendent jamais le feu vert des États (ce qui se résume souvent à attendre qu'il soit dans l'intérêt économique de certains exploiters d'embaucher des bras, triés et surveillés selon les critères mêmes du besoin d'exploitation).

Contre les projections étatiques (réduire des humains à des logiques d'État), les projections fascistes (voir la preuve d'un grand remplacement offensif) et les projections humanitaires (construire l'image du migrant victime, pantin des logiques d'État) qui ont en commun de parler la confusion, de toute perspective sincèrement révolutionnaire sait combien son destin international est profondément lié aux révoltes multiples et permanentes contre l'existence de frontières.

Tant que des États se trouveront en travers de notre chemin, il faudra bien que nos pas de géants les envoient valdinguer loin, loin dans l'univers jusqu'à ce qu'ils disparaissent à jamais de toute la surface de la Terre !

stricte à propos du port du voile, qui prévoit de contrôler, via vidéosurveillance si les femmes portent bien leur voile, sublime obscurantisme hi-tech, et a annoncé, un mois après l'acte d'Ahou Daryaei, l'ouverture d'une "clinique de traitement" pour les femmes refusant de porter le voile.

Comme lors de la mort de Mahsa Amini, l'acte de révolte de l'étudiante a été, dès la publication de la vidéo, la cible de diverses récupérations politiques de tout bord. Ce qui pourrait être compris dans un contexte bien matériel de révolte contre un État et une religion qui exploite et opprime, a été réduit ici à un « débat sur le voile ». La droite, et parmi elle, les féministes identitaires (Nemesis, Dora Moutot, Marguerite Stern, pour citer leurs petites stars) en ont profité pour faire leur diatribes anti-immigration, raciste et sécuritaire.

Du côté des féministes de droite et de gauche plus libérales, c'est à une véritable fétichisation du geste de Ahou Daryaei que nous assistons. La femme devient une « icône », une « martyre », ou un « symbole » des valeurs honorables de la République et de la si grande et belle Démocratie. C'est que la récupération ne coûte pas grand chose et rapporte beaucoup : on se solidarise avec ce qui arrange notre agenda politique à peu de frais. Ces discours féministes sont des postures confortables qui ne remettent jamais en question l'existant (étatique et religieux) et ce qu'il comporte d'exploitations, de normes. Ils désignent au contraire bien souvent, avec un paternalisme raciste, une misogynie qui n'existerait que "là-bas", dans les "pays musulmans" et qui leur sert d'épouvantail pour consolider et justifier leurs idéaux démocratiques.

Ahou Daryaei, l'étudiante en littérature française (« fille des sciences et de la recherche » selon une tribune signée par de nombreux universitaires en novembre 2024 dans Le Point qui exigent sa libération car elle respecterait les valeurs de l'héritage voltairien... : « L'honneur de la France exige que cette étudiante soit protégée par notre pays qu'elle a honoré en choisissant d'étudier sa langue. », « Est-ce un hasard qu'elle soit étudiante doctorante en littérature française ; une littérature reconnue internationalement

notamment pour ses auteurs défenseurs de la liberté de conscience ? ») peut ainsi être ajoutée au panthéon des insoumises qui arrangent les défenseurs des valeurs de la République...

La récupération politique est l'inverse de la solidarité ! Abstraire ainsi le geste de Ahou Daryaei c'est le vider de toute sa portée subversive.

De l'autre côté du spectre politique, les influenceurs campistes de gauche dont certains pour qui l'Iran représente un allié objectif dans la guerre contre Israël, ont sauté sur l'occasion pour sortir leur soupe anti-impérialiste réactionnaire. Les prises de position de Youssef Boussoumah, militant du media d'opinion Paroles d'Honneur parlent d'elles-mêmes : « C'est vrai qu'au moment où son pays risque une guerre nucléaire avec l'arrivée possible de Trump pour s'être opposé au génocide de Gaza il était de la plus haute importance d'aller se mettre à demi nu, c'était une belle opportunité de sa part une stratégie gagnante ». Et de défendre l'Iran face à Ahou Daryaei, elle qui aurait, semble-t-il, décidé bien préparé son coup pour plaire aux médias occidentaux « en se dénudant »... ? Magnifique mélange de théories conspi et de misogynie ! La vidéo du même média intitulée « Femmes iraniennes : le baiser empoisonné de l'Occident » distille sensiblement le même discours. Le discours anti-impérialiste, que l'on connaît bien, déploie en filigrane, son chantage habituel. « Bien sûr, on peut critiquer l'Iran... mais... » : mais cette critique serait « au prix des droits des femmes du Sud » selon eux. Oui, car certains États sont plus intouchables que d'autres. Pour les campistes, exprimer sa solidarité avec les femmes révoltées en Iran qui luttent pour leur liberté se ferait au détriment de ces mêmes femmes. Cela participerait à discréditer le régime iranien, ô combien important dans la lutte contre « l'impérialisme occidental ». Pour les bouteldjistes, il faudrait en réalité d'abord critiquer le blocus sur l'Iran avant de pouvoir dire quoi que ce soit sur sa politique intérieure : d'abord critiquer les États-Unis, pour pouvoir critiquer le gouvernement iranien, pour pouvoir critiquer la police des mœurs et enfin pour pouvoir critiquer la religion ? Oups, non, critiquer la religion, ça, jamais.

Gommer les révoltes internes, fermer les yeux devant la réalité concrète du pouvoir religieux subi au quotidien par les habitants de tout un pays, afin de soutenir des états réactionnaires, voilà ce qu'a toujours produit le manichéisme idéologique, d'un côté comme de l'autre. Dans ce cas précis, cette rhétorique se fait au détriment des iraniennes, et de surcroît, de tous les iraniens. Toute perspective internationaliste est enterrée devant la loi du campisme.

Cette attitude qui consiste à monnayer en permanence à qui s'adresse la solidarité, et sous quelles conditions, nous la refusons. Il nous semble nécessaire que les anti-autoritaires aient quelque chose à dire de ce qu'il se passe en Iran, des résurgences, multiples, des soulèvements qui ont eu lieu ces dernières années, et qui risqueraient bien d'enflammer à nouveau le pays. Cela se fera sans l'accord de ceux qui pensent détenir le monopole sur ces sujets, cela se fera, en même temps, en luttant contre tous les États du monde.

D'abord, parce que cet acte s'inscrit dans un contexte de lutte sociale très offensive, il n'est pas isolé. Ensuite car il critique, en lui-même, la religion et la morale, enfin, car cette femme, comme d'autres, a subi et peut encore subir la répression et la psychiatrisation, l'enfermement, peut-être même la torture. Cette solidarité dépasse toutes les frontières, et elle se fera sans compromis.

Nous ne pouvons qu'espérer que le geste d'Ahou Daryaei en inspire d'autres, ce qui semble être déjà le cas : début 2025, plusieurs vidéos montrant des actes de contestation face aux lois morales ont été publiées, montrent des étudiantes de Téhéran chassant une femme de la police des mœurs ou une femme dans un aéroport décoiffant un mollah qui l'avait réprimandée. Ces témoignages ne sont sûrement qu'une partie des multiples formes de résistance au rigorisme qui prennent place chaque jour en Iran.

Contre toutes les formes d'enfermement, tous les États et toutes les religions : solidarité avec celles et ceux, qui, au péril de leur vie et de leur liberté, luttent avec les moyens qu'il leur reste.

Mort à la police des mœurs !

Singeons-les !

Le 18 novembre 2024, quelques centaines de singes se sont échappés de leur enclos dans la ville thaïlandaise de Lopburi, connue pour sa grande population simiesque. Ils ont envahi un commissariat et ont contraint les flics de s'y barricader. Ça s'applaudit ! Enfermés dans des cages sordides et spécialement conçues pour neutraliser ces populations « indisciplinées », ces singes font à la fois la fortune touristique de la ville, et son infortune quand il s'agit de contrôle. Déjà durant le Covid, avaient été bordés nombre de magasins à cause de la faim, faute de touristes pour apporter de la nourriture aux singes.

Depuis quatre ans, ce sont aussi des orques dont on entend parler à Gibraltar et ailleurs

parce qu'elles perpétuent des attaques systématiques sur les yachts qui croisent leur chemin. Après une longue période où leurs agissements ont été considérés comme de la vengeance naturelle, il est apparu courant 2023 une nouvelle hypothèse selon laquelle les orques n'attaquaient en fait nullement les hommes, mais jouaient avec eux lorsqu'elles déglinguaient les navires.

Dans les médias, les singes quant à eux n'ont pas non plus de motif clairement identifié. Ils « sèment le chaos » et « font régner la terreur » sur la ville. Des bêtes furieuses en somme, mues par un instinct destructeur irrationnel que l'on tranquillise à coup d'anesthésiants, de cages, de pièges et de brigades antimacaques.

Que ce soit par jeu, par soif de liberté, par appétit, par vengeance, tout cela c'est de la violence gratuite qui ébranle l'orgueil et la volonté de contrôle sur l'existant, et ça, ça fait plaisir. N'en déplaise à Descartes qui voulait l'homme « maître et possesseur de la nature », la sauvagerie nous met par terre en mode coup-de-tête balayette en moins de temps qu'il le faut pour le dire, et cela n'a rien à voir avec une quelconque intention



Les prix flambent, la ville aussi

Récemment des émeutes ont éclaté au Kazakhstan, partant d'abord d'une contestation de l'augmentation du prix d'un carburant (comme on a pu en connaître ces dernières années à plusieurs endroits du monde, par exemple au Liban ou en France avec le mouvement des Gilets Jaunes) puis se généralisant dans la pratique pour prendre de sérieuses dimensions insurrectionnelles, forçant l'État à couper internet

pour tenter de désorganiser le mouvement - comme au Soudan il y a peu, cela dit sans peu d'effet sur la vivacité des révoltes qui se poursuivent - et à faire intervenir l'armée russe.

Nous sommes malheureusement loin de ce soulèvement, qui semble maintenant pacifié, dans l'espace comme dans la révolte, mais nous pouvons nous en rapprocher en impulsant des dynamiques collectives où

nous le pouvons. Un texte a été traduit sur le site *CrimethInc.*, et des initiatives publiques seraient souhaitables, pour ce mouvement comme pour les prochains, car la révolution ne doit surtout pas connaître de frontières, et que localement nous n'irons pas bien loin.

Solidarité avec les émeutes d'hier et face à la répression de demain.

Politesse Buro

On observe, ces derniers temps, lorsqu'un conflit éclate dans les milieux militants, que la focalisation se fait principalement sur le comportement des uns et des autres, et moins sur la confrontation entre les différentes idées qui se joue à l'occasion. La question est bien plus souvent comment s'est « comportée » telle ou telle personne, quelle impression ce comportement a fait aux participants et aux observateurs de la dite « embrouille ». À partir de cela, il devient souvent difficile de comprendre les désaccords pour ce qu'ils sont le plus souvent : des désaccords de fond. On reste en surface, par souci d'un certain confort, et on trace une limite entre les comportements acceptables et ceux qui ne le sont pas.

Mais un problème se pose alors, que l'on pourrait se poser sous différentes formes : veut-on s'organiser plutôt avec des personnes bien élevées ou plutôt avec celles avec qui on aurait une perspective commune ? Les comportements déterminent-ils un accord politique ? Affirmer un désaccord, est-ce fondamentalement méchant ou malveillant (ou pire, « re-lou ») ? Et surtout, peut-on considérer que si quelqu'un est « gentil », qu'il semble avoir un comportement « acceptable », c'est qu'au fond, on est probablement d'accord, il n'y a pas besoin de prendre la peine de creuser plus que ça ?

Parce que creuser plus que ça, c'est se risquer à découvrir un désaccord, et à

devoir l'affirmer. C'est donc se risquer au conflit. Et le conflit ça fait peur, d'autant plus quand ça fait longtemps qu'on fait des choses ensemble sans se poser de questions, ça peut faire tomber de haut, en fonction de l'ampleur des désaccords.

Mais ne pas creuser plus que ça, c'est risquer bien pire. Au-delà du problème évident de se retrouver à lutter côte à côte avec des gens qui auraient des perspectives contradictoires aux nôtres, on manque avant tout la richesse des débats contradictoires, l'intérêt de ce que l'on peut penser, chacun mais aussi ensemble, et ce que l'on peut faire à partir de ces réflexions. Si le fond des débats se retrouve lissé par sa forme, alors comment pouvons-nous imaginer faire rupture avec le système que nous voulons détruire ?

La vivacité des mouvements sociaux réside dans l'accentuation de leurs conflits, de l'intérieur vers l'extérieur, et leur

QUOI D'AUTRE

L'humanité vit depuis si longtemps

Allons-nous simplement perpétuer le vide et continuer à regarder nos pieds dans la marche penaude de l'existence, ce vieil éléphant obèse et éternellement mourant qui avance obstinément là où les courants du temps le poussent ?

N'allons-nous donc rien faire naître ?

Camarades, n'allons-nous donc rien inventer ?

N'allons-nous pas faire partie des chimistes du réel, des génies du temps, des explorateurs de l'espace ?

N'allons-nous donc rien dépasser ?

N'allons-nous pas faire partie des forces qui se soulèvent, emportant le monde dans leur tourbillon ?

Quoi d'autre.

éternelle défaite se trouve dans leur systématique pacification.

Par quelle magie le mouvement révolutionnaire ferait-il exception à cette règle ? À bas les bonnes manières !



Parce que nous ne voulons pas demeurer complètement impuissants dans un contexte où la possibilité d'une nouvelle guerre mondiale refait surface, où tous les Etats sont au garde-à-vous pour enrôler, militariser, abrutir et domestiquer afin de sauver la marche forcée du capitalisme, nous faisons paraître le second numéro du journal agitateur Mauvais Sang. Les différentes versions nationalistes plus ou moins militaires des discours de campagne présidentielle sont encore une fois le faux choix de qui mettra en prison nos compagnons et nos amis et de comment, de qui expulsera les sans papiers et de combien, de qui nourrira

la misère sociale et avec quelle intensité. C'est la même continuité répressive qui s'avance derrière chaque proposition politique. A l'encontre de la sacro-sainte démocratie que nous aimerions voir périr, notre perspective, avec ce journal, est de contribuer à agiter le climat social, de participer activement à accentuer et vitaliser les différents conflits qui traversent notre époque, dans l'idée ambitieuse de nourrir des espoirs d'émeutes et d'insurrections et de contribuer à faire survivre et vivre l'histoire révolutionnaire. Plus que jamais la guerre aux frontières de l'Europe suscite un climat où il semble à chacun que l'histoire et l'avenir sont

incertains, où de nombreuses évidences s'effondrent, un climat où il est plus que jamais illusoire de cacher la politique sous le tapis : cherchons d'autant plus à activer la haine de toute politique autoritaire !

Il est possible de nous contacter par mail, que ce soit pour entrer en conflit, pour poser des questions ou autres contributions. Il est aussi possible que nous vous contactions, que ce soit pour entrer en conflit, pour poser des questions ou autres contributions.

*Des enfants bâtards
de l'anarchisme et du communisme.*

La fin de l'année 2024 a connu plusieurs événements tragiques ou, au contraire, porteurs d'espoirs.

A Mayotte, le cyclone Chido a tout ravagé sur son passage. Des milliers de personnes, malgré un décompte flou et difficile, semblent avoir été emportées par des torrents de boue et de débris, et de violents vents ont détruit les habitats précaires de l'île, dont le bidonville Kaweni, le plus grand de France, entièrement dévasté. Ces dégâts considérables humains et matériels ne sont pas la cause d'une hasardeuse « catastrophe naturelle », mais bien les résultats de la gestion des populations par l'État et le Capital, qu'un aléa naturel aura ici révélé, comme cela a pu aussi être le cas dans la région de Valence fin octobre, touchée par des inondations records, faisant plus de 200 morts, notamment en raison d'une gestion catastrophique de l'alerte face au risque d'inondation.

C'est bien le système capitaliste protégé par l'État et sa gestion qui a conduit des dizaines de milliers de pauvres à s'entasser dans de fragiles cabanes de tôles à Mayotte ou à être privés d'eau courante, d'électricité ou de réseau (cruciaux après le passage du cyclone). C'est bien la xénophobie de l'État français qui a provoqué l'entassement des sans-papiers dans ces bidonvilles. Ces mêmes sans-papiers qui n'ont pas rejoint les vétustes centres d'hébergements d'urgence, de peur que les alertes soient un piège pour les regrouper et les expulser, illustrant ici de manière tragique le harcèlement de l'État envers les migrants illégaux.

L'État, face à la colère des habitants mahorais, a réagi par une aide d'urgence souvent inatteignable pour les habitants les plus reculés, puis par des mesures sécuritaires : couvre-feu pour empêcher les pillages, loi pour limiter la vente de tôle aux professionnels ou aux personnes ayant un justificatif de domicile, et

nouvelles mesures pour lutter contre les clandestins. Le 1^{er} janvier 2025, l'État a organisé le « rapatriement humanitaire » des clandestins comoriens vers les Comores, en prenant bien soin de relever identité et empreintes.

Face à la détresse et à l'urgence, comme toujours, l'État organise le « retour à la normale » : endiguer les contestations et surtout chasser les indésirables qui sont sommés de faire profil bas et de se cacher... jusqu'au prochain désastre. Mais face aux bilans comptables, face à l'impératif de la continuité économique, face à la violence du pouvoir, ces moments sont aussi des moments d'instabilité où la révolte peut prendre forme : on a ainsi vu les mahorais fustiger les représentants de l'État lors de leur venue ou les valenciens accueillir le roi et la reine d'Espagne avec des jets de boue ou s'affronter avec la police qui protégeait l'Hôtel de ville.

La fin de l'année 2024 a tout de même amené deux événements d'ampleur réjouissants : du côté de la Syrie, c'est la chute du régime Assad qui secoue et ouvre autant de prisons que de potentialités nouvelles ; et du côté des États-Unis, c'est l'assassinat en pleine rue du patron de UnitedHealthcare, plus grosse entreprise mondiale d'assurance santé privé, qui rappelle aux roitelets qu'ils ne sont peut-être pas si tranquilles qu'ils n'ont l'air de le croire. Le mouvement de soutien international qu'a reçu Luigi Mangione, la personne arrêtée et accusée de cet acte par la justice, peut nous donner de l'espoir. Pour être solidaire de la révolte, rien de mieux que la propager, dès que possible !

En Syrie comme ailleurs, à bas les prochains chefs, empêchons les de faire perdurer leurs pouvoirs de manière diversifiée et protéiforme. «A bas le prochain président !», c'est un tag syrien qui a circulé en photo sur les réseaux sociaux et qui nous semble plein de sagesse révolutionnaire. Il est évident que

la chute d'Assad n'est pas réductible au seul impact de HTS, groupe rebelle islamiste, qui, dans la localité d'Idlib, réprimait les manifestants il y a encore peu, et semble vouloir installer un pouvoir rigoriste sur le territoire. Après plus de 10 ans de guerre civile, il y a fort à parier (et à espérer !) que les habitants de Syrie ne se laisseront pas dominer par un nouveau dictateur, ni par un énième groupe conservateur au pouvoir.

Du côté du travaillisme, le 1^{er} janvier 2025, c'est en France l'entrée en vigueur de la généralisation de la loi Plein Emploi et du volet concernant le RSA. A compter d'aujourd'hui, tous les RSAs (et leur conjoints) sont inscrits à France Travail, sommés de justifier 15 heures d'activités hebdomadaires, sous peine de suspension des allocations ou de radiation. Contre ces mesures destinées à nous insérer de force dans le marché de l'emploi, à travailler à notre propre mise au travail, à former et conformer les récalcitrants : esquivons la réinsertion, et organisons-nous pour lutter collectivement contre la machine à travailler !

Mauvais Sang espère une nouvelle année agitée, en révoltes, en émeutes, en dépassements des possibles impasses que pourraient nous tendre les récupérateurs de tous bords. Sus à la droite, sus à la gauche, sus au centre : il est grand temps de sortir de ces pièges qui n'intéressent personne, pour enfin mettre l'économie, la gestion, la morale et le contrôle sens dessus dessous.

Il est possible de nous contacter par mail, que ce soit pour entrer en conflit, pour poser des questions ou autres contributions. Il est aussi possible que nous vous contactions, que ce soit pour entrer en conflit, pour poser des questions ou autres contributions.

*Des enfants bâtards
de l'anarchisme et du communisme.*

Perspectives internationalistes en temps de guerre

Quelles sont-elles, et où, et avec qui, les possibilités insurrectionnelles et révolutionnaires en ce moment en Ukraine ? Quelles sont les dynamiques qui vont dans le sens d'une destruction de tous les appareils militaires, de toutes les formes de pouvoir et de contrôle ? Qu'est-ce qui lutte dans la guerre mais contre la guerre, c'est-à-dire contre la logique d'un combat entre deux appareils militaires pour le contrôle d'un territoire et d'une population ? Ces questions doivent nécessairement être tournées vers la pratique, en prise avec une réalité que nous avons encore du mal à saisir, et vont de pair avec celle, plus large, que nous aspirons à pouvoir nous poser sérieusement au niveau international : une intervention révolutionnaire dans le contexte de la guerre en Ukraine est-elle possible ?

Si nous ne parvenons pas à nous la poser, le plus largement possible et au plus vite, dans toutes les langues, tous les pays, depuis la perspective d'en finir avec les États et le capitalisme, nous risquons de voir l'horizon révolutionnaire encore plus malmené et restreint par cette guerre qu'il ne l'est déjà. Nous risquons d'être malgré nous emportés par le courant majoritaire de l'Histoire qui ne va jamais dans le sens de la Révolution : nous risquons de perdre toute autonomie en nous retrouvant entraînés dans la défense d'un des camps en présence – dans ce contexte, dans la défense de la sociale-démocratie bourgeoise et nationaliste, de l'idéologie mortifère, pleine de frontières et de barbelés, du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », c'est-à-dire du droit à se faire exploiter librement par une bourgeoisie bien de chez soi.

Toutes les postures et prises de position hors sol contre la guerre n'y pourront rien.

L'heure n'est pas aux postures, mais à l'intervention.

Nous pensons qu'il est impossible de réfléchir correctement aux différentes formes d'intervention dans une situation de guerre sans un échange intense entre ceux qui sont pris dedans, dans leurs vies et leurs quotidiens, et ceux qui vivent ailleurs et peuvent alors observer d'autres choses grâce à la distance, et en manquer d'autres. Autant les premiers que les seconds ont intérêt à lier leurs interrogations : sans cela, on peut se perdre dans l'urgence, ou on peut se perdre dans l'extériorité complètement hors sol, alors que la Révolution mondiale est un destin commun.

Aujourd'hui nous pâtissons d'une situation de faiblesse historique où nous manquons cruellement de liens, d'échanges et de pratiques communes. Mais la guerre est un moment de crise : tout peut très vite basculer. Nous pensons que tous ceux, de tous pays, qui souhaitent faire advenir une révolution mondiale, devraient multiplier les liens internationaux ! Plus que jamais, il est temps d'éprouver à nouveau la solidarité internationale des révolutionnaires !

Faisons circuler nos perspectives, nos pratiques et nos idées. Traduisons, écrivons, échangeons, dans les luttes, pour les luttes, avec pour horizon la destruction de toutes les frontières, de tous les États-nations et de toutes les fantasmagories de Peuples unis.

Il est temps de réinterroger l'histoire révolutionnaire : à l'encontre des révolutions nationales du XIX^{ème} siècle, la

nécessité de l'internationalisme face aux limites des guerres d'indépendance nationale a été observée depuis longtemps. Pourtant, nous voilà encore une fois à devoir lutter contre certaines idéologies actives de défense de souveraineté nationale sous prétexte d'anti-impérialisme. À l'aune du XXI^{ème} siècle et d'une guerre meurtrière, souvenons-nous que nos perspectives radicalement anti-étatiques ne sont ni mortes, ni oubliées et qu'elles ont plus de sens que jamais !

Alors, qu'est-ce qui freine, depuis trop longtemps déjà, un internationalisme tangible, dont la nécessité nous apparaît d'autant plus lorsque les États-nations sont en crise ? Quels verrous, internes aux mouvements révolutionnaires du monde entier, les empêchent d'éclater au-delà de leurs propres frontières ? Quels qu'ils soient : faisons-les éclater, et demandons-nous comment ! Nous pouvons pour cela nous appuyer sur l'histoire foisonnante des oppositions révolutionnaires aux différentes formes de léninisme depuis maintenant plus d'un siècle : elles ont permis de sans cesse maintenir des conflictualités à l'intérieur des luttes, des crises et des guerres, contre tout ce qui allait dans le sens d'endiguer les révoltes multiples dans des cadres nationaux et réformistes.

Pour la Révolution, en Ukraine, à l'Est, à l'Ouest, au Nord, au Sud, au Zénith et au Nadir sur toute la Terre et plus loin, détruisons toutes les Nations, leurs armées et leurs économies.

Contre les dictatures, contre les démocraties,

Vite, vite, vite, retrouvons-nous pour nous demander : COMMENT ?

En Iran comme partout, vive la révolution

Après 2022 et, notamment, la mort de Mahsa Amini, une situation insurrectionnelle a embrasé l'Iran et a fait naître, pour beaucoup (là-bas et ailleurs), la perspective d'une révolution sociale (nous revenons sur cela dans l'article « Mort aux dictateurs et à la police des mœurs » écrit dans Mauvais Sang numéro 4). Après plusieurs centaines de personnes tuées, de nombreuses exécutions en lien avec le soulèvement, des viols/tortures destinées à intimider et réprimer, mais aussi, de nombreux commissariats attaqués, des incendies et actes de sabotage, des attaques de prisons, des émeutes... les perspectives insurrectionnelles ont pris du plomb dans l'aile, mais ne sont pas si loin dans les souvenirs.

Le 2 novembre 2024, une vidéo est largement repartagée sur les réseaux sociaux, montrant une étudiante de l'Université islamique de Téhéran, Ahou Daryaei, marchant

en sous-vêtement, les bras croisés devant la poitrine, défiant publiquement par ce geste les lois morales et la police des mœurs.

Elle a décidé d'enlever ses vêtements après avoir été harcelé en raison du port non-réglementaire de son hijab par la milice islamiste Basij, une organisation paramilitaire, qui, en plus de garantir la sécurité intérieure et la répression des mouvements sociaux en appliquant notamment la torture, s'occupe de la « prohibition du vice » et de la « promotion de la vertu » au sein du pays.

Rapidement, la jeune femme a été arrêtée et enfermée. Comme il est coutume de qualifier de « mentalement instables » les femmes s'opposant aux mœurs religieuses et patriarcales du régime afin de nier la nature contestataire de leurs actes, elle a été déclarée « malade » et placée en hôpital psychiatrique. Ahou Daryaei aurait depuis été relâchée et serait,

maintenant, prise en charge par sa famille. Les autorités ont pourtant annoncé qu'elles ne poursuivraient pas en justice l'étudiante, sûrement en raison de leur crainte que cela provoque d'autres soulèvements à grande échelle, montrant par là que la révolte des iraniens et des iraniennes a laissé des traces considérables, même au sein du pouvoir.

De nombreuses femmes ont brûlé et enlevé leurs voiles publiquement depuis la mort de Mahsa Amini. Nous pouvons voir ces pratiques comme une critique de l'ingérence de plus en plus forte de la religion dans le contrôle social, mais aussi comme une critique de la religion elle-même, qui est, dans une théocratie comme l'Iran, au fondement même de l'Etat et de son fonctionnement.

Contre ces révoltes, le pouvoir iranien continue son offensive contre la liberté des femmes : il a annoncé une nouvelle loi extrêmement

Une nuit au musée

Dans la nuit du 11 au 12 avril 1990, un groupe d'anonymes, cachés par la pénombre, escaladent le mur sud-ouest de l'enceinte qui accueille le Musée d'archéologie de l'ancienne Corinthe. Dans le nord-est du Péloponnèse, situé en contrebas des ruines d'Acrocorinthe, le musée grec, sous la tutelle du Ministère de la Culture accueille des objets fascinants : des kouros de plusieurs mètres de hauts, parmi les premières céramiques à être peintes à figures noires et à fond rouge, parmi les premières colonnes de temple d'ordre corinthien, aux feuilles en marbre finement sculptées, bref, on retrouve dans ce musée des objets sans doute très intéressants et qui ont une histoire qu'ils ne nous raconteront jamais totalement. Ils ne parlent pas, et malgré les rayons X, les scans en tout genre, ils restent muets. Le vigile lui, n'était pas prêt à rester muet et devait sans doute faire trop de bruit aux goûts des visiteurs de la nocturne exceptionnelle, puisqu'ils ont décidé de lui casser la gueule pour pouvoir repartir avec plus de 285 des plus précieux objets des collections (têtes en marbres, bijoux, poterie, vaisselle, figurines votives, etc).

Ils se sont sans doute retrouvés bien embêtés lorsqu'ils se sont rendus compte qu'il serait compliqué de revendre des objets archivés dans tous les sens et signalés comme volés dans tous les registres internationaux, et que peu d'antiquaires seraient ravis d'avoir cette came à refourguer.

À moins que l'équipe de cambrioleurs ne l'aient fait pour la beauté de ces œuvres, pour contempler d'un peu plus près ces statues sans que les cris d'un vigile ou les hurlements d'une alarme ne gâche le moment.

Mais, chers visiteurs, soyez rassurés ! La police veille et les visiteurs seront ravis d'apprendre par un beau panneau dans le musée que la morale de l'histoire, c'est que les méchants se sont fait arrêtés. Ouf. Ce monde est tellement bien et il y a des gens tellement méchants qui veulent s'en prendre au Savoir, à la Culture, aux Musées. Non seulement ils sont cupides, car ils spéculent sur de l'art, mais en plus ils vous privent, VOUS, d'y avoir accès.

Le comble, ils se seraient même servis dans la trésorerie du musée, plus de 1 000 000 de drachmas, soit environ 3 000 euros, l'argent qui était prévu pour le salaire du personnel. Le texte voudrait faire croire aux visiteurs que si les personnels de musées sont si mal payés, qu'ils se cassent le dos à ramasser les mouchoirs des vieux touristes pétés de thunes c'est parce que ces types seraient partis avec.

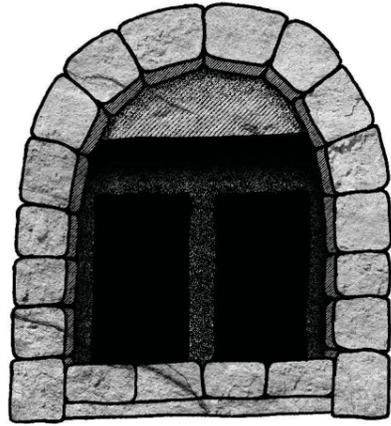
Certes, les intentions de ces cambrioleurs n'étaient sans doute pas poussées par une rage révolutionnaire de vouloir bousculer ou renverser la vieille institution. Pas plus qu'un autre braqueur, qui a remporté un million d'euros en cash, et qui n'espère pas que ce papier ne vaudra plus rien après son coup. Le cambrioleur espère toujours que sa marchandise pourra se revendre. Et c'est souvent à ce moment-là qu'il se fait attraper,

comme ce fut le cas pour ceux-là, recherchés par le FBI et arrêtés dans les années qui suivent. Soit, dans les milieux des pilliers de tombes et des revendeurs d'antiquités, les intentions ne sont peut-être pas similaires aux nôtres. Mais il y a quelque chose d'insupportable à voir le musée se mettre en scène comme victime du vol des œuvres. Leurs prix d'entrées exorbitants, leurs guides ennuyeux, leurs cars remplis de riches touristes, c'est ça leur « savoir pour tous ». La fiction libérale qui fait croire que c'est *pour tous* quand c'est derrière un portique payant. Sans compter que ce milieu aussi est centré autour de la thune, que des milliardaires qui achètent des œuvres à des prix exorbitants pour les privatiser dans leurs salons ou dans leurs yachts, ça arrive tous les jours, et là personne ne s'en offusque. Bravo Belle affaire, ça fera bien dans le salon

Que des types aient décidé de les prendre sans les demander et sans y laisser de la thune, au contraire, mais en y risquant la prison et la mort, il y a là une révolte qui mérite plus de solidarité que ceux qui prennent le camp de la police et de l'État.

L'archéologie, sans doute plus que les autres sciences, est bâtie en grande partie par les projections et spéculations des historiens, qui sont rarement capables de penser contre eux-mêmes et contre les idéologies avec lesquelles ils sont aux prises. L'exemple de l'archéologie nazie est souvent pris : la science a été mise au service du pouvoir hitlérien pour justifier sa vision raciale du monde et légitimer les conquêtes. Des motifs ressemblant à des croix gammées trouvées en creusant les sols des pays conquis ont fabriqué la preuve nazie que le sol n'était pas une prise mais une reprise, puisqu'éternellement aryen. Cette logique qui paraît ridicule est souvent pointée du doigt comme si les archéologues d'avant et d'après ne faisaient pas la même chose. L'archéologie a servi à quasiment chaque État-Nation, particulièrement en Europe, à construire son mythe, son roman national, son narratif d'un pays éternel, habité par le même peuple victorieux et moderne, bref, nos ancêtres les Gaulois. Servant encore une fois les logiques du pouvoir, ses frontières, son autorité. Dans les conquêtes, les nazis ne sont pas les exceptions, et depuis les guerres de Napoléon en Égypte en 1798 à la colonisation de l'Afrique dans les années 1880, il y a toujours un archéologue dans les corps d'armées. Faire comme si le territoire conquis n'avait pas d'histoire, ou se l'approprier, ou l'esthétiser, ou la fantasmer, cela fait partie de la conquête.

Et bien sûr que la création des musées et le financement des chantiers de fouilles partout en Grèce à partir du XIX^{ème} siècle n'a pas rien à voir avec sa récente indépendance prise vis-à-vis de l'Empire Ottoman et du besoin de se trouver un passé qui construise une identité nationale, contre l'autre, le barbare de l'autre côté de la mer qui n'aurait rien à voir. Au mépris de l'histoire, on construit alors une nation grecque, qui aurait eu alors



à peu près toujours les mêmes ennemis. Les Mycéniens contre les Hittites ou les Troyens, les Grecs antiques contre les Perses, l'Empire Byzantin contre l'Empire ottoman, la nation grecque contre la nation turque comme si les mêmes conflits se répétaient éternellement, comme s'il s'agissait des mêmes oppositions, comme si c'était dans les gènes. Bien sûr, la réalité est toujours plus complexe, faite d'échanges, d'immigration, d'influences mutuelles, de guerres et d'alliances selon les époques mais pour un Père de la patrie du XIX^{ème} ou XX^{ème} siècle, ce qui compte, c'est de préparer sa population au sacrifice pour la défense de l'idée nationale, et l'histoire, couplée au développement de l'instruction obligatoire, est un très bon moyen de diffuser cette vision du monde.

C'est donc dans cette histoire que s'inscrivent les types qui ont écrit ce panneau pour apitoyer le visiteur. Ils sont bien plus choqués par ce cambriolage que par une institution dans laquelle ils se complaisent (et qu'ils défendent contre ceux qui l'attaquent) et qui a participé aux entreprises nationalistes ayant mené à des millions de morts dans des guerres qui ne concernent que ceux qui les décident.

Retrouvé à Miami par le FBI, suite à la vente aux enchères chez Christie's de certaines œuvres, un des cambrioleurs est arrêté et incarcéré. Appelés le « gang Karahalios », un père, ses deux fils et une autre personne sont accusés de l'affaire. Seul un des fils, Anastasios Karahalios, a été jugé et condamné le 29 janvier 2001 à la prison à vie, c'est-à-dire à une lente et terrible mort. Les autres auraient été contraints de se cacher quelque part en Amérique du Sud, condamnés par contumace. Une dizaine d'œuvres n'ont toujours pas été retrouvées.

Que crève la taule, qui enferme tous ceux qui refusent de s'inscrire dans la bonne marche de ce monde et qui réprime tout ce qui sort de la norme, la révolte comme la débrouille et la truande.

Que crève l'institution du musée, qui cloisonne et éloigne, qui privatise, qui sacralise et qui désacralise, qui légitime les horreurs guerrières et qui mets les ruines sous des vitrines de formol.

Un jour sans doute, nous nous promènerons dans les ruines de Fresnes ou de la Santé, en nous souvenant quelles forces incroyables nous avons su déployer pour faire tomber ces murs.

Nation, Crève !

Nous voyons aujourd'hui refluer les sales bourgeois du patriotisme, du nationalisme, de la France et de son peuple, de son terroir, de sa culture et de son histoire. Cela apparaît d'autant plus que les élections présidentielles approchant, la propagande nationaliste s'intensifie et l'idéologie se renforce. Si toutes ces choses ne sont jamais mortes, si elles sont en réalité relativement victorieuses dans la société dans laquelle nous vivons, elles semblent tout du moins gagner en force et se répandre, jusqu'à s'incruster dans les luttes et les mouvements sociaux. En France, c'est le mouvement des Gilets Jaunes qui a été le douloureux symbole d'une progressive banalisation de la référence à la Nation.

Mais c'est plus largement encore dans le monde, dans d'autres pays, que ce bouquet puant semble connaître un nouveau printemps. Il est grand temps de l'arracher par la racine. L'assaut du Capitole aux États-Unis ainsi que les blocages au Canada liés aux convois de la liberté ont provoqué ces derniers temps une inquiétante sympathie, voire une fascination, chez de nombreux gauchistes. On dirait que le dépit actuel face à l'absence de puissantes perspectives révolutionnaires finit par se transmu-

er en un engouement à l'égard de tout ce qui s'agit un peu plus fort que le reste – et, à notre époque, c'est malheureusement parfois le drapeau de l'État qui s'agit à nouveau dans la rue. Cette sympathie – la même qui ne voyait rien de très problématique aux symboles utilisés par les manifestations des Gilets Jaunes dès 2018 – va de la banalisation (« ce ne sont justement que des symboles, des mythes, des références ») au pragmatisme (« au moins ça fédère, ça fait mouvement ») jusqu'au franc opportunisme (à cet égard les appelistes de *Lundi Matin* sont à la pointe, s'appuyant sur Lénine pour justifier qu'il est nécessaire de s'organiser avec les discours complotistes et réactionnaires actuels qui gravitent évidemment toujours autour de l'idée de Peuple national). Mais nous qui souhaitons voir s'épanouir un processus révolutionnaire au cours duquel l'État et le capitalisme pourraient tomber et ne plus jamais se relever, devons absolument nous confronter, sans aucun début d'accoïncance, à ce renouveau du nationalisme. Et ce, pas seulement parce que le drapeau tricolore est moche, où parce que la Marseillaise fait saigner les oreilles, mais surtout parce que cette mythologie, si elle prétend rassembler et unir,

sert toujours à la perpétuation des institutions, et non à l'émancipation de tous. En croyant rassembler tout le monde sous une bannière commune on ne fait toujours que défendre l'idée de l'État et des frontières qui font la réalité matérielle des nations. Le renouvellement de la nation, où qu'il ait lieu, lorsqu'il devient la perspective de mouvements au départ plus spontanés et sociaux, ne manque jamais d'avoir ses fidèles soldats qui fusillent et emprisonnent les différents anti-autoritaires, anarchistes, communistes, et autres troubles-fêtes.

Les différents États, organisateurs et gestionnaires des populations du monde, ont à leur disposition tout un arsenal d'outils de coercition au service de la gestion sociale et du maintien du système économique. L'unité de la nation, le mythe de la communauté nationale, sa solidarité et son histoire sont ainsi cultivés afin de souder et d'unifier sous un même drapeau, sous une même identité, sous un même État : autant d'idoles qu'il est nécessaire de renverser. Développons dans les mouvements sociaux une critique féroce du nationalisme, car si rien ne s'y oppose, il gagnera contre nos aspirations de liberté.

Trouvons des manières de le combattre. Brûlons les drapeaux, réaffirmons sans cesse la conflictualité où nous le pouvons, au sein des mouvements et ailleurs, discutons, hurlons, blasphémons et rions contre la France et ses nombreux cousins. Attaquons leurs intérêts, où qu'ils soient, avec toute la multiplicité de techniques et d'outils que les révoltés ont développée à travers le temps.

Le sang qui coule dans nos veines n'est ni celui de Clovis, ni celui de Napoléon, pas plus que celui d'aucun roi et d'aucun français d'aucune sorte, d'ailleurs. Il n'est que du plasma, un mélange bâtarde de globules visqueux qui fait fonctionner nos corps et nos cerveaux, et s'il bouillonne c'est pour les émeutes, les soulèvements, les révolutions de partout et d'ailleurs. Un sang irréductible à tout papier ou à toute autre assignation d'identité à un territoire borné !

Notre haine de la France est évidemment plus que solidaire de tous ceux qui, en Russie comme en Ukraine, réussissent à trouver un chemin par où lutter contre les États et les nationalismes qui s'affrontent aujourd'hui à travers la guerre en cours.

NIQUE LA NATION !
VIVE LA REVOLUTION !

La censure des médias et réseaux sociaux en Russie n'a pas réussi à empêcher certaines nouvelles inflammées de sortir du territoire russe et de crier jusqu'à nous une splendide haine de l'armée et de l'État : différentes attaques contre des bâtiments de l'armée et de la police russes ont eu lieu depuis le début du mois de mars et se poursuivront sans aucun doute. Départ de feu dans une station de police à Smolensk, cocktails Molotov en plein dans le centre de recrutement de Voronezh, cocktails Molotov lancés en direction du Kremlin, sabotages de cheminots biélorusses contre les lignes de chemins de fer permettant l'acheminement des trains de guerre... et, surtout, incendie intégral du centre de recrutement de l'armée à Lukhovitsy (près de Moscou), dont une vidéo a pu circuler et

dont un communiqué anonyme mentionne la volonté de détruire toutes les archives et listes de potentielles recrues de la ville. L'incendiaire, après avoir été arrêté le 8 mars à la frontière entre la Biélorussie et la Lituanie, a réussi à s'évader quelques jours plus tard et nous espérons qu'il est encore actuellement en cavale.

Solidarité avec toutes les flammes antimilitaristes !



Quand le train de la vie déraile

À Los Angeles, à quelques kilomètres des quartiers pavillonnaires de la haute bourgeoisie américaine et des collines d'Hollywood, les pillages de trains – rappelant ceux des diligences – se multiplient, tenant en échec les flics comme le gouverneur californien aux dents blanches, Gavin Newsom, dont le désarroi et les larmes pourraient presque émouvoir, se mettant en scène devant les caméras, ramassant lui-même les cartons abandonnés par les pilleurs sur les voies.

Depuis les premiers confinements en 2020, l'Union Pacific, qui gère les transports de marchandises à travers les États-Unis, se plaint d'une explosion de ces pillages. Les trains traversent le pays pour livrer toutes sortes de commandes et sont depuis longtemps ciblés par des groupes, particulièrement dans les environs de Los Angeles. Depuis quelques mois, on trouve sur Internet des vidéos de groupes (allant

parfois jusqu'à plusieurs dizaines de personnes) faisant éclater les cadenas des wagons pour y sortir télévisions, ordinateurs, produits électroménagers, vêtements de marque, bijoux, armes, et tout autre bien de valeur, laissant parfois tellement de cartons sur les voies que les trains déraillent.

En effet, sur des trains mesurant parfois plusieurs kilomètres de wagons, roulant relativement lentement, les systèmes de surveillance sont loin d'être infaillibles. Les flics, en partenariat avec Union Pacific, ont annoncé l'installation de détecteurs de mouvements et le développement de drones pour sécuriser ces rails, une technique de plus qui saura, on l'espère, être contournée par ceux qui désirent troubler l'ordre. Cette annonce de la police d'une caméra volante supplémentaire cherche davantage à créer une peur de la surveillance permanente qu'à permettre un contrôle total et effectif. Les représentants interviewés de l'Union Pacific sont résignés à constater

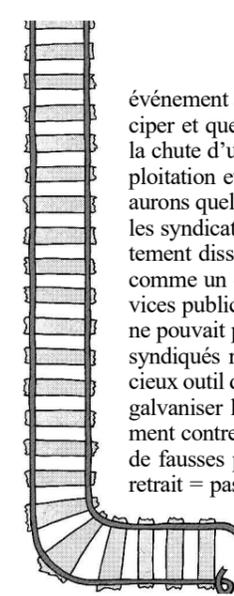
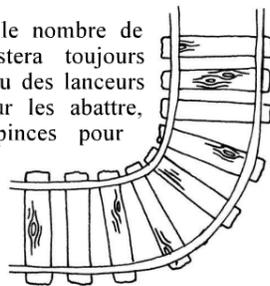
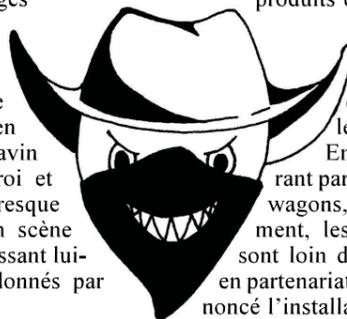
que, peu importe la solidité des cadenas utilisés, ils ne résistent que quelques secondes aux outils des voleurs.

Que ces vols organisés soient une pratique diffuse et massive rend particulièrement difficile le sale travail des flics qui s'inquiètent de cette attaque à la propriété privée. D'autant qu'elle ne cesse de prendre de l'ampleur : les attaques ont augmenté de 356% depuis l'année dernière, ce qui correspond à 5 millions de dollars de marchandises pillées.

Espérons que cette vague de pillages nourrisse les espoirs et les pratiques de tous ceux qui refusent de se crever au travail.

Peu importe le nombre de drones, il restera toujours des goélands ou des lanceurs de pierres pour les abattre, comme des pinces pour éclairer tous leurs cadenas !

À bas la propriété privée !



événement auquel nous souhaitons participer et que nous appelons de tout cœur la chute d'un monde qui repose sur l'exploitation et la domination. Là oui, nous aurons quelque chose à fêter. » Bien sûr, les syndicats de cheminots se sont directement dissociés de ces attaques, décrite comme un « coup terrible porté aux services publics » et précisant que l'attaque ne pouvait pas venir de leurs rangs, leurs syndicats respectant bien trop leur précieux outil de travail. Après avoir tenté de galvaniser les foules pendant le mouvement contre la réforme des retraites avec de fausses promesses ridicules « Pas de retrait = pas de JO », et des menaces en

l'air de grève générale, les syndicats et la gauche ont montré une fois de plus, par cette dissociation et leur inaction, qu'ils sont les bons laquais de l'État.

Joli coup porté de la part des auteurs de ces attaques au sentiment d'union nationale et de liesse populaire autour des JO dont l'État voulait nous persuader. Le fait que ces actions aient abouti et que les auteurs n'aient pas été retrouvés aujourd'hui, l'enquête patinant sur place, montre également que le maintien de l'ordre tout-puissant que l'État voudrait nous faire croire n'existe pas.

Cette action de sabotage n'est pas restée isolée, d'autres ont suivi. Une antenne

relais incendiée à Toulouse dans la même nuit, des réseaux de fibres optiques dégradés dans plusieurs départements quelques jours plus tard... début septembre, c'est la SNCF à côté de Reims qui fut de nouveau touchée, avec le sectionnement de câbles mettant à l'arrêt une centaine de trains. Ces derniers jours, nous pouvons saluer le vol de câbles qui a fortement perturbé le trafic ferroviaire dans les Hauts-de-France.

Nous ne pouvons que nous solidariser de cette action qui s'inscrit dans une lutte contre l'État-nation, ses frontières et son nationalisme. Sabotons l'État et ses institutions.

Au nom du Père

Bien évidemment, avec *Mauvais Sang*, nous rejoignons avec joie la profanation de l'ex personnalité préférée des français, et nous crachons d'un bel élan à la face de ce cadavre nauséabond Abbé Pierre, pourris dans ton cercueil sans enfer ni paradis, tu aurais mieux fait de rejoindre le néant des vers depuis longtemps. Crève et recrève, violeur retors en soutane. Mange tes morts, tes saints et tes chasubles. Intoxique toi à l'eau bénie croupie... Ce n'est pas que nous ayons cru un jour en la pureté de ce religieux, fervent défenseur des thèses négationnistes et antisémites de Roger Garaudy en plus d'être le pervers invétéré que le grand public découvre depuis plusieurs mois (mais que l'Eglise et la Communauté Emmaüs savaient et taisaient de longue date...), mais, tout de même, nous jugeons le moment propice à rappeler quelques vérités quant aux dynamiques perverses et toxiques qui doivent de toute urgence et depuis longtemps être jetées avec l'eau du bain béni de l'Abbé Pierre sans les institutions de la religion et de l'humanitaire, les effets d'emprise qui ont rendu possible pendant des décennies la réitération des agressions sexuelles, dans le plus grand tabou, n'auraient pas pu perdurer à ce point. La religion offre le terreau à l'abus de faiblesse. L'Eglise catholique en abuse autant que n'importe quelle secte, érigeant un attrait mystificateur et aliénant vis-à-vis de figures intouchables qui elles par contre peuvent toucher et attoucher leurs adeptes sans problème... Dans une lettre écrite à une femme qui lui demande de s'excuser de lui avoir attrapé les seins et fourré la langue dans la bouche, il en appelle évidemment à l'abracadabra chrétien « pardonne-nous

nos péchés, car nous aussi nous pardonnons à quiconque nous offense »... la suite de la prière laveuse de cerveaux ne demande-t-elle pas « ne nous induis pas en tentation ». Car, au fond, n'est-ce pas cet immense retournement propice au viol qui circule dans l'idée de la tentation. A savoir que l'origine du péché se trouverait dans le serpent, dans la femme Eve, soit dans ce qui séduit et tente le pauvre pêcheur. Ah, que ça doit être dur d'être curé, prêtre ou abbé, quand des hordes de femmes et d'enfants vous tentent tous les jours... L'Abbé Pierre, et plus largement les milliers de religieux pédophiles et violeurs protégés par le Vatican, n'auraient-ils pas toujours été les pauvres victimes de Satan épris de corps vulnérables. La Bible n'est qu'un ramassis d'enseignement à pervers, d'ailleurs Dieu Tout-Puissant lui-même, s'il existait, serait le plus grand pervers de tous les pervers, usant et abusant de perpétuelles relations d'emprise qu'il normalise jusqu'à la fin des temps. Merde alors. Et la charité, et l'humanitaire, dans tout ça. Une dose de plus de logiques de pouvoir, comme s'il n'y en avait déjà pas assez dans le monde. La communauté Emmaüs, comme toute organisation de charité, valide et entretient des liens de dépendance envers la personne qui donne le sou, l'habit, la soupe, et qui peut dès lors cesser de les donner si le pauvre ne se tasse pas dans sa position d'infériorité... L'Abbé Pierre a ainsi exigé à plusieurs reprises d'une femme SDF qu'elle réponde à son aide par des contreparties sexuelles. Être une grande figure de la charité permet d'être à la fois le mac, et le client, et le père, et le fils, et le saint esprit, tandis qu'avec cynisme une lettre de la

communauté Emmaüs finissait par lui intimer de correspondre à la « figure de sainteté » qu'il incarnait aux yeux du grand public et le mettait sous protection-chaperonnage pour surveiller ses agressions à répétition. Quand bien même l'Abbé Pierre est mort, et tant mieux, Emmaüs, qui aujourd'hui tente de faire oublier la filiation en lavant son image, reste une vaste machine à exploiter les pauvres. La charité entretient structurellement les relations de pouvoir dans un monde qui repose sur l'exploitation, tout en faisant miroiter l'image d'oeuvre de bienfaisance qui fait d'autant plus de ravages qu'elle empêche la critique. Il y a à peine un an, beaucoup de compagnons Emmaüs, sans-papiers, se sont mis en grève pendant plus d'un an, pour dénoncer leurs conditions de travail, leur ridicule argent de poche conditionné (appelé « allocation communautaire ») et la permanence de harcèlements de la part de leurs hiérarchies, rompant ainsi avec force et révolte avec l'image d'Épinal des logiques humanitaires. Leur lutte a en partie abouti à la régularisation de nombreux compagnons, et en juin 2024 le tribunal judiciaire de Lille a reconnu coupables les responsables des communautés Emmaüs et le président des associations de travail dissimulé et de harcèlement moral aggravé.

Retrouvons nous aussi la tentation du mal, du refus des emprises religieuses et « bien-faisantes », agitions une belle et grande haine millénaire des petits et des gros prêcheurs de morale, à bas les honnêtes oeuvres caritatives et toutes les structures qui entretiennent la dépendance entre les humains. Vive la révolution, sans Dieu ni Maître.

Contre

Contre le travail, les équipements, la fabrication, les salles de détente et les réveils, **contre** le travail, les usines, et ceux qui les protègent, **contre** les architectes et leurs immenses bâtiments mornes, **contre** les métropoles pleines de sang et leurs égouts pourris, **contre** les directeurs d'hôpitaux et les conservateurs de musée, **contre** la grande Histoire et **contre** l'oubli, **contre** la lâcheté cynique des carriéristes du militantisme, **contre** la tyrannie assoiffée de toutes les idéologies identitaires, **contre** la pâleur des imaginaires sans rêves, **contre** tout imaginaire terne qui n'est pas le dépassement irréductible de ses propres frontières, **contre** toute vie qui n'est pas le renversement perpétuel de tous les sens.

« NOUS SOMMES JEUNES ET NOUS AVONS DES ARMES » Volodine.

Trouble du spectre capitaliste

Texte reçu par mail

Le bon dieu voudrait que je me tienne droit, que je crache pas par terre. Le bon dieu aime quand mes lacets sont bien faits.

Le bon dieu n'a pas les jambes qui tremblent.

Le bon dieu a mis des moineaux sur des cerisiers, c'est gentil. Quand tu sors du travail, ça fait plaisir. Le bon dieu ne pointe pas à Pôle Emploi, il n'a pas besoin de croire en lui.

Partout sur le chemin de la réussite sociale, le bon dieu a placé des corps d'enfants morts dans le béton armé de la positive attitude. Qui sont-ils ? Ils sont celles et ceux qui n'ont pas survécu au passage à l'âge adulte. Ils ne savaient pas faire leurs lacets, ils sont morts en contemplant des moineaux sur des cerisiers. Ils sont morts parce qu'ils contemplaient des moineaux

sur des cerisiers. Parce que le bon dieu sélectionne.

Mais que faire ? Faut-il tuer le moineau, car il déconcentre ? Couper le cerisier ou tuer l'enfant ? Faut-il concentrer le travail pour qu'il se recentre ? Faut-il travailler à ce que le travailleur travaille ?

Si t'as le mauvais sang qui coule dans les veines, toi aussi tu le sais déjà : Dieu est mort, c'est un fantôme, la vie est courte et il est encore temps d'être sauvages, nous pouvons, à nous-mêmes, nous donner la permission d'ingérer la gestion comme Godzilla, de défier les astres comme Prométhée, un moineau sur une épaule, au-dessus d'un cerisier, et un bazooka intergalactique dans l'autre. Plutôt détruire tous les mondes que de vivre dans celui-ci.

Pour l'abolition de l'adulte.

Pétons les Plombs

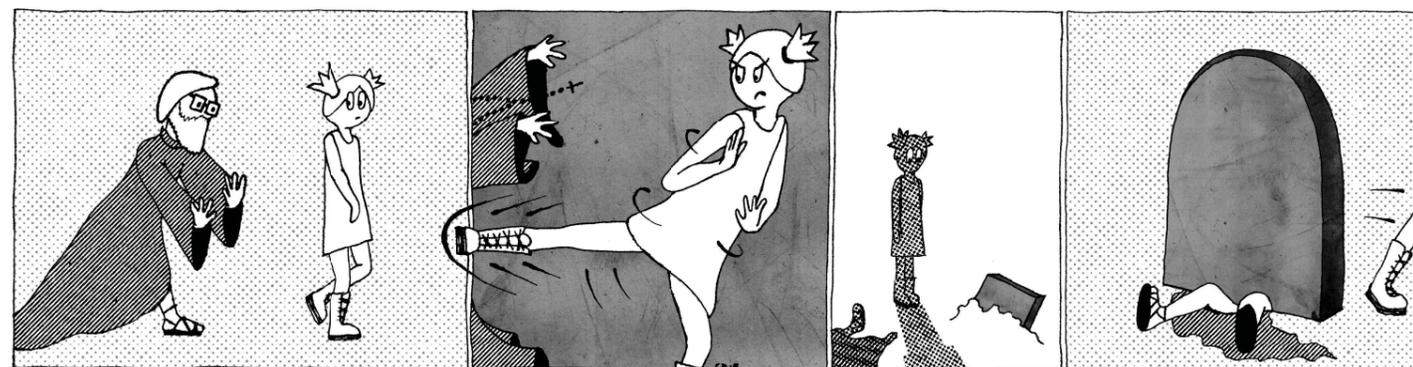
New York, 13 et 14 juillet 1977. Un gros orage entraîne un black-out historique qui durera 25 heures. La ville lumière s'éteint. Des émeutes et pillages irrépressibles s'emparent alors des rues, éclairées par des centaines d'incendies.

Nous ne regrettons certainement pas les

150 millions de dollars de marchandises volées, mais que l'ordre ait été rétabli une fois la panne de courant réparée. Soyons imaginatifs, n'attendons plus l'orage pour court-circuiter la normalité des villes !

La bourgeoisie a vu dans cet événement une nuit de saccages sanguinaires, fantasmes

bien illustrés par le mauvais film *American Nightmare* : dans un monde sans lois ni ordre, l'humanité retrouverait sa « sauvagerie naturelle ». Ce mythe étatiste bien connu est le prétexte idéal à l'assainissement et la sécurisation de la ville. Ainsi, l'obscurité révélerait le visage monstrueux d'une



L'abbé Pierre Tombale

Édito

Y en a marre de subir !

Et la rentrée fut. Après un été où le cirque parlementaire et électoral a battu son plein, entre la gauche qui hurle piteusement au « déni de démocratie », le parti en place perdu dans son jeu de dissolution et d'alliances et l'extrême-droite qui parvient de plus en plus à imposer ses thèmes dans l'agenda politique de l'État (comme on a pu le voir avec la formation du dernier gouvernement et son orientation, qui va pousser toujours plus vers la réaction, la xénophobie et l'autoritarisme), le train-train quotidien a pu se remettre en marche. Ici et là, tout le monde est reparti au boulot, à l'école ou à France Travail, en rang d'oignons, dans l'objectif de subir un peu moins son quotidien dans ce triste monde de travail, de thunes, d'autorité et de prisons en tout genre. La police et l'État eux, continuent de faire leur sale boulot, tous les jours, banalement, comme en témoigne par exemple l'assassinat par balles par les keufs d'un SDF début octobre à Belleville.

Ailleurs, c'est la guerre qui fait rage au Moyen-Orient, au Soudan, en Ukraine, en République Démocratique du Congo... Les États ou les groupes paramilitaires se font la guerre, envoyant tout le monde au devant de l'horreur pour défendre des nations, des richesses, des religions ou des « peuples » fantasmés.

Mais y en a marre de subir. Nous sommes plein, partout, à avoir des rêves plein la tête et l'envie de balayer ce monde, pour plonger, enfin, dans l'inconnu.

En Kanaky, les émeutiers continuent de se battre après s'être fait lourdement réprimer par la gestion coloniale de l'État français. En Martinique et en Guadeloupe aussi, on érige des barricades, on calcine des véhicules, on attaque des comicos, on incendie des gendarmeries et des centres de formation et on pille des magasins, contre l'insupportable pression des prix et du capitalisme. Comme en Kanaky et à Mayotte, l'État a envoyé les CRS et proclame couvre-feu et interdiction de manifester, mais les barricades et les incendies continuent malgré la répression. A Paris, le 5 octobre, l'AG Antifa Paname avait appelé à

un rassemblement public pour pourrir la dédicace des transphobes Stern et Moutot faite en collaboration avec les fafs comme Obertone ou Marsault. Malgré l'interpellation d'une soixantaine de personnes par la BRAV-M, bien décidé à décourager ce genre d'initiatives rejoignables hors des cadres syndicaux et partidaires, des pratiques de solidarité face à la répression ont été tenues et la grande majorité sont sortis sans poursuites et sans donner leurs empreintes (on pourra retrouver les communiqués de l'AG sur les réseaux pour les détails). Malgré cela, un camarade a été envoyé en Détention Provisoire à l'issue du renvoi de sa comparution immédiate, après un énième chantage aux empreintes. Le camarade est sorti depuis. Les 2 camarades poursuivis auront des procès les 26 et 27 novembre au TJ de Paris, soyons présents en soutien ! A Vertou (Loire-Atlantique), le 26 octobre, c'est environ 200 personnes qui se sont montrés présents pour perturber un meeting de Sébastien Chenu, numéro 2 du RN, à la suite d'un appel de l'AG Antifa Nantes, rejoint par l'AG Antifa de Rennes. La salle accueillant le meeting avait été vandalisée dans la nuit. 10 personnes ont été interpellés et deux auront un procès le 3 janvier 2025.

Solidarité à tous ceux qui s'activent dans la rue contre les fafs et les transphobes !

Au Bangladesh, mi-juillet le mouvement de réforme des quotas a tourné à l'émeute puis à l'insurrection, attaquant les flics, mettant le feu aux prisons et libérant les détenus. Malgré la réponse brutale du gouvernement qui autorisa les forces de l'ordre à tirer à vue et malgré des centaines de morts chez les manifestants, c'est le pouvoir et notamment la première ministre Sheikh Hasina qui dûit fuir en hélico et laisser ses possessions à la merci des émeutiers, trop contents de pouvoir sauter dans la piscine de l'ancienne despote, depuis 21 ans au pouvoir.

Comme souvent pourtant, les réformistes ont récupéré la révolte, et c'est l'économiste Muhammad Yunus, chanteur du micro-crédit et « banquier des pauvres », qui a été porté à la tête du gouvernement intérimaire, par

l'ancien gouvernement, les militaires et des collectifs d'étudiants.

Comme toujours et partout, la gauche fait partie de ceux qui enterrent les espoirs de révolte.

Si nous voulons entrevoir un horizon révolutionnaire et émancipateur dans nos luttes, alors nous devons passer par se débarrasser de la gauche. Car c'est elle, avec ses partis, ses syndicats et ses assos citoyennes en tout genre, qui cherche en permanence à pacifier, à contenir, et à empêcher tout dépassement des luttes. Un dépassement qui permettrait de s'attaquer à tout ce que cette gauche rêve de gérer elle-même demain, et d'enfin abattre l'État et le Capital.

Après Mitterrand et Hollande (ou même Syriza en Grèce ou Podemos en Espagne), la création des CRAs par la gauche, le RMI, les QHS, le populisme exacerbé de Mélenchon... nous pourrions espérer que plus personne ne tomberait dans la supercherie gauchiste. Les larges appels au vote de barrage en juin, notamment depuis des aires à prétention subversive, et les appels présent à « pousser » derrière le NFP pour l'installer au pouvoir, montre que nous en sommes loin.

Alors, fuyons la médiation, fuyons la représentation, fuyons la composition. N'écoutez pas les fausses promesses politiciennes, et n'attendons pas le moment où on entendra décrier une énième « trahison » qui n'en est pas une. Portons la conflictualité dans les luttes contre ceux qui cherchent à nous résigner, à nous faire accepter quelques arrangements de misère ici et là, à freiner nos élans de révolte et de liberté, pour enfin en finir avec le vieux monde et tous ses gestionnaires avec.

Il est possible de nous contacter par mail, que ce soit pour entrer en conflit, pour poser des questions ou autres contributions. Il est aussi possible que nous vous contactions, que ce soit pour entrer en conflit, pour poser des questions ou autres contributions.

Des enfants bâtards de l'anarchisme et du communisme.

Sabotages

En juillet et en août, Paris fut transformée en vaste champ d'expérimentation sécuritaire et de tentative de renforcement du sentiment nationaliste. Les Jeux Olympiques se sont immiscés dans les rues et dans nos quotidiens.

La mairie a nettoyé les rues des indésirables comme elle a nettoyé la Seine (les sans pap' du canal d'Aubervilliers remplacés par des cubes de béton), les sans abris/sans-papiers ont été déplacés dans d'autres villes de France. Tout est propre, la ville est assainie, même les pistes cyclables ont été repeintes. 1750 flics issus de 44 pays différents venant s'ajouter

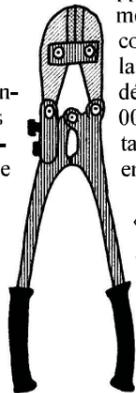
aux 45.000 policiers et gendarmes français, des drapeaux français à tous les coins, des discours nationalistes, inclusifs ou pas, dans toutes les bouches... De quoi avoir la nausée.

Fort heureusement, quelques trouble-fêtes se sont invités à la parade.

Dans la nuit du 25 au 26 juillet, soit la veille de la cérémonie d'ouverture des JO, une action coordonnée de sabotages de lignes TGV, sur les 4 principaux axes menant à la capitale a eu lieu. En tout, plus de 200 TGVs ont été

supprimés, les autres trains ont eu énormément de retard et le sabotage a finalement coûté plusieurs millions de dégâts pour la SNCF, gâchant ainsi le jour-phare du début de la compétition. Environ 800 000 voyageurs ont été touchés par ces attaques, dont des athlètes qui sont arrivés en retard à la cérémonie... !

L'action fut revendiquée et signée « Une délégation inattendue », quelques jours plus tard, par un communiqué transmis via de nombreux journaux papier et télévisés « À ceux qui reprochent à ces actes de gâcher le séjour de touristes ou de perturber les départs en vacances, nous répondons que c'est si peu encore. Si peu comparé à cet

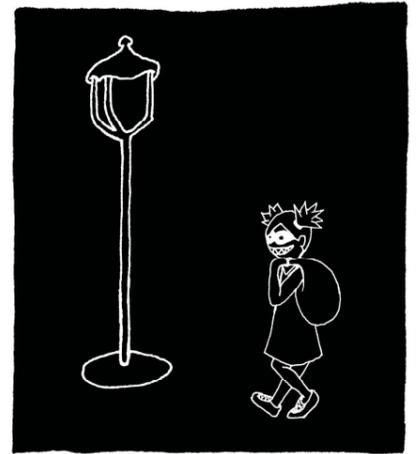


humanité hors de contrôle. L'urbanisme sécuritaire veut une nuit toujours moins noire ; la lumière des lampadaires sera, pour ses représentants, le salut de l'humanité : Urbis securitas et nitor ! La sûreté et la propreté de la ville ! (devise apparue à Paris pendant l'installation des premiers éclairages publics qui coïncident avec l'apparition de la police en 1667).

Les lampadaires éclairent (comme les caméras surveillent) les recoins des ruelles mal famées, les petits carrefours où vivent les mauvais garçons et les survivances de toutes les cours des miracles. Ceux-ci sont

bien plus efficaces que n'importe quel policier pour mater les rôdeurs, les voleurs, les escamoteurs de plans sur la comète, les cambrioleurs et les braqueurs, les louches, les loubards et les putes. Cette lumière diffuse et continue est le rêve de l'absolue surveillance et du contrôle omniscient, mais ce rêve est percé de failles, ne l'oublions pas.

Contre l'obscurantisme du capitalisme, de l'état et de toutes les religions, contre le bain aveuglant des projecteurs et des miradors, vive les lucioles ! Pour que nos nuits s'embrasent encore, pétons les plombs ! Réverbères, la lune nous suffit.



À la mémoire de Stéphane, SDF anti-flic exécuté à la Gare du Nord

Lundi 14 janvier 2022, 6h50 à Gare du Nord, dans Paris, Stéphane B. un SDF de 31 ans se fait abattre de 4 balles à bout portant par des flics de la sûreté ferroviaire. Il aurait attaqué avec une lame de 30 cm les 3 agents de la brigade. En regardant son compte Twitter, il est difficile d'imaginer que cela soit faux. Celui-ci exprimait son droit légal de tuer des policiers avec des raisonnements autant farfelus que touchants, évoquant le « droit constitutionnel de faire sécession » et donc le « droit légal de tuer des policiers français ». Les médias, qualifiant de lâche cette agression (attaquer avec une arme blanche 3 hommes armés de pistolets automatique, lâche ?...) osent se demander ce qui a poussé cet homme de 31 ans à s'en prendre aux policiers. Le harcèlement quotidien, les contrôles permanents, la misère, le mépris, le capitalisme le laissant hors de tout, etc. Toutes ces raisons que ces bourgeois, qui ne se sont toujours souciés que de grimper le plus haut possible dans l'échelle sociale, sont incapables de comprendre. La haine de la police existe et elle est sensée. Les keufs nous protègent ? Non, ils nous envoient en prison, nous frappent, nous font peur, nous tuent. Cette dernière action est un acte de guerre, désespéré, que personne n'ose défendre puisque Stéphane serait celui qui a attaqué en premier. Non, la police, par sa présence et son harcèlement quotidien, a attaqué la première. Ils pensent pouvoir faire ce qu'il leur plaît des gens ? Que personne ne réagira jamais ? Les émeutes de 2005, et toutes les autres ne leur ont pas laissé un goût assez amer dans la gueule ? Montrons leur que c'est faux, que nous ne subissons pas un mort de plus de la part de l'État et du Capital. Non, cet acte n'est pas lâche, le meurtre de l'assaillant l'est. Quatre balles ne désarment pas, ne neutralisent pas, ne protègent pas, elles tuent. C'est une exécution sommaire, qui aurait pu, même d'un point de vu de self-défense policier, être évitée. Ils n'ont pas fait cet effort. En tout cas, ce n'était pas pour « protéger les voyageurs ». C'est bien eux-mêmes qui était la cible de

l'attaque, eux et tout ce qu'ils incarnent du fait de leur uniforme. Combien de noms allons-nous les laisser ajouter à la triste liste des morts de la police ? Zyed Benna, Bouna Traoré, Steve Maia Caniço, Adama Traoré, George Floyd, et des milliers d'autres. Seules des émeutes ne sachant rien faire d'autre que grandir apaiserait nos envies de vengeance et notre peine. Ni la Justice, ni l'IGPN n'ont jamais arrêté ni n'arrêteront jamais cette terrible réalité que sont les meurtres policiers, qui commencent lors du premier « contrôle de sécurité, mettez-vous sur le côté, on va procéder à une palpation » (- t'es qui, connard ?). Malheureusement, un SDF isolé, visiblement un peu ouf, ne retient pas l'attention des gauchistes qui ne s'en prennent à la police que si la victime est complètement innocente. Les coupables se font tuer, en prison, dans des courses poursuites, dans des cellules de garde-à-vue, dans des contrôles, etc., et c'est tout aussi regrettable et dégueulasse que lorsque ça touche des innocents. Chaque assassinat de la part d'une institution étatique devrait être un point de non-retour total quant à l'existence de l'État. Darmanin se permet

de féliciter une exécution sommaire ? Où sommes nous, haineux de ce monde, si ce n'est en solidarité avec le désespéré qui sera mort dans l'indifférence générale et les pluies d'insultes des bourgeois et des fascistes qui, de nos vies, n'ont jamais rien compris. Finissons-en avec la police et l'État ! Qu'y a-t-il de mieux à faire ? Exploiter ? Se faire exploiter ? Tuer ? Se laisser tuer sans rien faire ? Le rêve révolutionnaire est-il trop loin ? Rapprochons-nous en, bordel ! Moins nous agissons, plus nous nous en éloignons. Qui nous a interdit à ce point de penser qu'il est possible de réaliser ses rêves et ses ambitions ? Ceux-là même qui nous font croire qu'il est possible de réaliser nos rêves et avoir de l'ambition, tant qu'ils sont capitalistes ? Depuis quand avons-nous accepté de ne pas mordre la main de celui qui nous nourrit ? Arrachons-lui le bras et dévorons-le. Leurs miettes ne nous intéressent pas, leur sécurité n'est que répression et angoisse. Luttons contre la peur de la répression : ne restons pas seuls. Pour des émeutes sans concessions avec la capacité de négociations d'une horde de zombies. Vive les rebelles, vive la liberté.

Samedi 26 mars 2022 Jean-Paul a été exécuté par des policiers à Sevran, alors qu'il conduisait une camionnette volée. Depuis maintenant 5 jours, des gens de Sevran, de Aulnay-sous-Bois et de Tremblay on décidé d'exprimer leur colère par le feu. 5 jours plus tard, déjà 3 personnes ont été placées en détention provisoire et plus d'une dizaine en garde-à-vue. La police tue, encore et encore, les voleurs, les rebelles, les pauvres, etc... Elle tue trop

pour que nous puissions évoquer tous ceux qui ont succombé à leurs balles mais elle ne tuera jamais assez pour que, habitués à ces drames, nous les regardions faire sans rien dire. L'émeute est la seule réponse acceptable ! Pour que les policiers aient peur de faire leur sale travail, qu'ils renoncent à sortir leurs armes ou même à courir après quelqu'un, craignant d'entraîner des mois d'émeutes. Solidarité avec Jean-Paul et tous les inculpés.

Depuis la fin du deuxième tour des élections présidentielles, l'illusion du bienfait de la gauche au pouvoir semble encore (et toujours) survivre sous la forme de la NUPES, du fameux troisième tour social, qui vient concrétiser la fameuse convergence des luttes que tout le monde semble avoir à la bouche, pour une négociation de meilleures conditions d'exploitation. Et pendant ce temps, pendant que les professionnels du sujet continuent leurs carrières dans la récupération de la colère, partout on raque, partout on pourrit en cellule, partout on crève et partout on en a marre. La police, de gauche ou de droite, fait et va continuer à faire son sale boulot en protégeant l'Etat et le capitalisme, avec sans cesse de nouveaux moyens, comme récemment la possibilité de

récupérer les empreintes des gardés à vues sous la contrainte, c'est à dire sous les coups de pieds et de Taser. Mais c'est aussi un mouvement d'occupation à l'encontre des élections présidentielles qui a surpris tout le monde durant ce printemps, avec l'occupation de la Sorbonne puis d'autres bâtiments universitaires, en parallèle de nombreux blocages de lycées, et même si ce mouvement ne survit pas aux pressions policières, salariales et syndicales, il sera quand même venu nous rappeler que s'organiser largement et offensivement est à notre portée et que nous devons jeter nos forces dans son dépassement et dans son amplification. Nous ne pouvons qu'espérer que l'espoir qu'il a fait naître, chez de nombreuses personnes que les classifications sociologiques (étudiants,

travailleurs, gilets jaunes, etc.) ne suffiraient pas à comprendre, saura s'exprimer sous de nouvelles formes, et vite.

Parce que nous pensons que les outils de la critique sont autre chose qu'un objet inerte de laboratoire, nous faisons paraître ce troisième numéro de Mauvais Sang dans l'intention de contribuer à ces récentes dynamiques de révolte.

Il est possible de nous contacter par mail, que ce soit pour entrer en conflit, pour poser des questions ou autres contributions. Il est aussi possible que nous vous contactions, que ce soit pour entrer en conflit, pour poser des questions ou autres contributions.

*Des enfants bâtards
de l'anarchisme et du communisme*

L'occupation de la Sorbonne n'était pas étudiante !

Le mouvement des occupations aura vu émerger une problématique qui s'est fréquemment posée au cours des derniers mouvements sociaux : la convergence des luttes.

Si l'on voulait être caricatural, on dirait que la « convergence des luttes », c'est comme le « troisième tour social » : c'est bien souvent un syndicaliste en AG qui a envie de se faire applaudir après un beau discours et de recruter. La convergence porte l'idée d'un côté à côté : il ne s'agit pas de dépasser les contradictions des luttes spécifiques mais de les faire marcher parallèlement, sans qu'elles ne se touchent jamais ni se rencontrent autrement que lors de cet hypothétique « grand soir » reporté indéfiniment. La « convergence des luttes » n'est jamais atteinte, mais cette idéologie se matérialise en partie sous la forme de laquelle se cantonnent actuellement la plupart des manifestations : chaque collectif se forme en cortège (étudiant, sans-papiers, syndical, etc.) et se retrouve à côté des autres, chacun dans son coin, place de la nation, tous tournés dans la même direction, c'est à dire... place de la Bastille, et puis voilà. S'opère ainsi un calcul infinitésimal, consistant à additionner les moindres différences, et qui n'aboutit à rien. Nous gagnerions sans doute à quitter ces cloisonnements folkloriques que de les rejoindre en ajoutant une carotte de plus à la soupe militante, si nous voulons envisager le dépassement inventif et offensif des mouvements sociaux. Sinon, la où cette idéologie s'épanouit, et là où elle a une chance de faire quelque chose aujourd'hui, c'est dans l'opposition parlementaire à Emmanuel Macron par la NUPES. Léninisme, convergence, 3ème tour social, et démocrate, et nous voilà repartis pour toujours la même merde modérée attentiste et gauchiste. Sortons de la convergence, dépassons, et vite.

La « convergence des luttes » ne désigne que ce moment de rencontre entre plusieurs parties (ou plutôt leurs représentants) qui défendent leurs intérêts propres. Cette dynamique, celle de la sectorisation est, à terme, sclérosante, et contribue à récupérer puis à

tuer les mouvements de révolte. Lorsque, au nom de la « convergence des luttes », quelque organisation envoie le représentant des étudiants parler au représentant des migrants, cela ne fait pas que les étudiants et les migrants luttent ensemble pour une vie meilleure, cela permet simplement qu'à certains moments définis, des personnes d'un des deux groupes « soutiennent », plus ou moins de loin, la lutte de l'autre. Cette position de retrait empêche les mouvements de prendre de l'ampleur et ne sert qu'à produire un jeu similaire à celui des partis et des syndicats venus massifier et encarter.

Alors, comment lutter ensemble, sans tomber dans le piège de la posture de soutien facile ? (On ne sait que trop bien comment les élus « soutiennent » les manifestations, ou comment les chercheurs et professeurs émérites « soutiennent » les occupations, à condition qu'elles ne débordent pas trop trop, qu'elles se maintiennent dans les limites de la simple contestation revendicatrice !)

Comment prendre part à une lutte sans appeler à rejoindre la sienne ? Comment faire que « sa » lutte devienne l'affaire de tous ceux qui souhaitent lutter, et qui, chaque jour, se révoltent contre ce monde, contre leur travail et leurs salles de classe ? Comment, dans un mouvement, se laisser dépasser par les initiatives venues de « l'extérieur » de son organisation et de son collectif ?

S'il n'est pas de réponse pré-établie à ces questions, il nous semble que c'est bien dans la curiosité active de ce qui est proposé lors des moments d'organisation collectifs et dans la vigilance combative face aux initiatives qui souhaiteraient prendre le pouvoir au sein de ces instants, que des pistes de réflexions et d'actions peuvent s'ouvrir.

Il est important de garder à l'esprit que toute lutte porte en soi un commun avec les autres, celle d'une confrontation ici et maintenant avec l'existant. Comme pour les participants aux luttes, l'intérêt n'est pas tant d'où l'on vient (quel secteur professionnel, quelle fac, quel quartier, quel genre) mais ce qu'on agit,

où l'on va, et jusqu'où ce commun peut nous porter dans ces moments de luttes.

La « convergence des luttes » ne nous offrira donc pas mieux qu'un statut de spécialiste dans notre lutte sectorielle et d'« allié » dans celle des autres. Un « allié » dont l'activité n'est finalement que d'affirmer nominalement qu'il soutient telle ou telle lutte et qu'il faut les faire converger. Virtuellement, l'« allié » a tout d'un touriste qui peut se désengager à tout instant d'une dynamique parce qu'il n'est pas un « premier concerné ». Et inversement, un « premier concerné » aurait toute légitimité à réduire autrui au statut de simple « allié », sous prétexte d'incarner l'un des aspects problématiques d'un mouvement dont la problématique générale est cependant *sensible* à tous ceux qui sont présents en son sein. Il peut d'autant plus opérer cette réduction qu'il maîtrise, jusqu'au bout des doigts, les codes sociaux qui lui permettront d'obtenir d'autrui qu'il cède systématiquement la parole à ceux qu'on suppose être spécifiquement concernés par une question, et ce *avant* voire *sans même* avoir défini le caractère spécifique de cette question.

Lorsque, dans un mouvement qui nous dépasse tous, nous cessons de lutter en tant qu'étudiants, travailleurs, chômeurs, lycéens... Lorsque, dans un même élan, nous



la répression policière et la militarisation.

Depuis qu'il a pris le pouvoir sur le mouvement nationaliste laïc du Fatah en 2007, le Hamas cherche à imposer sur Gaza, par l'application de la *charia*, son idéologie fondamentaliste religieuse et réprime durement toute contestation de son autorité sur ce territoire déjà éprouvé par le blocus israélien.

Cela n'empêche pourtant pas les gazaouis de se soulever contre le Hamas, sa mainmise sur les ressources économiques ou ses « comités moeurs » qui surveillent l'application des restrictions religieuses. Depuis une dizaine d'années, des manifestations et émeutes font irruption dans l'enclave palestinienne. Des manifestations de grande ampleur avaient eu lieu à plusieurs reprises dans la ville de Gaza en 2015 et en 2017 notamment pour protester contre les incessantes coupures d'électricité, dont le réseau et l'approvisionnement était partiellement contrôlé par le Hamas et le Fatah à l'époque. En 2019, les gazaouis avaient pris la rue en bloquant les routes et en enflamant des pneus pour protester contre les taxations imposées par le Hamas sur des produits de nécessité et contre les conditions de vie inhumaines, entre pauvreté, chômage, pénuries et enfermement, alors que les dirigeants du Hamas ne vivent pas à Gaza et que ses gradés profitent de positions très privilégiées par rapport au reste de la population. En juillet-août 2023, des protestations dans les villes de Gaza, de Rafah, de Khan Younés et dans les camps de réfugiés de Jabalyah et Nusseirat, ont réuni des milliers de palestiniens, après notamment de nombreux appels relayés par le compte Instagram anonyme « Virus Al Sakher » ou « Virus moquer ». Les palestiniens manifestaient contre les conditions de vie atroces imposées par l'armée israélienne mais aussi contre le pouvoir local du Hamas, dont les partisans ont été la cible de jets de pierre et ont vu leurs drapeaux verts brûlés par les émeutiers. Les gazaouis chantaient notamment « Le peuple veut renverser le régime ».

Face à ces manifestations, le Hamas et sa police ont toujours répondu par une forte répression, en tabassant les émeutiers et en les mettant en prison, en tirant en l'air ou sur la foule. Le Hamas a constamment empêché la propagation des images et des appels sur les réseaux sociaux, même si nombre de témoignages nous sont parvenus et sont chaque jour partagés. Il a aussi, depuis sa prise de pouvoir, condamné à mort et/ou exécuté plusieurs palestiniens, et a beaucoup utilisé le motif de « collaboration avec Israël ». Le Hamas a en général cadencé l'expression des désaccords dans l'enceinte de la bande de Gaza, avec une surveillance accrue des gazaouis matérialisée par : les Services de sécurité générale et de ses fichiers sur chaque individu où sont recensés ceux qui ont participé aux manifestations de 2023 ou ceux ayant jugé « immoral » ; un réseau d'informateurs étendu et un encouragement à la délation.

Solidarité avec tous ceux qui à Gaza, en plus de subir les assauts meurtriers répétés de Tsahal et le blocus israélien, descendent dans les rues contre l'autoritarisme militaire et religieux du Hamas.

Les faits rappelés ici montrent qu'en Israël ou en Palestine, des individus se sont toujours battus et se battent toujours contre ceux qui tentent de contrôler leurs vies, qu'ils soient des soldats et des politiques de l'État israélien ou des partisans du proto-État du Hamas (ou même avant, du Fatah). Ces révoltes semblent pour la gauche campiste ne pas exister, tant la volonté est grande d'assimiler tout ce monde à son gouvernement respectif pour maintenir intact son idéologie.

Depuis le 7 octobre, une partie de la gauche et des aires subversives françaises et internationales se vautrent dans un campisme des plus débilissant. Alors que la droite et l'extrême-droite soutiennent de manière obscène le gouvernement israélien, Tsahal, et leur « droit » à la riposte militaire et aux massacres, la gauche sous anti-impériale, des bouteldjistes de Paroles d'Honneur à Solidaires en passant par les trotskystes, a répondu par un soutien, « critique » ou pas, à ceux qui sont supposés être « le camp des palestiniens », en l'occurrence le Hamas, présenté comme étant la « résistance palestinienne ». Enfin LFI, qui soigne sa période électorale, tire son épingle du jeu en se présentant comme le parti défenseur des opprimés, après avoir fait maintes fois preuve de positions ambiguës sur la Syrie de Bachar al-Assad ou sur le génocide des Ouïghours par la Chine.

Hors des plateaux-télévisés, les occupations étudiantes se succèdent et certaines des revendications qui y sont portées nous interrogent : l'arrêt des poursuites contre les étudiants mobilisés ne nous pose absolument aucun souci, mais une autre revendication qui revient concerne l'arrêt des partenariats avec les universités israéliennes, notamment parce que celles-ci auraient des filières en lien avec l'armée israélienne. Assez cocasse de la part d'étudiants de Science Po, dont une grande partie constitue les futurs politiques, ambassadeurs, bureaucrates des cabinets ministériels, qui collaboreront bientôt avec leur État et leurs armées et tous ceux du monde, quand ils auront enfin fini de boycotter des triple-cheeses. Si cette revendication était obtenue, cela reviendrait à empêcher notamment tout échange universitaire pour les israéliens désirant se rendre en France, peu importe ce que ces israéliens pensent de leur gouvernement, qu'importe apparemment si ces derniers sont des refuzniks ou des émeutiers ayant combattu l'État israélien depuis le printemps dernier ou plus longtemps encore. Récemment, un appel a été lancé à Paris pour demander l'annulation de la venue des exposants israéliens lors d'un salon de l'industrie de l'armement à Paris (« Aucune arme israélienne à Eurosatory »). L'antimilitarisme serait-il devenu sélectif, en fonction du pays qui utilise-vend-achète les nouvelles technologies militaires qui serviront à tuer tous azimuts ? Y a-t-il maintenant les bons et les mauvais missiles ? A-t-on enterré l'internationalisme le plus élémentaire pour de bon ?

Pire encore, une partie de ceux que nous avons cités se baignent lamentablement dans un antisémitisme sous couvert d'antisio-nisme dans la plus pure tradition soviétique

(ou sorialienne). On en viendrait presque à confondre certaines déclarations de gauche avec des saillies dieudonnistes, surtout quand d'aucuns, perdurant ainsi la longue tradition de l'antisémitisme de gauche, viennent accuser de « sionistes » ceux qui critiquent une rhétorique confusionniste ou antisémite de la part de leurs idoles gauchistes qui reprennent le vieux poncif des « juifs nouveaux nazis » ou du lobby sioniste qui contrôle le monde. Ou que d'autres viennent débâler leur nouvelle forme de négationnisme pervers en affirmant que le nazisme ne fut pas « nécessairement antisémite » (vu sur Twitter).

Nous rappelons ici à ces raclures que critiquer Israël, ses massacres, sa colonisation en Cisjordanie et sa politique générale envers les palestiniens est possible sans en appeler à la référence sensationnaliste aux nazis, qui avaient une spécificité assez essentielle : vouloir éradiquer les Juifs (ce qui ne les a pas empêché d'exterminer d'autres impurs et indésirables du IIIème Reich).

En faisant ceci, ces raclures ne rendent service ni aux gazaouis et aux initiatives de soutien, ni à la lutte contre l'antisémitisme.

De l'autre côté de l'échiquier politique, le RN, parti de racelards créé par d'anciens collabos et Waffen-SS, se sent maintenant de tenter de faire gober à tous qu'il est un parti protecteur pour les juifs, en déversant par la même occasion sa bile contre les immigrés maghrébins et arabes.

Quelle époque détestable mais qui ressemble finalement à toutes les autres : comme toujours, la gauche comme la droite nous donnent envie de gerber.

Les actes antisémites ont augmenté partout en flèches et, devant la banalisation, à gauche notamment, de discours, d'actions ouvertement antisémites ou flirtant avec, il nous semble plus que jamais nécessaire de marquer une rupture

Par ces quelques observations, nous voulons rappeler que la stratégie qui consiste à amalgamer les individus aux États ou aux organisations qui les oppriment est une arnaque factuelle et conceptuelle la plus complète, la réalité ayant toujours contredit ces analyses, et qu'elle équivaut à donner absolument à ces mêmes États, tant ces derniers se frottent les mains en voyant leurs discours si proprement diffusés.

S'il doit sans doute être difficile de penser à autre chose qu'à sa survie quand on est sous les bombes comme les gazaouis le sont actuellement, s'il est sur qu'il est de plus en plus ardu en Israël, où le pouvoir politique mène une intense propagande de guerre et d'union sacrée, de résister aux sirènes nationalistes, nous savons qu'il existe toujours une potentialité pour la révolte là-bas, des deux côtés de la frontière. Il est une nécessité pour les révolutionnaires d'ici et de partout d'affirmer en solidarité que la défense d'un drapeau national n'a jamais émancipé personne dans ce bas-monde et que la bataille ne se mène pas entre nations, entre religions, entre « peuples » mais qu'elle se mène contre ceux qui nous exploitent et nous oppriment, qu'ils soient soldats, religieux, démocrates ou capitalistes !

tu as passé dans des workshop de déplacement collectif avant de te faire tirer les runes chez les radicaux de toutes sortes, chapeau ! Aucune trace de syndrome de Stockholm, la subversion ne passera pas par toi, au mieux tu exprimes une pitié condescendante qui n'enlève rien de ton hostilité globale. Tu as su garder le cap.

Bravo, mais surtout merci. Merci pour ce road trip plein du partage de magnifiques expériences. Merci d'avoir mis en évidence avec autant de pertinence à quel point c'est l'éthos bourgeois qui permet d'être à l'aise partout.

Merci de confirmer que l'entrisme de nos jours ça marche mieux encore qu'à la grande époque du trotskisme qui s'assumait comme tel, et de montrer que, finalement, de Sud aux assemblées anti carcérales, de la lfi aux zads, c'est maintenant un continuum lisse et sans accroc, en totale mixité de classe, dans lequel tu as pu slalomer au gré de ton ressenti et de ton projet de carrière. L'injonction à rester poli et à ne pas hausser le ton as assurément permis de se débarrasser des malotrus sans bonnes manières et de la spontanéité trop punk, tout en gardant les journalistes et les flics, beaucoup moins relous et ingérables, et c'est quand même le principal. Toi, tu as certainement bien fait attention aux tours de parole, aidée par ton absence totale de point de vue et de perspectives anti-autoritaires, tu as pu faire passer le respect des silences devant tes convictions, ça facilite.

Tu as su rester safe, tout en prenant tes notes pour ton article de journaflac. Tu as sans doute reconnu des presque collègues sociologues en devenir, tu feras sans doute bientôt des articles de fond à partir du compte rendu de leurs brainstorming avec quelques flics dans leurs séminaires post foucauldien sur la sécurité des biens et des personnes ou la criminologie anarchiste.

Merci aussi de montrer que le fichage de la participation des sans papiers aux manifestations, travers contre lequel nombre de collectifs auto-organisés luttent dans les années 90, est devenu monnaie courante. C'est un moyen commode de responsabiliser ces grands enfants qui auraient sinon tendance à se la couler douce. Très utile donc, de se constituer alliés, on favorise l'auto-organisation tout en prenant en charge tout ce qui ne regarde pas les premiers concernés, qui peuvent ainsi pleinement se consacrer à leur récit de vie qui intéressera autant l'OFPRA que les militants en recherche d'émotions fortes.

Merci enfin de restituer quelque chose de ce parfum antisémite qui s'exhale des réunions en soutien à la cause palestinienne depuis le charmant local de la CNT rue de la réunion. C'est touchant de se rendre compte de comment les jeunes militants qui viennent là parce qu'ils sont sincèrement émus par les bombardements menés par le gouvernement israélien apprennent que cette émotion est incompatible avec le choc causé par les massacres du 7 octobre et à lutter pour les Palestiniens en chassant tous les sionistes qui se cachent derrière le refus des drapeaux et des nationalistes. Les Palestiniens sous les bombes bénéficieront très vite de cette lutte contre l'instrumentalisation de l'antisémitisme en France.

Bravo, merci, mais surtout ne revient jamais pointer ton nez ici ou ailleurs, on ne sait jamais, certains militants sincères et déterminés pourraient avoir mal pris tes compte-rendus agrémentés d'analyses à la Michéa contre le « sans frontiérisme » ainsi que tes photos de gens qui n'avaient pas prévu d'être en pleine page dans un torchon d'extrême droite. Comme tu les avais pas prévenu, ils n'avaient pas fait la morning routine et le make up adaptés, contrairement



à toi. Celles et ceux que tu n'as peut-être pas bien remarqué dans les salles de réunion un peu sombre, ceux et celles qui ne mettent pas forcément en avant leur rectitude mondaine, mais tiennent à la révolution et à la subversion.

l'influence politique des mouvements d'extrême-droite sionistes ou religieux ultra-orthodoxes. Lors de certains de ces rassemblements, considérés comme faisant partie des plus massifs de l'histoire du pays, les participants étaient parvenus à plusieurs reprises à bloquer des autoroutes importantes, parfois dans plus de 150 endroits à travers Israël, des voies maritimes, et à un des moments culminants du mouvement en termes d'intensité, à s'approcher de la résidence de Netanyahu.

Aujourd'hui, les opposants à la réforme judiciaire, les familles des otages et les *refuzniks*, les jeunes israéliens qui refusent le service militaire obligatoire et sont pour ceci passibles de prison, se mêlent dans la rue. Le gouvernement, usant de la vieille et habituelle rhétorique nationaliste d'union sacrée, a dénoncé ces manifestations comme un « cadeau » fait par les israéliens au Hamas, tandis que la police a réprimé brutalement les rassemblements et arrêté plusieurs dizaines de personnes ces dernières semaines, dont des membres de familles d'otages, notamment pour « incitation à l'émeute ».

Solidarité aux interpellés de ces nuits là et à tous ceux qui luttent en Israël contre l'État,

laissons de côté nos revendications particulières pour embrasser le feu de la puissance

collective... de nouveaux possibles s'ouvrent enfin devant nous, portant avec eux l'inconnu

et la joie de la révolte.

Prise d'empreintes sous la contrainte, refus collectif et vengeance

Le 14 mai 2022, à Paris, dans le commissariat du 5ème arrondissement, quatre gardés à vue pour des motifs différents (deux pour stup et deux pour intrusion et dégradation) se sont retrouvés, depuis la même cellule, à partager une situation et un refus commun et à s'entre-aider pour maintenir ce refus : celui de donner ses empreintes. Toutes les raisons sont bonnes d'empêcher un fichage. Depuis janvier, en plus d'être un délit, le refus de donner ses empreintes peut exposer à devoir lutter contre la force, le procureur pouvant demander une prise « sous la contrainte » effectuée par l'OPJ et d'autres flics. Ce n'est pas systématique : le jour même, dans d'autres cellules, plusieurs personnes sont sorties de GAV sans avoir donné leurs empreintes.

Il s'agit encore d'une zone inhabituelle autant pour les flics que pour nous : jusqu'où peuvent-ils, vont-ils aller dans l'usage de la contrainte physique ? Jusqu'où allons-nous résister ? Que peuvent faire les baveux pour faire leur travail de bataille juridique afin de s'impliquer dans la contestation de cette modification récente de la loi, grâce aux occasions que nous leur offrons ?

Maintenant que l'on sait que la prise d'empreinte sous contrainte peut avoir lieu (ce n'est pas la première ni la dernière fois), essayons de réfléchir aux manières d'entraver coûte que coûte, individuellement comme collectivement, ce processus. Le récit qui suit est une manière de contribuer à cette réflexion, afin que nous puissions tous avoir en tête des récits de refus d'obtempérer qui ont pu marcher (ou, à l'inverse, pour comprendre ce qui n'a pas fonctionné, etc). Crier et s'énervé, ça peut fonctionner... et surtout, surtout ça peut marcher collectivement. Le refus des uns aide les autres. Alors aidons-nous les uns les autres et refusons la signalétique.

Ainsi, dans le commissariat du 5ème, il y a peu de temps :

« La sale merde que l'institution appelle

OPJ convoque un par un les récalcitrants et les informe dans son petit bureau que la police va réaliser une prise d'empreinte « sous la contrainte », sur demande du procureur. Cette formulation qui ne veut rien dire impressionne. Tout de suite celui qui était là pour stup prévient les flics et ses co-gardés à vue qu'il est prêt à tout pour ne pas les donner. Alors que tout le monde somnole, les voilà : l'OPJ et un policier ouvrent la porte et lui disent de venir, peut-être pour mater le plus vite possible le plus véhément. Il refuse de les suivre et ils le tirent hors de la cellule, sous une pluie d'insultes et de menaces. Les autres l'entendent hurler et la peur s'installe. Il revient, torse nu, le pantalon baissé, tremblant de rage, et il raconte. Entre les « fils de putes » et les « Je vais les trouver dans le quartier pour les tuer », il dit qu'il a réussi à ne pas donner plus que les doigts de la main droite, et mal, c'est à dire ni la paume, ni le côté des doigts, ni rien de la main gauche. Une victoire, à quel prix ? Tête écrasée sur le sol, puis clef de bras sur le bureau en métal, coups de genoux et de poings dans le coxis, doigts tordus, pas mal de frayeur et un sentiment d'humiliation qui donne l'envie de se venger « sans proportionnalité », comme dirait un porc. Pas de coups de Taser pour cette fois. Ils viennent chercher le deuxième, dont c'est la première garde à vue. Après avoir marché jusqu'au bureau de métal, entouré de 6 policiers, ils lui plaquent un Taser à poing dans le dos et le menacent. Ces salauds obtiennent alors partiellement ce qu'il voulaient : les empreintes d'un des trois, avec cette menace de torture électrique.

Retour à la cellule, les flics retournent chercher le dernier qui n'a pas encore donné ses empreintes. Le premier à les avoir données s'implique, il met les matelas et les couvertures sur la porte pour barricader bloquer la porte de la cellule. Sur ses conseils, le dernier met ses chaussettes qui puent sur ses main et se met au

coin le plus éloigné de la barricade de fortune. Les flics arrivent, demande que ça se passe sans contrainte. C'est mort : « Allez-y, contraignez moi, pour voir ». Il se fait tirer au sol jusqu'à la salle. Ils sont 6 policiers à l'intérieur. Taser sur les côtes, « 3, 2, 1 ... » et puis... rien. Ce ne sont pour l'instant que des menaces, une forme de négociation. Clef de bras, la tête sur le bureau froid, et la contrainte commence. Coups dans le coxis, doigts tordus, mollet écrasé, et 6 coups de taser sur la cuisse. Les fliquettes, ces sales chiennes, sont derrière et galvanisent leurs collègues. Leur but est toujours que la prise d'empreinte se fasse sans prendre la main de force. Après 5 minutes de cris, ils prennent comme pour l'autre uniquement le bout des doigts de la main droite.

Retour en cellule, haine collective. « La prochaine fois qu'on en a un sous la main, c'est coup de marteau dans la tête direct ». »

Dans ce commissariat, les flics ont laissé tomber la prise d'ADN. La férocité du premier récalcitrant a sans doute aidé à cela, en aidant tous les autres.

Devant cette loi qui ne nous permet même plus de commettre de délits tranquilles, il est plus qu'urgent de trouver de nouvelles stratégies de défense collective : barricader les portes de sa cellule, enfiler des chaussettes puantes sur ses mains, ouvrir et fermer frénétiquement les doigts pour les décourager, crier, se débattre, se recouvrir le visage avec l'encre des empreintes pour ruiner leurs photographies, déchirer les feuilles des empreintes au dernier moment... Tout est encore à imaginer. Inspirons nous de celles et ceux qui, depuis le creux de leurs cellules, ont eu le courage de résister face aux flics.

Et pour finir, si les flics nous humilient et nous contraignent, vengeons-nous ! Et pas seulement individuellement, ça va deux minutes de se faire marcher dessus.

Au-delà du campisme

Alors que le massacre insupportable à Gaza par Tsahal et ses milliers de morts continue et prend actuellement une tournure encore plus abjecte avec l'offensive sur Rafah, le climat actuel dans le milieu politique nous a poussé à écrire cet article pour redire quelques observations qui devraient être des évidences pour tout révolutionnaire anti-autoritaire : comme dans tout endroit existant sur cette planète, il existe en Israël comme en Palestine, nombre de personnes en lutte contre les différents pouvoirs qui les oppriment.

En Israël des manifestations s'enchaînent tous les week-ends depuis plusieurs mois pour réclamer un cessez-le-feu, et demander le départ de Benjamin Netanyahu et de son gouvernement, accusés de continuer une guerre inutile et meurtrière à Gaza pour se maintenir au pouvoir, tout en empêchant la libération des otages israéliens détenus par le Hamas par leur volonté de poursuivre aveuglément les combats.

Si les massacres qui se sont déroulés lors de l'attaque dirigée par le Hamas le 7 octobre dernier avaient choqué le pays et fait

croire à une courte période d'union nationale, les contestations s'étaient rapidement élevées dès mi-octobre 2023 pour réclamer à l'État d'avoir pour priorité la libération des otages. Alors que le gouvernement israélien s'est entêté à poursuivre la guerre, occasionnant des dizaines de milliers de morts, ces manifestations en soirée se sont intensifiées jusqu'à faire descendre des dizaines de milliers de personnes dans la rue. Le 6 mai dernier, dans la manif la plus massive depuis des mois, des protestataires ont bloqué l'autoroute Ayalon, allumant des feux sur leur passages, et certains manifestants ont assailli l'entrée du Ministère de la Défense avant d'être repoussés par la police.

Ces manifestations viennent rappeler le mouvement de contestation qui avait provoqué des grèves massives et fait sortir plusieurs centaines de milliers de manifestants l'an dernier, et ce jusqu'en septembre 2023, contre la réforme de la justice. Il s'était élargi en partie à la contestation de la politique menée par le gouvernement israélien vis-à-vis des palestiniens, mais aussi à la montée de

La volonté d'impuissance

L'État, avec son armée, ses tribunaux, sa police et ses dispositifs de surveillance, a tout intérêt à ce que chacun croit – jusqu'à l'irrationalité – qu'il est tout puissant, voire même omniscient, notamment grâce aux nouvelles technologies de vidéosurveillance (caméras, fichier ADN, détecteur de mouvements, localisation de téléphones, etc.). Il semble d'ailleurs que plus l'État est en crise, plus ses assises et sa légitimité sont contestées, plus la rhétorique de ses défenseurs devient celle de la maîtrise, avec pour corollaire la tentative de faire peur à tous ceux qui voudraient le contester. Plus l'État est fragilisé et plus il se dit puissant, capable d'écraser ses ennemis. On se souvient à cet égard du contexte

de répression des Gilets Jaunes, quand les annonces gouvernementales et préfectorales de risques de graves blessures en manifestation jouaient sur ces effets de peur, visant à ce que chacun se terre dans son coin, effrayé et paralysé. On peut presque être certain que l'État, jusqu'à ce qu'il crève sous nos révoltes, tiendra fermement à son point de vue de maître absolu. L'État aimerait bien être un Dieu immortel.

Mais nous, qui le savons mortel, contingent, historique, à balayer du présent et du futur, pourquoi ne consacrons-nous pas plus d'énergie à réfléchir à ses failles, à ses faiblesses, en vue de lui porter des coups dont il ne se remettra pas ? Pourquoi ne voyons-nous pas dans

les droits qu'il nous accorde des brèches pour le détruire ? Paradoxalement, il nous semble que ces derniers temps, ce sont jusqu'à des discours militants qui se sont, inconsciemment, fait « relais » de la peur de l'État. Avec cet article, nous cherchons à comprendre comment est-ce que des formes de défiance et de refus de la gestion étatique peuvent au final se retrouver à diffuser une certaine impuissance collective au sein des luttes, en surenchérissant sur la logique de la peur de l'État.

L'hypothèse avancée ici est que cette diffusion très-à-gauche de la peur s'origine dans la tendance à jouer sur les ressorts de l'indignation, du choc et de la sidération pour « scandaliser », en pensant que c'est la prise de conscience de la terreur imposée par l'État qui mobilisera tout le monde. Lorsque dans une manifestation des gens viennent dans le but

de filmer toutes les « violences policières » et les partager sur les réseaux sociaux, ils ne se disent sans doute pas du tout que cela participe au travail et au fonctionnement de la police (c'est-à-dire faire peur par le zoom affectif sur des situations détachées de tout contexte et de toute analyse)... bien au contraire, ce qui en ressort c'est un discours qui nous parle de témoignage, de dénonciation de la violence, de journalisme et de liberté d'information ! On peut déplorer que rarement, lors de manifestations, ne se pose la question du devenir de ces images, et qu'elles servent bien souvent (presque même systématiquement) à fournir les fichiers des renseignements généraux et de pièces de dossiers à charge contre les manifestants au tribunal. Alors il s'agit de mettre en scène la brutalité des flics, de pousser des cris, de se lamenter... Mais où cela peut-il bien mener ? À la révolte ? Pas si sûr. Combien de personnes sont terrifiées d'aller en manifestation, parfois sans jamais même y être allées ? Quelle force collective y a-t-il dans une perspective comme celle-là ? Cette manière de mettre en scène des événements autour de ressorts purement affectifs est à mille lieues d'une analyse des rouages de l'État. Cela ne peut qu'empêcher le déploiement d'une raison subversive, d'une réelle critique sociale et d'une praxis révolutionnaire. Les logiques de vente et de marché ont évidemment tout intérêt à imbibier en permanence des événements et des faits sociaux de sensationnel et de pathos victimaire, puisque le rôle de victime est de pouvoir s'adresser jusqu'à la fin des temps à un vain tribunal de l'Histoire : les victimes parlent, produisent du discours, sans cesse récupéré, récupérable, infini puisque la souffrance ne saurait être rachetée. Les médias avides de premières pages émotives adorent les victimes. Mais la révolution ne connaît pas de victimes – ni de héros par ailleurs –, elle ne connaît que des révolutionnaires qui se sont battus et se font battre. Ne trahissons pas leur mémoire en vue d'une récupération. La révolution est illégale et les révolutionnaires sont

coupables ? Très bien, c'est en cela que nous les défendons. Nous pensons que la logique de la révolte est nécessairement en rupture avec les positions de victimes et de martyrs. Alors que toujours, et sur toutes les formes de luttes, des résistances apparaissent face au contrôle, à la surveillance, à l'exploitation, la gauche préfère fantasmer un contrôle total, dans l'unique objectif de séduire. Ce fantasme de l'État total est justement le fantasme de l'État lui-même. La réalité est bien plus complexe, pleine de failles, de crises et d'aspérités. S'inscrire en continuité avec cette vision mi-effrayée, mi-fascinée d'une sorte d'État omnipotent ne peut se radicaliser que

dans deux sens complètement contre-révolutionnaires : soit il devient alors pragmatique de construire un contre-pouvoir qui ne saurait être qu'une opposition étatique au gouvernement alors en place (tiens, voilà la gauche !) ; soit tout apparaît pathologiquement et mystiquement comme un complot absolu, ne laissant plus à chacun que le choix d'être l'exécuté de cette morbide sacralisation de l'État qui croit un peu partout dans le monde à notre époque (tiens, déjà *Lundi matin* et *l'Appel* qui nous casse les oreilles ?).

Pour que l'État ne soit plus qu'un vieil instrument de domination du passé, vive la Révolution !

Mort à la justice en tous temps et en tous lieux

Le 29 juin sera rendu le délibéré concernant la procédure d'extradition de dix militants italiens criminalisés depuis longtemps en Italie pour leur participation au vaste mouvement révolutionnaire des années 1970 et installés depuis plusieurs décennies en France par droit d'asile politique. Le site memoires-et-presences.fr tient informé du déroulé de la procédure judiciaire.

La répression des possibilités insurrectionnelles ouvertes en Italie, en Europe et dans le monde entier autour de 1968 s'active encore et voudrait sans doute extirper du passé tout ce qui s'est révolté contre les différentes formes d'autorité.

Il y a plein de manières de ne pas

laisser dans l'ombre des tribunaux les dix audaciés, plein de manières de s'opposer au fonctionnement de la justice et de la police, de saboter la répression, mais une des plus belles formes de solidarité dont nous pouvons rêver est celle qui rendrait à nouveau si présente, commune et presque "banale" les insurrections révolutionnaires... A tel point que les magistrats, procureurs et flics de toute l'Union européenne auraient bien d'autres choses à faire que d'essayer de fossoyer tranquillement le passé des luttes... par exemple ils se soucieraient plutôt de fuir les flammes envahissant leurs derrière dans leurs sordides salles d'audience. Feu à tous les tribunaux !

Les casseuses sont des casseurs ! Et les casseurs sont des casseuses ! Les voleurs des voleuses et les voleuses des voleurs !

Dernièrement, dans un contexte d'occupation d'universités, nous avons cru entendre dans certaines réunions, que la casse, que les dégradations seraient exclusives aux "mascus", aux "mecs-cis". Comment ne pas penser que ce discours reproduit la détermination, voire la naturalisation de la violence comme étant masculine (et la douceur étant féminine ?). Au sein des mouvements sociaux, dans les luttes et les occupations (qu'il s'agisse de casse des machines à café, des vitrines de banques, de barricades enflammées...), la casse matérielle serait donc le propre exclusif des "mascus" !

Un tel lien présuppose que quand quelqu'un s'attaque à quelque chose, ce qui est important est le qui et non pas le quoi. Ce qui devrait nous intéresser devrait plutôt être à quoi cette personne s'attaque et non pas ce qu'elle est dans son essence, son identité.

D'autre part, une telle affirmation, un tel lien semble nier toutes les potentialités et les puissances de nos corps, de tous les corps, peu importe leur forme, leur couleur, qu'ils soient corps de femmes, de personnes intersexes ou de personnes trans, pour les figer dans un devenir victimaire absolu. Si nos corps sont opprimés, s'ils ont été écrasés, abimés, détruits, nous pensons et nous *éprouvons* leur puissance dans la lutte. Nous croyons à nos corps (et non pas à nos "identités"), nos faisceaux de matières faits de pensées, d'intentions, nos corps qui prennent racine, qui appartiennent à une réalité sociale spoliatrice et agressive, nous croyons à nos corps comme potentiels et réserves de puissances de luttes, de casses, de révoltes infinies, d'émeutes enragées contre toutes les institutions qui garantissent la reproduction de ce monde, qui organisent collectivement

la spoliation de notre autonomie et empêchent l'expression de nos individualités libres. Nous pensons, que nous tous qui nous opposons à l'appareil machinique de l'État, que nous ne saurions réduire et figer nos corps à des identités dites "naturelles", mais bien les dépasser et les subvertir, nos corps comme *ensemble* et nos corps uns à uns, nos corps en mouvement, nos corps tremblants, nos corps chauds, nos corps vivants nos corps que l'on *agi*, nos corps avec lesquels et grâce auxquels on agit et que l'on met en mouvement contre les puissances de la mort, nos corps que l'on espère pas réduits à la manière dont ils ont été socialisés et éduqués, nos corps que l'on meut dans des devenir et des singularités multiples.

Mettre une cagoule, s'habiller en noir, taguer, déchirer, crier casser, brûler : ce n'est pas devenir comme tout le monde, devenir invisible, égal en tous points aux autres cagoulés (même si ça l'est de manière externe pour nous solidariser face à l'appareil juridique et policier) mais c'est aussi s'organiser, se rassembler pour agir ensemble et faire l'épreuve, par notre

Nous savons qu'historiquement, les jeux olympiques ont toujours servi à l'État qui accueille les JO de renforcer son pouvoir et sa main-mise sur l'espace urbain, et que loin de s'arrêter après la compétition, ce

pouvoir perdure, et ouvre, bien souvent, la porte à d'autres innovations technologiques et d'autres formes insidieuses de gestion et de contrôle des populations.

Mais ces dispositifs anti-terroristes et

anti-émeutiers ne sont pas infaillibles et tout puissants ! Les entreprises qui les installent, les vendent et les réparent ont des noms et des adresses !

Soyons indésirables !

Travail est mort

La où on peut flairer à plein nez le travaillisme (cette idéologie de droite comme de gauche, qui voit dans tout travail une vertu et dans toute vie un potentiel de travail utile à la société), c'est lorsque des militants rejettent farouchement la critique radicale du travail pour en conserver un brin de sainte éternité : « *Le refus du travail dans la société capitaliste, certes, nous sommes d'accord... Mais il ne faut pas confondre le travail avec l'exploitation salariale. Le travail c'est aussi militer, repeindre un mur, faire un petit feu de cheminée... De tout temps l'humain a du travailler ! L'homme de cromagnon non plus ne voulait pas forcément se réveiller pour aller chasser, mais il le fallait bien, parce que sinon, QU'EST-CE QU'ON VA MANGER ??? %ù^ù*âç SURTOUT MOI ??? QU'EST-CE QUE JE VAIS MANGER SI MES CAMARADES NE TRAVAILLENT PAS, HEIN ??? ET PUIS QU'EST-CE QU'ON VA DEVENIR ??? TRAVAIL TRAVAIL TRAVAIL, LA VIE N'A PAS DE SENS SANS UN REVEILLE-MATHIIIIIIIN* ».

Ah la la, bandes de névrosés dévorés par la trouille d'être les seuls à faire la cuisine post-révolution parce que les autres risqueraient d'être oisifs ! Vite, il faut conjurer tout inconnu révolutionnaire ! Il faut enrayer

toute perspective qui ne comporterait pas la perpétuation d'un système de domestication qui a fait ses preuves ! Parce qu'avant tout, le travail, c'est un outil de contrôle des plus efficaces. Ce n'est pas pour rien que dernièrement Attal remet au goût du jour l'importance des travaux d'intérêt général pour punir les mineurs. Comme ça, on tient les réfractaires, les chaotiques, les éléments incontrôlables !

Travaillistes de tous les pays, lâchez la grappe aux possibles. Dieu est mort, les idoles aussi, il est temps d'abattre cette absurdité qui voit depuis l'apparition de l'espèce humaine sur terre une longue chaîne de peines par le Travail.

C'est en se dégageant de cette abstraction qui pèse sur nos actes, sur le devoir de les justifier

par rapport au bien commun (cette autre abstraction), qu'on peut retrouver goût à la vie, à la liberté dans la révolte qui ne produit rien, qu'on peut trouver une myriade de mots et de raisons (ou pas) pour qualifier ce que l'on agit. Ramener tout acte au travail a une sale odeur de croque-mort mi-chrétien, mi-stalinien, mi-entrepreneur. Tous ces mondes méritent de pourrir dans l'enfer qui n'existe pas ailleurs qu'à l'école, au bureau, à l'usine, à france travail et dans le métro.

Lettre ouverte à Pauline de Livre Noir

Texte reçu par mail

Chère, chère Pauline,

D'abord bravo. Bravo pour ce passing trop cute, cette coupe et ce no make up make up look qui t'ont permis à la fois de passer partout, des manifs aux zads, des cantines solidaires aux assemblées contre les CRA, tout en restant finalement parfaite sur les photos qui émaillent ton article tellement au coeur de la tourmente d'enquêtrice undercover. Le teint est nickel, presque pas besoin de retouches.

Bravo aussi pour avoir saisi ce qui permet de circuler dans les milieux subversifs aujourd'hui : le savoir être mondain. Les compétences sociales que tu as dû développer dans ton milieu professionnel ont sans

doute été d'une grande utilité sur ce point : savoir s'adresser à ceux qui te seront utiles dans ton projet d'empowerment militant, penser à construire des contacts en toutes occasions, ne pas hésiter à mettre en œuvre ton performing disponible et à te rendre utile en prenant les CR de réunions, mettre à profit toutes les occasions informelles pour créer du lien, tout ça a du t'aider à circuler de groupes en groupes pour ton enquête. C'est finalement bien plus important qu'élaborer des points de vue et des perspectives, d'ailleurs personne n'a interrogé ton mindset de journaliste d'extrême droite. La théorie c'est chiant, on s'en passe, la pratique ben ça dépend de ce que ça te fait sur le moment, et puis ça regarde personne sauf le cercle de

tes proches safe que tu as dû savoir constituer très vite, c'est à bien d'autres exigences comportementales que tu as su répondre. En un clin d'oeil tu as visiblement pu t'intégrer à divers groupes, te faire ajouter aux listes signal de diffusion mais aussi d'organisation. Il suffit de s'adresser tout de suite aux personnes relais, aux maillons faibles organisationnels, et ça marche. C'est pas comme si ces milieux avaient besoin d'un minimum de standards de sécurité efficaces : tu as su te plier au folklore, mettre ton portable dans un sac pour discuter de la prochaine cantine solidaire, utiliser signal pour garantir que seuls les journalistes et les flics infiltrés soient au courant des rendez-vous, et le tour est joué.

Bravo enfin dans tout ce parcours, d'avoir su rester toi-même, ça se voit surtout quand tu fais le point après chaque récit. Tu as su rester une connasse d'arriviste réactionnaire d'extrême droite, et ça, après le temps que

Comme dirait l'autre, sale temps pour les révolutionnaires !

La présente période laisse en effet un goût morne dans la bouche des antiautoritaires, voyant que les offensives réactionnaires se multiplient et que la réponse d'une grande partie des aires subversives tient à coller au discours de la gauche, qui cherche comme d'habitude à maximiser ses chances d'être la prochaine à nous contrôler.

L'État, sa police et ses frontières, ici comme ailleurs, continuent machinalement de produire leurs lots de morts, de répression et de désespérés. Au Royaume-Uni, la loi qui autorise l'État à expulser tous les clandestins d'où qu'ils viennent vers le Rwanda, qui recevra lui une compensation financière, a été entérinée. Un premier homme a été envoyé à Kigali quelques jours après et le gouvernement prévoit d'en expulser 5700 déjà identifiés d'ici à la fin de l'année.

En France, en mars dernier, c'est Wanys, un jeune de 18 ans ans de la Courneuve qui est mort après avoir été percuté par une voiture de police après un refus d'obtempérer, rappelant tristement le meurtre de Nahel en juin dernier par les flics, qui avait provoqué une déferlante d'émeutes dans le pays. Quelques jours après le meurtre de Wanys, le commissariat de La Courneuve a été courageusement pris d'assaut par des révoltés. Solidarité aux interpellés de cette nuit-là. Solidarité aussi à ceux qui, en Nouvelle-Calédonie, se révoltent aujourd'hui contre l'État français, ses flics et militaires envoyés depuis la métropole et les milices de néo-colons.

Dans ce qui s'annonce comme une stratégie au long cours de l'État contre les révoltes comme celles de juin dernier ou les blocus du mouvement contre la réforme des retraites, le gouvernement a annoncé son plan appelé « Des Droits et des Devoirs » : TIG pour les mineurs, conseil de discipline

en primaire, internats, évolution de la responsabilité pénale des mineurs, inscription sur Parcoursup des contestations de l'autorité de l'École etc. L'objectif est clair : il faut contraindre le plus tôt possible la jeunesse à s'insérer dans le monde morne du travail, de la discipline, de la citoyenneté. Et pour cela, ne laisser échapper aucune petite sphère de liberté qui pourrait insuffler des rêves d'émancipation dans la tête des futurs « travailleurs de la Nation ». Cette volonté va de pair avec l'autre grand projet du gouvernement, celui de la mise au travail généralisé de tout un chacun grâce à la futur loi Plein Emploi, que l'État pense pouvoir promulguer tranquillement sans heurts : comment contester cette analyse ? La gauche et les aires radicales semblent tellement travaillistes et prêtes à taper sur les précaires, les rêveurs et les oisifs qu'on ne pourrait lui donner tort.

Pendant ce temps, la gauche appelle au vote dans son traditionnel cirque électoral, cette fois-ci pour les européennes, en brandissant la sempiternelle menace de l'extrême-droite. Si cette dernière, et la réaction en général, progressent dans cette société comme le montrent la banalisation de la parole xénophobe et raciste ou la montée de l'offensive anti-trans, les élections et la souveraineté démocratique n'ont jamais permis de combattre l'extrême-droite, elles pourraient même très bien lui donner le pouvoir !

Les partis ne sont pas seuls ici dans leur entreprise piégeuse : toute une partie de la gauche extra-parlementaire des syndicats aux léninistes-twitcheurs-décoloniaux en passant par les écolos invisibles, fait la voiture-balai pour la gauche en prônant l'union

sacrée de la composition autour des Insoumis, qui, entre deux-trois sorties antisémites ou pro-Assad et en se faisant dans le même temps une santé sur les gazaouis dont ils n'ont sûrement pas grand-chose à foutre, rêvent même pas secrètement de gérer à leur tour ce contre quoi leurs publicitaires radicaux sont censés se battre : l'État, avec sa police, ses prisons, ses tribunaux, ses frontières, et ses services publics de mise au travail comme France Travail.

Ne nous laissons pas faire par les autoritaires de tous bords qui n'ont que les mots d'ordre, de travail, de patrie et de stratégie à la bouche. Ne nous faisons pas berner par tous ceux qui voudraient nous faire croire à des populations soutenant sagement et unanimement les décisions de leurs États, dans une vision dénuée de la complexité du monde et de ses révoltes, allant par-là dans le sens des États biens contents de voir leur récits être avalés et recrachés sans réflexion. Ne tombons pas dans les bras de ceux qui récupèrent nos colères et nos espoirs pour se faire une place au soleil, dans des ministères ou des parlements qui n'ont jamais amené d'émancipation à personne sur cette terre.

Un numéro 8 pour perfuser un peu de *Mauvais Sang* dans les veines de ce monde qui pue l'autorité, la nation, le travaillisme et la discipline.

Il est possible de nous contacter par mail, que ce soit pour entrer en conflit, pour poser des questions ou autres contributions. Il est aussi possible que nous vous contactions, que ce soit pour entrer en conflit, pour poser des questions ou autres contributions.

Des enfants bâtards de l'anarchisme et du communisme

Contre la chasse aux indésirables !

L'expulsion des indésirables à Paris, notamment en prévision des JO 2024, continue : en mars et en avril, de nombreux camps accueillant des sans-papiers ont été démantelés, et le plus gros squat d'Île-de-France accueillant plus de 450 sans-papiers a été expulsé manu militari par les flics. Dans un mouvement organisé par l'État qui dure depuis plusieurs mois maintenant, un certain nombre de ces personnes ont été envoyés dans des villes de province dans des cars affrétés par les services publics.

Les JO qui ont lieu à Paris cette année sont, bien sûr, l'occasion pour l'État d'opérer un nettoyage approfondi afin d'évacuer de Paris tous ceux qui pourraient gâcher la vue de carte postale pour les touristes qui débarqueront dans la capitale cet été. Ainsi, des sans-abris franciliens sont depuis un an régulièrement envoyés en car à Orléans

dans les mêmes bus que les sans-papiers, les toxicomanes sont balayés par le « réaménagement » des quartiers comme Porte de la Chapelle, les étudiants sont virés de leurs logements réquisitionnés pour laisser place aux athlètes et aux personnels des JO tandis que les proprios évacuent les précaires pour louer aux touristes, et on apprend maintenant que les fichés S pourraient être interdits de traverser certains « périmètres de sécurité » pendant la compétition.

Toute la ville de Paris se prépare pour l'arrivée de Jeux Olympiques et s'organise en fonction, dans ce que l'urbanisme et la gestion des rues, des foules, a de plus autoritaire. Périmètres de sécurité interdits à certaines catégories de la population, laissez-passer, expulsions, mise au travail et valorisation des métiers de la sécurité et de la surveillance (on est nombreux à recevoir, plusieurs

fois par mois, des propositions de la part de France Travail pour devenir vigile).

Les jeux olympiques servent aussi à faire passer des lois sur la vidéosurveillance, notamment la vidéosurveillance algorithmique (loi JO 2024), qui, peut-être dans un autre contexte, n'aurait pas été rendu légal si facilement. Ces caméras fonctionnant grâce à l'intelligence artificielle et permettent de repérer les comportements dits « anormaux » dans les stades et les gares. Ces caméras sont autorisées pour huit cas précis : détection d'une arme, d'une personne au sol, d'une voiture en contresens, d'un départ de feu ou d'objets abandonnés. Cela suppose d'embler de définir une norme bien précise de comportements dans l'espace public et suppose aussi, que toutes celles et ceux qui ne respectent déjà pas ces normes se retrouvent encore plus stigmatisés, discriminés, réprimés.

chair, d'une organisation transversale - et cela peu importe que je sois femme, rat, bizarre, homme, dauhpin, trans, queer, que je sois d'ailleurs, que je sois d'ici ou de là-bas, que j'ai été socialisé comme un animal docile ou comme une brute sauvage, que mes parents soient policiers, chômeurs, juges, bourgeois, aristocrates ou bien prolos ! S'arracher au capital, s'arracher à l'État, s'arracher à toutes les violences devrait être l'affaire de tous ! Si se protéger et lutter contre l'appareil étatique et juridique, son ordre écrasant, étouffant - en noir, en vert, en rouge - si être porteur de conflits dynamisés, d'agitations vitales n'était l'apanage que des hommes ou des "masculs", que ces forces violentes et libératrices leur était par avance et toujours d'emblée exclusivement assignées, que resterait-il alors de la puissance de subversion ? Cette puissance de subversion ne naît-elle pas et ne prend-t-elle pas toute sa force dans ce qu'elle a de plus universel ? C'est cette conception de l'universalité qu'il s'agit de définir : elle ne se comprend évidemment pas comme universel étatique - comme l'universel en tant qu'il est l'apanage de la majorité, comme état stable et identique garant de

la conservation et de la reproduction de l'ordre social - et qui englobe des réalités en parvenant à effacer leur spécificités les rendant réductibles les unes aux autres - mais c'est bien d'une universalité concrète, qui s'ancre ici et maintenant, une universalité de tout un chacun, de toutes les minorités, des bizarres, des cagoules et des découverts, des emprisonnés et des fous dont il s'agit ! Nous croyons que nous nous émanciperons que dans la lutte, que notre liberté ne s'agrandira et ne se déploiera que dans la violence joyeuse, dans la violence vitale, dans la casse comme cri de nos abîmés, de nos misérables, de nos étouffés, de nos morts et nos assassinés ! Que la casse est l'arme de tous, qu'elle est réappropriation, qu'elle est créatrice, qu'elle est pulsion, mais qu'elle est aussi un cri depuis le désespoir et qu'elle permet

un espace pour rencontrer des camarades peu importe leur nom, leur sexe, leur origine.. Que la lutte ouvre un espace de liberté, un champ de possibles et de pluralités irréductibles aux espaces cloisonnés et fragmentés, repliés et mortifères du quotidien.

Signé des voleuses et des casseuses

UN SPLENDE DEUS EX MACHINA

Le vendredi 29 avril, on pouvait assister, à l'opéra de Nancy, à une pièce de théâtre dont le titre aragonien de Fou d'amour augurait une agréable soirée pour ceux qui y assistaient. Produit d'une collaboration entre les détenus de la prison de Nancy-Maxéville et les élèves d'une école primaire, on pouvait y entendre en particulier le poème d'un jeune détenu de 23 ans. Nous n'avons pas eu le privilège d'y assister; la suite laisse néanmoins deviner la qualité de son inspiration

bachique. En effet, le jeune adepte de Dionysos, trouvant sans doute que la scène - non moins d'ailleurs que sa cellule - était un terrain peu propice à la démonstration de son talent, ambitionna en coulisse d'en faire profiter la rue, plus précisément la ville, mettons plutôt le monde: enfin, il s'était envolé, comme la Médée d'Euripide à la fin de la pièce éponyme pour échapper aux suites de son crime. Preuve s'il en est, les enfants, que l'amour donne bien des ailes !



Organisations, mouvement et légalité

Texte reçu par mail

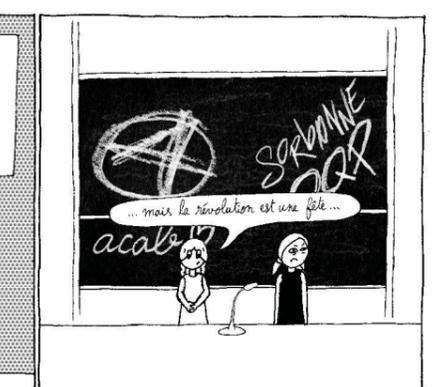
Alors que l'occupation de la Sorbonne par des centaines de personnes - étudiants comme lycéens, chômeurs ou autres - trois jours après les résultats du premier tour de l'élection présidentielle offrant le match retour du duel Macron - Le Pen a été largement spontanée et a réuni de nombreux autonomes, la suite du mouvement a souligné avec puissance l'inertie des organisations politiques et syndicales se réclamant de la gauche, voire de

l'extrême-gauche et même prétendument révolutionnaire. L'AG inter-université organisée à Nanterre à la suite de l'évacuation policière de la Sorbonne a ainsi été une caricature en acte. Les militants locaux du NPA et de l'UNEF, jugeant gracieusement accueillir des éléments extérieurs, ont tenté d'imposer une tribune composée majoritairement voire exclusivement de leurs membres et, à la suite du vote collectif défavorable à la tribune elle-même,

s'arrogèrent quand bien même le monopole du mégaphone ! Se succédant dans les prises de parole, ces militants de la révolution autoritaire raisonnants se voulurent montrer seuls raisonnables : des grandes démonstrations inutiles au regard du profil des participants sur le néolibéralisme autoritaire de Macron et le danger fasciste de Le Pen, pour opposer tacitement - curiosité pour des militants se prétendant marxistes et partisans de la dialectique..! - l'organisation de long terme, politiquement sérieuse, et l'aventurisme court-termiste. Résultat des courses ? Quelques heures de petits plaisirs sous les rayons du soleil ! Comme dirait l'autre, que demande le peuple... ?



Rebelote mercredi 20 avril à Jussieu où cette fois la tribune s'impose ! Généralité après généralité, quelques valeureux en recherche d'action émigrent sans illusions vers Aubervilliers et son campus Condorcet élitiste, sur-sécurisé et bunkerisé, n'étant bon qu'à faire grimper les prix de l'immobilier et repousser les pauvres plus loin de la capitale, pour rejoindre l'AG appelée par les étudiants de l'EHESS. Ô surprise ! Une grosse centaine de jeunes qui discutent dès le commencement de luttes immédiates et qui, fort logiquement, décident rapidement et à l'unanimité d'occuper le bâtiment. Les entrées bloquées et les



Le temps où les différents chefs d'Etat, d'entreprises et de partis promettaient un capitalisme de croissance et de progrès social et technique pour justifier l'exploitation sordide de nos existences semble à présent révolu. Inflation, crise, pénurie, restrictions et sobriété sont les nouveaux mots d'ordre pour conjurer tout avenir qui bifurquerait de la route déjà tracée par la bourgeoisie : celle de la production incessante d'un monde autoritaire et marchand. Désormais le capitalisme se justifie à l'aune de la catastrophe permanente qu'il faudrait éviter, tous ensemble, avec patriotisme et soumission. Ainsi, le 5 septembre, Macron a fait un copier/coller de la gestion de crise sanitaire pour démarer en bruit la gestion de crise énergétique. Virus ou gaz, du point de vue inhumain du capital, c'est du pareil au même : du risque, du chiffre, des stats, de la population et un même impératif, celui de faire perdurer dans la pacification et la résignation les institutions économiques et politiques. L'hiver va être dur, chers compatriotes ! Maintenant qu'il est devenu «normal» de transmettre le covid, d'en souffrir voire d'en crever, les points technocrates hebdomadaires ne porteront plus sur cette pandémie faussement conjurée, mais sur cette crise énergétique qui tracasse davantage le gouvernement. En effet, la raréfaction des énergies et l'augmentation de leurs prix causent leurs lots de soucis au capital lorsqu'ils font irruption de manière ingérable : la contestation sociale pointe son nez, tel qu'actuellement dans

de nombreux pays jusqu'aux frontières de la France, en Angleterre, et c'est cela qu'il s'agit avant tout d'éviter. Au travail ! Un petit chèque de cent balles en septembre pour faire copain copain. Dans le discours de Macron, c'est la COUPURE qu'il faut absolument éviter. La COUPURE, ce nouveau monstre qui doit s'agiter la nuit dans les esprits anticipateurs des technocrates, remplace ainsi le «confinement général» qui jouait le même rôle de risque suprême fut un temps, car les deux formes de gestion ont en commun d'apparaître à un moment T comme le dernier des derniers outils étatiques, qui entraînent leurs lots de complexités tels qu'un changement brusque et soudain dans le quotidien, propices à de l'inmaîtrisable. Alors pour éviter ce grand inconnu gestionnaire, le Risque Suprême de notre hiver, il s'agit de construire une peur tout autour – nous sommes en guerre ! Mobilisation générale ! Sauvons la Fée Electricité ! - qui n'a pour seule solution que de nous conduire de plans de restrictions en plans de restrictions. Derrière l'argumentaire «Si tout le monde baisse volontairement sa conso d'énergie, on évitera la phase contrainte», le gouvernement prépare déjà ses possibilités gestionnaires. Comme cela avait été le cas après les explosions de cas de covid suite aux rentrées scolaires et aux retours au travail, le gouvernement pourra expliquer, lors d'une phase 2 qui aura son lot de nouvelles contraintes et d'autoritarisme, que c'est la faute des concitoyens aux mauvaises manières, qui

n'auront pas suffisamment pratiqué les mots d'ordre de la «sobriété volontaire». Comme en Angleterre, va-t-on nous inciter à travers les journaux à cuisiner au micro-onde plutôt qu'au four ? Miam. Avec cette nouvelle gestion de crise, l'Etat tente encore une fois d'embourgeoiser les consciences malheureuses pour que chacun, même dans la pire situation matérielle, se sente investi d'une haute mission morale : celle de COMPTEUR, de pratiquer au niveau individuel la petite rentabilisation, la petite joie malsaine de se comporter dans la vie comme un compteur linky (et peut-être de dénoncer son voisin qui prend trop de bains ?). Tout irait tellement mieux si tous les êtres humains, dès l'enfance, se comportaient dans la vie comme des participants à un grand jeu de gestion dont ils ne sont évidemment pas les héros, mais les tous petits rouages bien soumis !

Mais voilà, cette moralité de petit comptable nous donne la gerbe, et l'envie de mettre l'économie à sac ne cesse de croître, pour un avenir totalement ingérable !

Nique l'Etat, nique EDF, nique les micro-ondes et toute la bourgeoisie qui facture nos vies.

Il est possible de nous contacter par mail, que ce soit pour entrer en conflit, pour poser des questions ou autres contributions. Il est aussi possible que nous vous tactions, que ce soit pour entrer en conflit, pour poser des questions ou autres contributions.

Des enfants bâtards de l'anarchisme et du communisme

Rentrée des fous

Les syndicats, lécheurs de botte du pouvoir dans absolument tous les pays, n'ont pas hésité une seule seconde en Angleterre à s'aplatir devant la mort d'une vieille bigote chrétienne du nom d'Elizabeth II, alors qu'ils étaient en pleine grève massive depuis la fin du mois d'août. Hop hop hop, deuil national, comme si les révoltes qui grondent contre le coût de la vie devenu insoutenable devaient s'arrêter devant le seuil du pouvoir et de la royauté pour permettre de grands banquets paisibles aux héritiers du Vieux Monde et de l'ordre pourri. Mort au roi, mort à la reine, mort aux capitalistes et puis surtout, mort aux syndicats, qui n'auront pas hésité à appeler à la lâche trêve. On espère bien que la lutte outre-manche contre la vie chère et misérable ne va pas aller en s'arrangeant, et qu'elle aura tôt fait de menacer de s'étendre, et peut-être même, de dégénérer...

Avant de larmoyer «La paix sociale sous deuil national est de retour !», le secrétaire général du syndicat Maritime and Transport déclarait «La classe ouvrière est de retour !».

A-t-elle un jour disparu ? Le prolétariat se constitue dans la lutte. A-t-il jamais cessé de trimer, de lutter ? Pour que la lutte s'approfondisse, il est plus que vital que ce mouvement social déborde et échappe aux logiques de l'organisation syndicale !

Vite, que le règne de Charles III et de ses amis les syndicats se termine sous les feux de

la lutte !

Moi aussi, j'ai bien envie de ne pas aller à l'école, de ne pas aller travailler, de ne pas payer de

loyer, de ne pas payer mes factures, de ne plus rien payer du tout. La vie est trop courte pour baisser ma lourde tête devant la lourde bêtise des professeurs et des patrons. À la rentrée, je veux

faire la sauvageonne dans la rue, et comme il me plaira, n'en déplaît aux syndicats qui, toujours,

encadrent, empêchent, négocient.

Ne travaillons plus, ne payons plus : dans la rue ! La vie est trop courte !

OUI ! OUI ! Une rentrée des fous, s'il vous plaît

Il y en a marre de la rentrée des classes. Voilà l'autoproclamation de la création d'un autre temps, qui ne soit ni celui de l'école, ni celui du travail, mais celui des manifs ! L'autoproclamation des temps des révoltes et des sorties des classes. Pour que toutes les voix cassées par le capitalisme, par les autorités et les élites, sortent des bancs des classes bien rangées !

Pour la sortie des classes, de toutes les classes, sociales, scolaires, biologiques et pour la rentrée des fous-les !

Cette année à la rentrée, c'est non aux maîtres, aux bienfaiteurs, aux protecteurs, aux autorités, aux dictateurs de la bonne pensée,

à l'apprentissage forcené et aliénant et surtout non aux leçons longues et infernales qui se répètent et qui donnent la nausée. Voilà l'autoproclamation d'une rentrée de l'assemblage des forces en lutte et de l'accouchement d'émancipations nouvelles.

Contre les savoirs qui s'accumulent et qui pourrissent dans les universités, les écoles et les lycées. Tous les savoirs vides et poussiéreux qu'on apprend par cœur sans bien savoir pourquoi. Mais aussi tous les cachets qu'on va prendre pour oublier la routine étouffante, le conditionnement organisé qui nous envoie la tête baissée au métro, au travail, qui nous vident la tête et le corps, qui vident de tout rayon de joie et tout rayon de vie.

À la rentrée, je dirai non avec la tête, je ne parlerai pas d'autre langue que celle de Prévert !

Déjà marre des demis dieux de profs qui ne font que s'écouter parler. Déjà marre du travail, de la machine à café, des bibliothèques. Marre par avance des employeurs, des mêmes gestes, de toutes ces semaines à venir de trajets répétés, des compétitions pour la meilleure note ou pour le meilleur poste. Nous voulons la création d'un autre temps, qui ne soit ni celui de l'école, ni celui du travail mais celui des manifs, des ag et de la rue, le temps marqué par toutes les grèves et tous les incendies possibles ! Ce qu'il reste de vie, en classe, ou au travail : reprenons les ! Ce qu'il reste de rentrée, ce qu'il reste de vie, n'est que lutte, n'est que révolte !

« On se rend maintenant très bien compte, à l'aspect du travail – c'est-à-dire de ce dur

d'appartenance à des communautés abstraites, soudées uniquement par le partage de la même foi et transcendant ainsi les différences sociales, empêchant les individus de se rassembler sur ce qui devrait les unir : l'envie déterminante de sortir de l'oppression capitaliste et étatique et d'empoigner enfin leur liberté face à tous ceux qui la leur confisquent.

La critique de la religion reste, malgré les gauchistes qui essaieraient de nous faire croire que cette dernière est compatible avec l'émancipation, un préalable essentiel à toute initiative portant une critique radicale de l'oppression. La réfutation de celle-ci est d'une importance capitale pour saisir ce qui cherche à limiter notre potentiel à subvertir ce monde, qui nous permettrait enfin de le détruire.

L'arrivée de la race, sous la forme de sa version culturaliste et ethno-différencialiste « race sociale », et son acceptation

il y a de cela quelques années dans les aires dites subversives nous paraissait déjà bien dégoûtante. Il nous semble que l'arrivée, sans même la cacher, d'un appel à la « fierté et la dignité blanche » devrait créer un réflexe vomitif sain de défense chez tous ceux qui s'intéressent de près ou de loin à la question de l'émancipation des individus. Il nous semble également que c'est le signe ici que ces gens sont un peu trop à l'aise, pour pouvoir débarquer de cette manière en prônant le retour à des valeurs réactionnaires digne d'un Eric Zemmour des grands soirs. Cette nouvelle étape dans la stratégie politique indigéniste devrait faire réaliser à tous ceux qui ont partagé certaines des pensées de ce courant politique que l'imposture n'a que trop duré et que ces léninistes paternalistes devraient être vigoureusement combattus, au lieu d'être soutenus ou ne serait-ce que tolérés.

L'identité, c'est la réaction. Accentuer et capitaliser sur l'identité, comme on l'a toujours vu, de Maurras à Zemmour en passant par les suprémacistes de Kémi Séba, ou ici chez les bouteldjistes, c'est toujours prendre l'autoroute vers le racisme et le racisme.

Nous nous opposerons toujours à ceux qui veulent diviser l'humanité en communautés, en catégories essentialisées, même alliées, simplifiant de là la complexité du monde et des rapports sociaux.

Nous nous opposerons toujours à ceux qui veulent baser leur lutte sur des valeurs réactionnaires telles que les traditions, la centralité de la famille, ou la religion.

Car nous sommes révolutionnaires et que nous cherchons la destruction de ce monde pour y entrevoir enfin la liberté, qui ne saurait être atteinte si l'on ne se débarrasse pas vite de ces vieilleries.

Et maintenant, qu'on en finisse !

Ma vie dans un micro-onde

Avec le terme de « réarmement démographique », le gouvernement affiche une volonté de contrôle des naissances, des corps, des organes. C'est une rhétorique militaire et patriote bien connue, Qu'elle soit nataliste ou anti-nataliste, on connaît les horreurs qui ont été commises en son nom, comme, par exemple, le programme de l'enfant unique de la Chine communiste. Depuis mars 2023, à Mayotte, l'Etat par l'intermédiaire de l'ARS, annonce vouloir inciter les femmes mahoraises ou comoriennes à se ligaturer les trompes pour maîtriser la natalité sur l'île...

Extrêmement autoritaires, ces mesures symbolisent la mainmise et le contrôle social de l'Etat sur l'intimité, la sexualité, les corps. Il ne s'agit que du prolongement d'un contrôle déjà en place des adolescents et enfants, à qui on apprend à être et devenir la future main d'œuvre de l'Etat.

Cette offensive réactionnaire s'exprime aussi dans des niches internet qui forment, culturellement et idéologiquement, un nouveau féminisme conservateur. Nous prendrons pour exemple le succès des « Tradwives » (« femme tradi ») sur les réseaux sociaux. Sorte de nouvelle tendance « lifestyle », ces femmes au foyer idéales, parfaitement peignées, dans un intérieur parfaitement rangé, cherchent à rendre leur idéologie souhaitable et séduisante. Comme beaucoup de théories et de cultures pourries, elles ont su se réinventer, se rendre désirables, sexy, glamour alors qu'elles avaient pourtant été enterrées sous des couches de poussières. Leurs vidéos « aesthetic » et le mode de vie prôné (refus du travail salarié, retour à la douceur rassurante du foyer, éloge

du couple traditionnel normé hétérosexuel monogame mari/femme) ouvrent une fenêtre sur un monde idéal : celui où, débarrassé du « travail », les « femmes » (cette catégorie sociale homogène bien connue...) pourraient enfin se livrer à leurs « activités préférées » (entretien de la maisonnée, cuisine, ménage...). Il n'est pas nécessaire d'être un marxiste chevronné pour comprendre que le travail de la femme au foyer reste du travail, et que s'il n'est pas salarié, il n'en est pas moins aliénant. Le patron du mari est aussi celui de la femme. La femme travaille pour cette petite entreprise qui est son foyer : elle a ses horaires, ses logiques de rendement, ses temps de pause... Les murs du foyer peuvent être très épais, ils ne peuvent échapper aux réalités du monde extérieur. Cette pseudo subversion du modèle libéral, de l'atomisation généralisée de la société par un retour à la famille, ne subvertit rien, ce passéisme n'offre aucune émancipation, seulement un retour carabiné des rôles sociaux, des normes, du différentialisme essentialiste des femmes et des hommes (compris chacun comme des entités univoque, uniforme, fermement caractérisés).

Plus à gauche, les influenceuses « witchy » (essentiellement des influenceuses

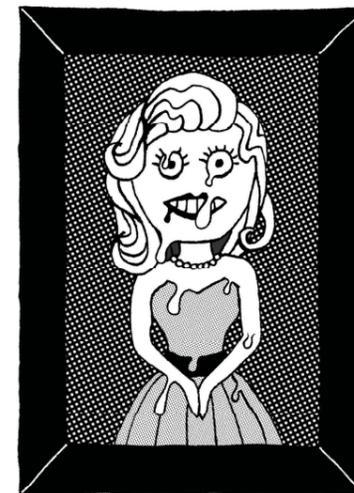
qui, se prenant pour des sorcières, proposent des rituels pour faire revenir les exes, et des pierres de lunes à 800€, on exagère à peine), qui constellent l'esthétique féministe libéral n'offrent pas de perspectives bien distinctes. Les codes peuvent être un peu différents, la misère du fond reste la même. En réalité, ce sont les deux faces d'une même pièce. Ces deux tendances prônent le retour à

la nature, au féminin sacré, aux grands principes de la biologie, avec la même pseudo-critique du progrès scientifique, de la technologie, du libéralisme. Tout cela mélangé avec du développement personnel et du management de soi et de son intérieur.

Quelques soient les circonstances, cherchons et trouvons ce qui subvertit ce monde et ce qui, même à l'intérieur de la misère, de la barbarie, de la catas-

trophe, offre des possibilités de révoltes et de révolutions. S'il est nécessaire de critiquer le libéralisme, l'atomisation, le monde du travail, faisons le toujours du point de vue de l'émancipation. Ne cédon rien face à l'offensive en cours de la droite et de la gauche, qui trouvent judicieux de ressortir ces vieilleries pour répondre aux enjeux de notre époque.

Contre la réaction, vive la révolution !



dans un marécage conceptuel essentialiste, simpliste et réducteur.

Diviser pour mieux régner

Ces différences au niveau identitaire expliqueraient que la jonction entre « les beaux » et les « barbares » ne se soit pas faite lors des Gilets Jaunes ou des émeutes de 2023 suite à la mort de Nahel. Toujours cette conception de la lutte en termes d'alliance de groupes sociaux complètement fantasmagoriques car en réalité très hétérogènes et une vision totalement erronée de ces moments intenses de conflit social, traversés de maintes complexités, faites de rapports de force et de tensions. Ce n'est que la preuve que ces auto-proclamés représentants n'ont pas participé à ces luttes et ne sont que de vulgaires récupérateurs. Vouloir réduire les Gilets Jaunes à des émeutes de « blancs », et les émeutes suite à la mort de Nahel à des émeutes « d'indigènes », dans une vision raciale étriquée et binaire, est tout bonnement faux et particulièrement réducteur.

Pour eux, ce qui empêche ces deux corps sociaux opprimés, très homogène dans cette vision, de se réunir et de se révolter contre la bourgeoisie, c'est le racisme, créé par l'extrême-droite et partagé chez les « petits Blancs ».

Cependant, par chance, Bouteldja ne condamne pas les « petits blancs » au fascisme, ils peuvent sûrement évoluer, la « blancheur » n'est pas une fatalité ! Mais leur parler d'antiracisme ne sert à rien, comme parler d'anticapitalisme aux « indigènes » ne sert à rien selon elle : cela ne touche pas leurs affects respectifs de « petits Blancs » ou de « barbares »⁴. Pour répondre à ce désespoir « blanc » identitaire et culturel, il faudrait permettre que les « Blancs » expriment leur « fierté » (d'être blanc) en revenant à la culture fantasmée qu'ils partagent : traditions, famille, religion, transcendance. Ce dernier point est particulièrement important : il faut retrouver le chemin de l'Église selon Bouteldja (et créer le « front commun de la foi » proposé par le gilet jaune ex-soralien du plateau de PDH). Le projet est de faire concurrence à l'extrême-droite sur le plan identitaire, en faisant exactement comme l'extrême droite donc.

Depuis ses premiers écrits, Bouteldja ne cesse de revendiquer la prise en compte de la « dignité » et de « l'identité » comme manière de mobiliser ceux qu'elle appelle les « indigènes », les individus issus de l'immigration, souvent en faisant fi des distinctions sociales internes à cette partie de la population. Dans un campisme à toute épreuve qui voit dans le progressisme de l'État la seule volonté d'imposer son impérialisme à ces individus, cette obsession pour la défense de

l'identité l'a menée à avoir des analyses et des positions définitivement réactionnaires. Pour ne citer qu'un seul exemple assez parlant : pour Bouteldja, si l'individu homosexuel « racisé » de banlieue ne se présente pas aux autres comme homosexuel et le cache, c'est le signe chez lui d'une conscience de ses « intérêts de race » qui le mène à refuser le progressisme blanc, fer de lance de l'impérialisme de l'État dans les quartiers, qu'on voudrait imposer aux « indigènes ». Car les « formes de vies LGBT » serait spécifiques à l'Occident, et qu'il faut protéger les formes de vie pas encore soumises à la « blancheur »⁵. Il le cache donc pour défendre sa « race », et non car l'homophobie existe partout. Entre simplification et essentialisation, on laisse juger qui voudra de la pertinence de cette analyse sur les oppressions faites aux LGBT et nous voudrions dire ici qu'on ne lutte pas contre une oppression (en l'occurrence ici, même mal analysée, le racisme) en prônant la défense, même de manière retorse, d'une autre (l'homophobie ici, sous la forme incitative de « rester au placard » par « solidarité de race »).

De plus, la solution politique in fine proposée par les léninistes paternalistes que sont Bouteldja, Wissam Xelka et leurs acolytes pour « conquérir une hégémonie politique » (direction et avant-garde, toujours...) est bien peu subversive. Elle est expliquée dans de nombreuses interventions publiques de Bouteldja, notamment dans son dernier livre, et est résumée par Wissam Xelka à la fin de l'émission de PDH : « On a 4 ans pour lui faire voter Mélenchon ». LFI donc, et le parlementarisme, comme l'illustrent les nombreux rapprochements entre la galaxie gravitant autour du PIR et le parti gauchiste.

Pour l'émancipation et l'autonomie, on repassera.

Délivre-nous du mal

La pensée politique proposée par les bouteldjistest est donc profondément réactionnaire et essentialiste. Il est à peine croyable qu'un certain nombre de gauchistes ait vu ne serait-ce qu'une once de perspective d'autonomie et d'émancipation dans des analyses assimilant une population infiniment diverse à plusieurs corps sociaux homogènes dotés de mêmes caractéristiques et volontés et exempts de tensions internes, accompagnées de propositions de retour à l'identité et à la tradition.

Évoquant une problématique réelle, celle de l'atomisation sociale provoquée par le capitalisme, qui a petit à petit réduit beaucoup d'échanges sociaux à des sphères étroitement instaurées et contrôlées par celui-ci, notamment par le biais du travail, Bouteldja et consorts

cherchent à y répondre par un projet politique qui ne peut qu'être perçu comme à total contre-courant d'une démarche libératrice.

Les traditions et la vie de village, ce paradis d'antan fantasmé par nos « blancs décoloniaux », qui consistait par exemple, entre autres, à exclure les marginalisés, les « étranges » et les oisifs, paraît-il être émancipateur ? Et ce n'est certainement pas non plus le retour à l'ordre familial, aux rapports de pouvoir domestiques et à la soumission des enfants aux aînés qui apportera un peu de liberté dans le monde. Les pouvoirs publics en appellent aux parents quand ils souhaitent que leurs enfants cessent de participer à des émeutes, rappelons-le. Et plus d'un siècle de psychanalyse devrait nous permettre de garder vive à l'esprit une critique minimale de la famille comme foyer de multiples aliénations...

Si la tradition et la famille sont cités par les indigénistes, c'est cependant la religion, qu'on ne s'y trompe pas, qui est pour eux la voie d'insertion privilégiée de l'identité et de la race - chez les « blancs » avec la chrétienté, et chez les « indigènes », avec l'islam. Deux religions qu'on assigne arbitrairement à des catégories fantasmées de population, des « races » inexistantes, qui renferment une multitude de conceptions, dont l'athéisme, et de variations dans la croyance et la manière de la vivre. Il faut être profondément raciste pour penser qu'« arabes » égal « islam », et qu'« européens » égal « chrétien ».

Le « front commun de la foi » rêvé par les ex-soralien de PDH serait-il celui de l'opposition à l'avortement, ou celui de l'opposition à l'union homosexuelle ? Comme toute religion et particulièrement les grands monothéismes, les deux religions citées par nos influenceurs-militants ont été depuis le début de leur création des instruments de contrôle social des individus vivant sur cette terre, par des préceptes absurdes et de la morale distillée à cœur joie, accompagnés toujours par la menace du péché et de la sanction sur la vie future. Des religions qui ont toujours exécuté, mis en cage, torturé physiquement et psychologiquement, mis au ban, isolé, emprisonné dans des mécanismes sectaires ou auto-mutilants, les nombreux déviants qui s'écartaient de leurs dogmes, ainsi que les fidèles. Des religions qui ont aussi toujours été à côté du pouvoir des capitalistes et des États, ces derniers l'utilisant au gré de leurs envies et des nécessités politiques du moment, en les reléguant à un second plan ou en les mettant en avant, pour optimiser leurs mainmises sur les populations et empêcher la révolte. Des religions qui ont toujours installé chez les individus de faux sentiments

labeur du matin au soir – que c'est là la meilleure police, qu'elle tient chacun en bride et qu'elle s'entend vigoureusement à entraver le développement de la raison, des désirs, du goût de l'indépendance. Car le travail use la force

Christianophobie

En juin dernier de l'an de grâce 2022, la Cour suprême des États-Unis a permis à ses états membres d'interdire l'avortement, ce qui a immédiatement été appliqué au Missouri, fer de lance de la lutte contre le fléau hérétique que cette pratique représente. En Espagne, terre de foi et de piété, des manifestations « pour la vie » ont été organisées en soutien à cette décision, s'opposant à la prochaine réforme du gouvernement socialiste en la matière. En France, récemment, un jeune s'est fait condamner par la justice pour « préjudice moral », pour avoir bougé en rythme son fessier (ainsi jugé aguichant et tentant par les autorités pénales et religieuses) au sein d'une église. Il subira également un harcèlement méticuleux de la part de quelques religieux blessés (et donc, quelque part, tentés) et autres nostalgiques de l'époque de l'Inquisition catholique. Loin de provoquer notre indifférence, ce climat de sainteté nous pousse (peut-être sous la pression du Malin) à rappeler quelques faits notoires : Dieu est mort, la Vierge aurait peut-être mieux fait d'avorter et Jésus n'était qu'un barbu parmi tant d'autres. « Blasphème ! Hérésie ! Christianophobie ! Enfer ! ». Doit-on aussi rappeler que l'Enfer et le Paradis ne sont que des épouvantails servant à effrayer les gens qui les regardent ?

Dieu est une belle saloperie, qui aura coûté la vie et la liberté de plus de gens qu'il n'est possible de se le représenter. Et il faudrait s'interdire de lui cracher à la gueule, au nom de gens qui mettent leur conscience entre nos crachats et son divin visage ?

Si Dieu est intouchable à cause du fameux respect du prochain, qu'en est-il de la nation que nous souhaitons si chèrement abattre ?

MORT AUX DICTATEURS ET A LA POLICE DES MOEURS !

Depuis la mort de Mahsa Amini, les femmes en Iran brûlent leurs voiles, dévoilant au monde entier le beau spectacle d'individus révoltés. Arrêtée pour un de ces prétextes arbitraires dont la Gasht-e-Ershad (police des mœurs chargée d'appliquer entre autres les règles de tutelle religieuse des femmes) est coutumière, la jeune femme a subi des mauvais traitements qui l'ont tuée. Il ne s'agit pas d'une simple affaire de « bavure policière ». Des manifestations ont lieu à Saqqez, à Sanandaj, mais aussi à Téhéran, et dans une quarantaine d'autres villes depuis cinq nuits de suite. Partout on entend « Mort à la République islamique ! », « Mort au dictateur ! ». Sa mort intervient dans un contexte de répression générale qui pèse sur tout l'Iran. Elle est la goutte d'eau qui fait déborder la colère sociale s'étant exprimée toutes ces dernières années.

Plusieurs mouvements de contestations ont

nerveuse dans des proportions extraordinaires, et la soustrait à la réflexion, à la méditation, aux rêves, aux soucis, à l'amour et à la haine, il place toujours devant les yeux un but minime et accorde des satisfactions faciles et régulières.

Produits Marquants Codés

Les techniques de surveillance et de répression ne cessent de se perfectionner. Depuis les miradors, l'éclairage public, le bertillonnage, le pointage, la carte d'identité, la graphologie, le polygraphe, les empreintes digitales, l'ADN, la reconnaissance de l'œil, les caméras de vidéosurveillance, les badges, la reconnaissance faciale, les détecteurs de bruits anormaux, les drones, rien n'arrête la Smart City, l'avenir de toutes les grandes métropoles si nous n'y faisons rien. Pour compléter cet arsenal répressif déjà bien étoffé, la police peut compter sur les centaines de start-ups qui travaillent dur pour trouver de nouveaux moyens de faire peur et de mater toute révolte. Une des dernières expérimentations se trouve du côté du maintien de l'ordre, mais déjà utilisée depuis plusieurs années contre les cambriolages de commerces. Les Produits Marquants Codés (PMC) sont des produits chimiques invisibles à l'œil nu, inodores, et non toxiques qui sont utilisés pour marquer des individus à un moment où il n'est pas possible de les arrêter, et de les contrôler quelques heures ou quelques semaines plus tard (suivant le type de PMC), prouvant par la trace de ce produit, visible à la lumière UV, la présence d'une personne à un endroit et à un moment. Cette technologie anticasseurs, appliquée aux manifestations, était déjà promise par le ministre de l'intérieur Christophe Castaner en mars 2019 face à l'explosion du mouvement des gilets jaunes. Bien sûr, l'Assemblée nationale précise qu'il s'agit d'un produit qui ne peut être utilisé « que sur des manifestants commettant des délits ». Etant

Ainsi, une société où l'on travaille sans cesse durement, jouira d'une plus grande sécurité : et c'est la sécurité que l'on adore maintenant comme divinité suprême ». Nietzsche

donné le moyen, parfois les canons à eau ou les gaz lacrymogènes, cela signifie donc que les flics peuvent décider qu'une partie entière est composée de délinquants, et que l'autre non. La direction nationale de la gendarmerie précisait, en 2021, dans le rapport de l'Assemblée Nationale, que « des études sont actuellement en cours quant à l'utilisation des produits de marquage codé au rétablissement de l'ordre, via un marqueur à distance individualisant longue portée, capable de tirer des billes fragiles de PMC ». C'est certainement ce qui a été vu utilisé en mars 2022 par les gendarmes lors des manifestations dans les Deux-Sèvres contre le projet des méga-bassines, sous la forme de balles type paintball. Utilisé aussi, le même mois, en Corse durant les manifestations suite à la mort d'Yvan Colonna, sous forme de spray.

La peur de la répression fait partie de la répression. Savoir que l'on est surveillé tend à nous paralyser. Les PMC, invisibles nous rappelle qu'on est dans le viseur de la police. Les marqueurs invisibles, qui ne prouvent pas un délit mais seulement la présence d'une personne à un endroit, participent aussi à la peur puisque, éventuellement, dans chaque gaz lacrymogène peut se cacher un marqueur, visiblement.

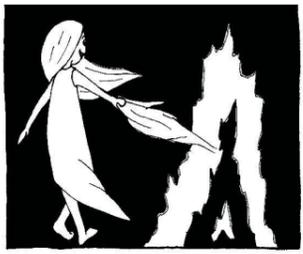
La colère qui gronde ne sera pas arrêtée par des outils techniques. L'intelligence collective d'une émeute, d'un mouvement social, peut mettre à terre tous les drones, peut percer toutes les lignes de flics, détruire tous les palais de justice, rendant ces gadgets inutilisables de fait.

de l'ayatollah Khamenei). La répression a été féroce : 7000 arrestations d'individus dont on arrache des aveux sur leurs actions, 234 personnes tuées en tout, 3 500 blessés, 7000 personnes avaient été arrêtées. Le régime des Mollahs a envoyé sa police tirer sur les manifestants. Une fille âgée de dix ans a reçu une balle dans la tête à Bukan. Et le gouvernement a coupé Internet et instauré une censure vis-à-vis des médias extérieurs pour qu'on ne sache rien de tout ça...

C'est fort de toute cette colère, fortifiée d'ailleurs par les pénuries d'eau durant les étés (imputées à tort au réchauffement climatique par le gouvernement, alors qu'elle est le fait d'une « mafia de l'eau » composée de grands propriétaires qui la détournent massivement pour leur propre profit) et les pénuries alimentaires dans les diverses provinces, — c'est fort aussi de toute l'expérience de la répression que ce mouvement quinquennal de révoltes devient insurrectionnel aujourd'hui et laisse la police et l'armée momentanément désorganisée. Pour combien de temps ? D'autre part, si le

4 Réflexion présentée par exemple par Bouteldja lors de la discussion sur son livre « Beaufs & Barbares » à la librairie l'Atelier à Paris 20ème

5 Réflexion qu'elle explique dans son entretien, en compagnie de Louisa Yousfi, avec Le Media : « Beaufs & Barbares : l'entretien choc »



mouvement est sans leader pour l'instant, la possibilité que des organisations en prennent le contrôle pour les plier à leur propre agenda politique n'est pas exclue.

Quelles sont les forces qui risquent de récupérer le mouvement ? Comment les endiguer ? Certaines organisations politiques nationalistes qui ont été écartées de la Révolution islamique de 1979 repointent le bout de leur nez, tel la CNRI/OMPI (Conseil National de Résistance iranienne composée pour l'essentiel des militaires sectaires de l'Organisation des Moudjahidines du Peuple Iranien). D'autres organisations, plus récentes, luttent en régionalistes face à l'« occupant » iranien. Le KDPI (Parti démocrate kurde en Iran) et le Komala (parti social-démocrate) récemment alliés et en concurrence avec le PKK pour le projet d'une révolution dans la région qui aboutirait à un État fédéral

et multi-confessionnel appellent à la lutte contre les forces de l'ordre iraniennes par tous les moyens.

En somme, c'est la tentation d'une révolution encore nationaliste qui pèse sur l'Iran, révolution qui se fera au détriment des révoltés de là-bas comme d'ailleurs — révoltés qui savent que la répression qu'ils subissent déjà et subiront inévitablement dans un tel contexte a peu à voir avec leur appartenance ethnique ou religieuse, tout comme les raisons qui les ont précipité sur les barricades à visage et chevelure découverts, la rage au ventre.

Quelles perspectives révolutionnaires pourraient se dessiner au sein de ces insurrections ?

Comment faire en sorte que ces incendies, ces actes de sabotage et de tabassage de flic trouvent un écho dans les autres pays, comme par exemple chez les libanais qui braquent les banques pour survivre ou les étudiants grecs qui manifestent pour que les condés n'aient pas place dans leur fac ? Comment faire en sorte que ce qui se passe en Iran ait un écho en France ? Ici, ça représente d'autant plus une gageure qu'on assiste à d'étranges atterrissements de la

part de militants qui, par anti-impérialisme, s'abstiennent de dire quoi que ce soit sur la situation en Iran. Un silence assourdissant sur les mouvements de révoltes, rompu çà et là par de vagues allusions à l'insidieuse influence occidentale que subit le régime des mollahs et qui justifierait une certaine réserve... Bref, on rejoue la partition manichéiste et proto-complotiste d'un choix entre deux camps (grosso-modo Israël ou les USA vs l'Iran) en fermant délibérément les yeux sur un mouvement dont la spontanéité ne fait aucun doute.

Comment se solidariser avec ces femmes et ces hommes qui ont décidé de lutter contre leur quotidien et contre les pouvoirs en place sans tomber dans les pièges du manichéisme et du démocratisme ?

Car ici aussi, nous devons nous méfier de toute forme de récupération politicienne, qui ne voit dans ces soulèvements qu'une occasion de plus de sortir leur soupe stérile des fameux « débats sur voile » (qui ont lieu à gauche chez les meilleures féministes réformistes comme à droite chez les conservateurs réactionnaires).

Il est plus que nécessaire de réaffirmer et consolider une solidarité internationale et d'être à la hauteur de celles et ceux qui luttent en mettant leur vie et leur liberté en péril.

Vite ! Rencontrons-nous pour que ce mouvement en Iran ne soit ni isolé, ni asphyxié par les pouvoirs !

Afin qu'on ne puisse plus interposer entre les révoltés de tous les pays les voiles identitaires qui nous maintiennent dans l'ignorance de notre force collective et de la perspective internationaliste qui peut la rendre concrète,

**SOLIDARITE TOTALE
AVEC LES INSURGES ET
MORT A LA THEOCRATIE
IRANIENNE !**

Sur le Liban

Texte reçu par mail

J'ai voulu écrire un texte sur Ô combien les libanais étaient des gens animés par un esprit révolutionnaire puis je me suis souvenue que cela fait désormais 4 ou 5 ans qu'ils ne peuvent accéder à leur argent et qu'il n'y a pas de mouvement de masse pour faire flamber toutes ces banques. 4 ou 5 ans que ponctuellement des gens cassent des vitres par-ci par-là pour avoir leurs thunes et une révolution en 2019 qui s'est essoufflée en quelques mois. La place du parlement est toujours barricadée comme si la révolution s'était déroulée hier ou comme si elle allait arriver demain. La place des martyrs pue la révolution mais pue aussi le vide. Elle est couverte de tag mais il n'y a personne. Le présent ici c'est le rien. Les gens suffoquent. Le feu de l'explosion sur port n'est toujours pas éteint. Les gens crèvent, ça pue la pollution et la fumée qui continue de s'échapper du port est tendu. Les gens sont coincés là, entre des villes chrétiennes, musulmanes et des villes tenues par le Hezbollah. Après quelques jours ici, ce que je vois ce sont des gens qui attendent une nouvelle guerre pour pouvoir se casser de cet enfer en obtenant un statut de réfugié politique. Ils sont à deux doigts de prendre des bateaux pour sortir d'ici. Ils sont au milieu d'un néant qui se consume sur lui-même mais une brindille qui prendrait feu pourrait vite devenir un brasier.

cette frange là (qui s'est d'ailleurs retirée aussi en partie d'elle-même car ce mouvement commençait par ces pratiques à être contre eux). La différence avec les agriculteurs, ou les bonnets rouges c'est que les conflits qui se sont opérés dans les gilets jaunes se sont exprimés dès le 17 novembre et avec une intensité accrue les 1 et le 8 décembre. A la différence des GJ, nous n'avons eu vent d'aucun conflit ayant eu lieu en interne qui pourrait faire

penser à un dépassement du mouvement vers une remise en cause des ses bases conformes à la bonne marche du capitale. Deuxièmement, les gauchistes ont vu dans une maigre partie du mouvement, principalement représentée par la Confédération Paysanne, des revendications qui leur semblaient émancipatrices, notamment en raison de leur opposition au « néolibéralisme » et à la mondialisation. Pourtant, nous n'y voyons qu'un retour au

localisme, au protectionnisme, ainsi qu'à la petite propriété et à une défense des petits exploitants face aux gros. Prendre parti dans des querelles entre petits et gros exploitants ne nous intéresse pas, nous voulons détruire l'exploitation dans son ensemble !

Il est plus qu'urgent d'être sans complaisance avec le chauvinisme et les revendications de frontières aujourd'hui !

Danse avec les fafs PDH, Bouteldja et « l'identité blanche »

Autopsie d'un raisonnement identitaire mortifère

Le 10 décembre 2023, Paroles d'Honneur, chaîne Twitch animée par Wissam Xelka publie une émission intitulée « De quelle couleur sont les beaufs ? ». La chaîne PDH est en quelque sorte la vitrine médiatique de la pensée politique du PIR (Parti des Indigènes de la République), mouvement décolonial racialisé créé entre autres par Houria Bouteldja, une de ses principales théoriciennes, qui a fait de la question identitaire la base de sa théorie et de sa stratégie politique. Ce courant politique, sorte de léninisme agrémenté de social-démocratie capitalisant sur les différences entre les gens que ses militants fantasment, est plébiscité par une partie de la gauche (LFI principalement) mais aussi des aires dites « subversives », qui se sont montrées particulièrement accueillantes suite aux événements du 7 octobre en Israël¹.

Cette émission organise une rencontre entre les « barbares », représentés par Wissam Xelka, et les « beaufs » ou « petits blancs », représentés par deux gilets jaunes ex-soralistes revendiqués passés chez les bouteldjistes, Aymeric Patricot, essayiste-prof de prépa et auteur de deux ouvrages aux noms dignes de fan-fictions de FdeSouche², un cheminot de la CGT et Raz, twitcheur gauchiste mal dégourdi. Les questions posées par l'émission sont les suivantes : « Qui sont les blancs ? Un dialogue est-il possible entre « blancs » et « non-blancs » ? »

Après quelques considérations en début d'émission sur ce que sont les « petits blancs », tous s'accordent à parler de ces prolétaires blancs faisant partie d'une France périphérique, laissés pour compte, à qui le libéralisme aurait tout pris, à part la « blancheur ».

S'en suivent 2 heures de discussions

essentialistes et paternalistes décomplexées, entre passages sur les apports bienheureux de Soral malgré son antisémitisme, sur la nécessaire prise en compte de la question identitaire à gauche, et sorties sur le paradis perdu d'avant le libéralisme et la mondialisation qu'étaient les contrées européennes et françaises traditionnelles et religieuses. Wissam Xelka, s'appuyant sur l'influenceur anti-métissage et antisémite Bassem, déplore que les « Blancs » ne soient pas assez fiers d'être français, en comparaison des algériens qui sont fiers d'être algériens. Donc au lieu de critiquer un nationalisme (algérien) en s'appuyant sur un autre (français) tout empreint d'une évidente faferie, il prend le plus accepté à gauche pour dédroitiser l'autre. À un autre moment, qu'on pourrait qualifier d'anthologie, l'essayiste Patricot, enchaînant au cours de l'émission des propos d'authentique faf du RN, s'essaye même à parler de « racisme intra-blanc » décrivant le mépris qu'ont les « bourgeois blancs » envers les « prolétaires blancs ». Tellement fondu de la race qu'ils ont même réussi à réinventer la classe. Prouesse.

Nous allons tenter de décortiquer ici le projet sous-jacent traduit dans cette émission, la dualité entre « Beaufs & Barbares », du nom du dernier livre d'Houria Bouteldja, sorti en mai 2023, où elle se demande pourquoi, aux élections présidentielles de 2022, les « petits Blancs » ont voté Le Pen, et non Mélenchon ?

Pour Bouteldja, la gauche n'a pas réussi à capter les « beaufs » car elle n'a pas su parler à leurs affects de « petits Blancs », alors qu'elle a su le faire avec ceux des « barbares »³. La gauche n'a pas su analyser le vide identitaire chez les « Blancs », qui vivent maintenant dans un monde blanc « asséché spirituellement ». Ce monde blanc asséché fut

créé par le libéralisme, qui aurait confisqué aux « Blancs » leur fameuse culture commune, composée de la vie de village (celle des gaulois ?), des traditions, de la famille, de la virilité, et surtout de la religion, la chrétienté (on croit voir ici la fameuse culture « judéo-chrétienne » si chère à l'extrême-droite identitaire, du RN à Reconquête). Les « Blancs » ont « évidemment » des besoins de sécurité, de dignité, de fierté (d'être blanc donc, si on suit bien.) Il est donc nécessaire selon les racialisés du PIR de répondre à ce grand problème identitaire. Or, la gauche n'a pas pris en charge ce problème d'identité en ne proposant que des luttes sur les questions du chômage, de la retraite ou des salaires, qui sont apparemment uniquement des « sujets de Blancs », qui ne servent qu'à améliorer la vie des « Blancs » et ainsi renforcent le « pacte racial ». Il semble assez aberrant de rappeler ici que les populations issues de l'immigration sont évidemment touchées par les problématiques de précarité que soulèvent les luttes qui concernent le chômage, les retraites, le travail, et s'en préoccupent, comme tous ceux qui sont dans la galère, mais les indigénistes nous y obligent. Reprenons. Selon Bouteldja, c'est l'extrême droite, avec le suprémacisme blanc et le racisme, qui est la plus efficace dans sa réponse sur le plan identitaire (on se demande bien pourquoi...). Ces « petits Blancs », déracinés, ne comprennent pas que dans tous les cas, l'extrême droite sert également le projet capitaliste et vont droit dans le mur, même pour leur propre situation qui est avantagée par le fameux « pacte racial » depuis qu'ils ont accepté « la blancheur » au détriment de leur « culture chrétienne commune ».

Voilà pour l'analyse de Bouteldja, qui nage décidément de plus en plus profond

Dans l'ombre

LE VIEUX MONDE



Ô flot, c'est bien. Descends maintenant. Il le faut. Jamais ton flux encor n'était monté si haut. Mais pourquoi donc es-tu si sombre et si farouche ? Pourquoi ton gouffre a-t-il un cri comme une bouche ?

Pourquoi cette pluie âpre, et cette ombre, et ces bruits, Et ce vent noir soufflant dans le clairon des nuits ?

Ta vague monte avec la rumeur d'un prodige C'est ici ta limite. Arrête-toi, te dis-je.

Les vieilles lois, les vieux obstacles, les vieux freins, Ignorance, misère et néant, souterrains

Où meurt le fol espoir, bagnes profonds de l'âme, L'ancienne autorité de l'homme sur la femme,

Le grand banquet, muré pour les déshérités,

Les superstitions et les fatalités, N'y touche pas, va-t'en ; ce sont les choses saintes.

Redescends, et tais-toi ! j'ai reconstruit ces enceintes

Autour du genre humain et j'ai bâti ces tours. Mais tu rugis toujours ! mais tu montes toujours ! Tout s'en va pêle-mêle à ton choc frénétique. Voici le vieux missel, voici le code antique. L'échafaud dans un pli de ta vague a passé. Ne touche pas au roi ! ciel ! il est renversé. Et ces hommes sacrés ! je les vois disparaître. Arrête ! c'est le juge. Arrête ! c'est le prêtre. Dieu t'a dit : Ne va pas plus loin, ô flot amer ! Mais quoi ! tu m'engloutis ! au secours, Dieu ! la mer Désobéit ! la mer envahit mon refuge !

LE FLOT

Tu me crois la marée et je suis le déluge.

Victor Hugo

Dans un précédent article, nous avons affirmé l'urgence d'un internationalisme antimilitariste au moment où la guerre en Ukraine venait d'être déclarée (« Perspectives internationalistes en temps de guerre », n°2). La récente décision de Poutine de mobiliser la population civile russe dans sa guerre infâme et son intention déclarée d'utiliser l'armement nucléaire ne fait que rendre cette urgence plus concrète qu'elle n'est déjà. L'oukase signée par le tyran botoxé est d'autant plus abjecte qu'elle garde secrète — un secret de polichinelle pour tous les russes — une clause : la mobilisation de la population carcérale russe, ce qui est un moyen de (re)mettre plus vite en première ligne les réfractaires et les déserteurs !

Jusqu' alors, on brûlait en Russie des comics et des centres de recrutement, tandis qu'en Biélorussie on sabotait les lignes de chemin de fer qui permettent l'approvisionnement militaire. Les flammes antimilitaristes doivent plus que jamais s'intensifier dans ce contexte, et la solidarité entre révolutionnaires s'affirmer !

L'alourdissement des frontières nationales, des expulsions, et de l'accès à des papiers qui conditionnent bien trop nos conditions de vie, continue de s'approfondir. Au Royaume-Uni, c'est un projet de loi visant à expulser massivement vers le Rwanda qui est au goût du jour ; en France, après la loi immigration, c'est le projet de loi visant à mettre un terme au droit du sol à Mayotte qui est maintenant lancé. Sur l'île, ce sont des collectifs de « citoyens » revendiqués qui ont fait des blocages et barrages pour dénoncer la « crise migratoire » et demander ainsi plus de renforcement de la frontière, alors que le droit du sol y est de base déjà durci. N'attendons pas que le Conseil Constitutionnel se prononce à ce propos. Ni droit du sol, ni droit du sang ! Comme avec la loi immigration à propos de laquelle nous avons écrit dans le numéro précédent, c'est contre l'État français, contre ses citoyens fiers de l'être, contre les institutions de tri et les entreprises et associations collabos qu'il faut se battre sans relâche. Il n'y a pas de calendrier du droit et de la loi pour combattre l'horreur des frontières.

En parallèle de la mise en action de sa politique xénophobe, l'Etat a aussi annoncé récemment les mots d'ordres de son nouveau gouvernement : contrôle, travail et autorité. Du contrôle sur les précaires et les chômeurs en instaurant le travail obligatoire en contrepartie du RSA et la fin de l'allocation spécifique de solidarité (pour les chômeurs en fin de droits), histoire de foutre tout ce petit monde au boulot bien rapidement. De l'autorité sur les jeunes avec la généralisation du SNU, la création d'une peine de « travail d'intérêt éducatif » pour les mineurs et d'une peine complémentaire de TIG pour les parents d'enfants délinquants et l'uniforme à l'école et le doublement de l'enseignement de l'instruction civique et morale, pour faire de toutes les jeunes générations de dociles citoyens de la République. La réforme de l'aide médicale d'État a même été promise, garantissant par là une accélération de la discrimination des étrangers dans les années à venir.

Avec ce numéro 7 de Mauvais Sang, nous espérons bien agiter de la révolte contre les fantasmes de droit du sang, de

Papas et de Mamans citoyens réarmés, contre le travail et l'autorité et contre les identités bien traditionnelles qui sont notamment remises au goût du jour par des influenceurs à la mode tels que des Tradwife et des racistes réactionnaires estampillés « décoloniaux » plébiscités par une partie de la gauche.

Ne nous laissons pas faire non plus face à la répression récente de nos révoltes : la Défense Collective de Rennes est menacée de dissolution ; douze personnes arrêtées à proximité du CRA de Vincennes le 31 décembre ont un procès en cours au tribunal de Paris pour « groupement en vue de commettre des violences ou des dégradations », « transport d'explosifs », « refus de signalétique », « identité imaginaire » et « refus de donner les codes de déverrouillage du téléphone » ; un jeune homme de 19 ans a été condamné à cinq ans de prison (dont trois avec sursis) le 7 février à Asnières-sur-Seine pour l'incendie de ce même tribunal lors des émeutes le 29 juin dernier. À chaque fois, c'est toute la révolte et la subversion qui grouillent dans ce pays qui sont visées.

Enfumages et fumiers

Le récent mouvement européen des agriculteurs qui semble avoir pris fin, est apparu dans un contexte de recrudescence des forces d'intervention réactionnaires, face auxquelles la gauche et ses franges les plus radicales n'ont trouvé d'autre moyen de réagir que par la composition. Ainsi diverses propositions de la gauche et des aires subversives affirmaient que le mouvement des agriculteurs devait être rejoint, que ces derniers sont « nos camarades ». Camarades vraiment ? Car quand on regarde un peu ce qui peuplait ces divers blocages de routes et fumiers déversés, outre la FNSEA ce sont bien des exploitants agricoles qui étaient en colère et qui menaient toutes ces actions et non pas des ouvriers agricoles et autres saisonniers qui ont à endurer en plus d'un boulot mal payé, des patrons aux revendications qui posent question quand au fait de vouloir s'y rattacher (on rappellera que les agriculteurs mobilisés réclamaient pour la plupart la diminution des restrictions sur les pesticides et un assouplissement des charges patronales). Mais ça n'est pas tout, faisons un rapide point sur les modes d'actions qui ont existé au cours de

ces quelques semaines de mobilisation agricole, car un point important se retrouvait presque systématiquement : le fait de s'attaquer aux produits étrangers. Des destructions de produits « non français » dans les supermarchés, mais aussi dans des camions arrêtés lors des blocages, notamment aux frontières, le tout sous la complicité et le regard amusé des flics et du pouvoir. Il ne fait aucun doute que rien dans ce mouvement de « travailleurs », de gens qui « eux travaillent » n'allait dans le sens de l'émancipation et d'une révolution anti-autoritaire. Plusieurs arnaques rhétoriques et théoriques ont été avancées pour crédibiliser une intervention. Premièrement, une rapide comparaison avec le mouvement des gilets jaunes a émergé, sur un thème, le fait qu'une partie des révolutionnaires portaient justement un discours critique vis-à-vis de ce mouvement, comme certains ont porté un regard critique au début des gilets jaunes. Or, il est vrai qu'au début des gilets jaunes une frange du mouvement était composée de petits patrons, de propriétaires terriens et autres exploités et qu'une lutte a eu lieu au sein du mouvement contre



Ici comme ailleurs, en Iran comme en France, la démocratie présente une dynamique contre-révolutionnaire à laquelle il nous faut nous confronter pour peu qu'on prenne la question de la révolution au sérieux. L'« honnête » démocrate présente souvent son fétiche comme l'aboutissement définitif des périodes de luttes... prêtant à des gens qui se sont soulevés, parfois en en payant le prix de leur vie, des intentions et des revendications réformistes qui sont en réalité les siennes et qui intéressent surtout la bourgeoisie. La démocratie s'améliore toujours plus, paraît-il, en instituant à l'intention de l'honnête citoyen de nouvelles manières, toujours plus consensuelles, de participer aux processus décisionnaires au sein de l'appareil étatique qui aboutissent au mieux à voter des mesurette contre les discriminations sociales, au pire à légitimer le fait de se faire toujours plus fliquer... Cette batterie de réformes n'a jamais rien d'un aboutissement pour tous ceux qui continueront de subir l'ordre, le contrôle et le travail. Là où la démocratie succède à un autre régime, elle signe bien plus souvent la fin et l'échec d'un processus révolutionnaire porteur de perspectives qui débordent largement la pitoyable question de savoir si la démocratie est le meilleur régime ou non. La belle âme démocrate, derrière son consensualisme et sa pondération, n'est en définitive qu'un vieux flic qui court après les luttes en se présentant d'abord de gauche, progressiste, camarade, avant de plaquer les barreaux de sa modération sur nos espoirs d'émancipation. L'État iranien, qu'il soit l'actuelle théocratie qu'on sait désormais mortelle, ou la prochaine démocratie du Moyen-Orient gérée par de minables bureaucraties et, pourquoi pas, administrée par des fliquettes aux cheveux découverts pour la vitrine « progressiste », conservera son nécessaire arsenal contre-révolutionnaire : des institutions, des tribunaux, des commissariats, afin que le contrôle et la répression soient toujours là pour veiller à la bonne mise au pas de révoltés qui, une fois le régime des mollahs renversé (ce qui n'est pas une mince affaire), devront reprendre leur vie de labeur. Pour que, justement, l'avenir de la révolution iranienne ne soit pas démocrate,

c'est-à-dire ne soit pas un avenir entravé par une perspective réformiste d'État, mais pour qu'il puisse au contraire être débordé par d'autres révolutions, sans frontières, au Moyen-Orient comme ici et sur toute la Terre, et plus loin, il est vital qu'en France nous nous insurgions contre toute captation démocratique, contre tout ce qui permet, par exemple, à Macron de féliciter les femmes iraniennes et de s'ériger en continuité des luttes vivantes qui brûlent des commissariats, soulèvent des prisons et saccagent les ordres policiers et militaires. Présenter la démocratie, les droits de l'homme, des femmes et des minorités comme l'aboutissement d'insurrections n'est qu'un racket permanent qui voit dans tout mouvement le début d'une fin qu'il s'agirait de précipiter dare-dare pour barrer l'avenir et préserver l'État, et non pas le début d'un renversement de l'État qui nous ouvre un avenir plein de promesses : insurgons-nous, ici et maintenant, contre les récupérateurs démocrates des soulèvements.

Insurgons-nous aussi contre ces prophètes de l'anti-impérialisme, et ces charognards de la politique et évangiles au vemi gauchiste qui souhaitent minimiser la portée blasphématoire et décide de la révolte en Iran en essayant de nous faire avaler que l'insurrection en cours porterait un libéralisme religieux ; faisant d'odieux parallèles entre la situation des femmes en Iran et celle des femmes voilées en France, ne permettant, dans un premier temps, aucune réflexion quant à la spécificité de l'État iranien et, dans un deuxième temps, faisant de la liberté religieuse un parangon de l'émancipation alors que Dieu est mort et que si son corps agonisant subsistait, nous devrions le retrouver au plus vite afin de mettre un terme à nos souffrances. Ces mêmes anti-impérialistes qui voudraient nous faire croire dans un discours à demi-mot complotiste que ces soulèvements sont dus à une manipulation américaine, qui la semaine d'avant pointent l'orientalisme des européens dans leur fascination pour ces révoltes : bande de pourritures, vous n'êtes que le miroir du gouvernement projetant une image inversée de celui-ci, allez à Dieu avant que l'on ne le submerge de démons

avides de subversion, d'émeute et de désordre.

À tous ceux qui estiment que le minable octroi de réformes et de droits vaut bien les milliers de vies qui n'ont même pas toutes été mises en jeu pour elle, FUCK. C'est pour la liberté que nous nous soulevons, non pas pour voter pour des gauchistes de merde de tous les pays. Ne voir dans les slogans « Mort aux dictateurs », « Mort à la police des mœurs » que l'expression d'une perspective purement démocratique, c'est nier que les commissariats sont cramés et des flics tués aussi parce que ce sont des commissariats et des flics, et non simplement les commissariats et les flics d'une dictature. C'est nier que, actuellement, des révoltés expérimentent à travers la lutte la possibilité de renverser réellement l'État iranien dans sa fonction d'État, et donc pas seulement dans sa spécificité d'être une abjecte théocratie fanatique.

Alors, puisque le 4 décembre, la théocratie concède un premier mouvement de réforme pour changer de stratégie face à la révolte, en abolissant la police des mœurs, et que le procureur général Montazeri présente cette dernière disparue comme n'ayant rien à voir avec le pouvoir judiciaire, il est plus qu'urgent de ne pas tomber dans le panneau du renouvellement des outils répressifs. Il n'y a pas de justice sans police... Et toutes les polices ont un mauvais goût de police des mœurs ! Toutes les religions ont une mauvaise odeur de théocratie ! Tous les droits nourrissent des tribunaux qui nous condamnent !

C'est en solidarité avec ces révoltes qui grossissent et perdurent en Iran, mais aussi avec celles, plus récentes, qui éclatent actuellement en Chine, que nous faisons paraître ce numéro 5 de *Mauvais Sang*, un journal bâtarde pour la révolution, dans l'espoir d'agiter de féroces critiques en acte de tout ordre étatique, moral et religieux. Il est possible de nous contacter par mail, que ce soit pour entrer en conflit, pour poser des questions ou autres contributions. Il est aussi possible que nous vous contactions, que ce soit pour entrer en conflit, pour poser des questions ou autres contributions.

Des enfants bâtards de l'anarchisme et du communisme.

RÉPONSE ANACHRONIQUE À UN FOSSEVEUR DE LA COMMUNE

Vive les pétroleuses !

À propos des destructions par le feu durant la Commune de Paris des archives des registres paroissiaux et d'état civil, l'archiviste Auguste Jal écrit en 1872, dans son *Dictionnaire critique de biographie et d'histoire* :

« Si je prévoyais les révolutions, si je pensais qu'on pourrait revoir la terreur, je ne prévoyais pas qu'on s'attaquerait à d'innocents recueils de documents où le pauvre, le roturier, l'artisan, sont côte à côte avec le riche, le noble, le partisan, le ministre, le prince. »

Évidemment qu'un connard comme toi (qui n'a eu dans ta vie que pour seule obsession de devenir soldat et qui, ayant échoué, a trouvé bon de dédier sa vie au bon fonctionnement de l'appareil d'État en se retrouvant à fouiner dans les archives de la Marine nationale) ne comprends rien à ces destructions. Ton seul imaginaire de la

révolution, c'est la Terreur, c'est-à-dire ce qu'il y a parmi toutes les choses que peuvent enfanter d'une révolution, de plus autoritaire, de plus judiciaire, de plus sanglant, de plus étatique. Non, il n'y a pas une égalité du noble avec le roturier dans (ni par) ces documents.

Tu aurais préféré que les communards et les communardes se laissent crever au nom de « l'unité nationale » et du « salut public » ? Bien sûr qu'ils se sont battus. Lorsque le 21 mai 1871, les troupes versaillaises dirigées par Adolphe Thiers rentrent dans Paris pour réprimer cette insurrection qui durait depuis 2 mois, l'ordre est donné de tirer sur les communards.

Certains monuments et maisons ont été brûlés intentionnellement pour retarder l'avancée des troupes versaillaises. D'autres incendies ont été déclenchés par les canons versaillais qui crachaient de tous leurs feux sur les communards.

Mais ce serait à la fois faux et terrible de dire que des bâtiments comme le Palais de Justice, la Préfecture de Police, l'Hôtel de Ville ou encore la Cour de Cassation seraient partis en fumée par erreur dans le chaos des combats. Ce sont bien des communards qui ont mis du pétrole et des barils de poudre pour aider le feu à se propager. Il n'y a pas, comme tu le prétends de dossiers qui recensent une population qui soient « innocents ». Cela témoigne juste d'une confiance aveugle en l'État digne d'un scribouilleur appointé tel que toi. Tous les pouvoirs, de la monarchie à la république, en passant par l'empire, ont recours à la justice, à la police, au fichage. C'est peut-être un des seuls domaines où il y a, dans l'histoire humaine, un progrès ininterrompu. Tous les régimes qui accèdent au pouvoir utilisent les fiches précédentes pour mieux régner. Tant que l'État survit aux révolutions, il

y a une continuité administrative. Les registres d'état civil et paroissiaux, qui indiquent les naissances, les mariages, les décès, ne sont qu'un premier pas vers la création des passeports, de la carte d'identité. Ils sont une base nécessaire à la mise en place des frontières, de l'armée (pas de conscription sans recensement), de l'impôt, de la propriété privée (notamment via l'héritage).

Le bertillonnage, qui s'est développé à Paris quelques années après la Commune, à partir 1879, n'hésite pas à utiliser la technologie, assez récente, de la photographie, pour améliorer ses fiches d'identité, notamment pour lutter contre les offensives anarchistes de la fin du siècle. Mensuration des corps des criminels, photographies de face et de profil. En 1898, à lieu en Italie la *Conférence internationale de Rome pour la défense sociale contre les anarchistes*, futur Interpol, qui veut développer la collaboration entre les polices des différents États. Les livrets d'ouvriers, le carnet anthropométrique, le livret de circulation, etc. Tout semble suivre la même voie, un document, d'abord exceptionnel, aux

limites d'utilisations, avec le temps se généralise, se croise avec d'autres fichiers, et devient obligatoire.

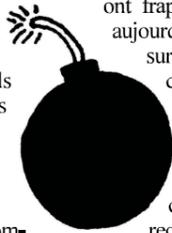
Qui sait ce que les communards (parfois anonymes et qui ont réussi à échapper à l'exécution sommaire, à la condamnation à mort ou à la déportation) avaient en tête au moment de mettre le feu à ces lieux ? Peut-être ces incendies étaient-ils moins dus à des circonstances extérieures qu'à la volonté mûrement réfléchie de mettre des bâtons dans les roues de la répression qui, au nom de la 3ème République, allait bientôt s'abattre sur eux.

Dans les années qui suivirent la Commune, des débats nécessaires et conflictuels, entre marxistes et anarchistes, réfléchissent à cette tentative de révolution, et les anarchistes critiquent la volonté de certains marxistes de prise de pouvoir. Le pouvoir est maudit ! Il ne s'agit pas de le conquérir, mais de le détruire. Tu n'as pas participé à tous ces débats fondamentaux de la fin du 19ème siècle, tu es passé

complètement à côté. Tu as préféré cracher sur les communards, leur sang pas encore séché, pour servir de la bouillie de justification intellectuelle à leur répression.

Les communards qui ont brûlé ces bâtiments ont frappé juste. Nous aurions même besoin aujourd'hui de davantage de pétrole pour s'assurer de la disparition définitive des locaux qui abritent les serveurs qui stockent les fichiers déjà innombrables et qui ne cessent de se multiplier encore : empreintes (FAED), ADN (FNAEG), fiches S, passeports, carte d'identité, carte vitale, TAJ, Fichier des personnes recherchées (FPR), GendNotes, etc. Qu'ils soient dédiés à la surveillance, à l'enquête judiciaire ou à l'administration, l'objectif de ces fichiers est toujours la sûreté de l'État et son bon fonctionnement, la paix sociale.

Solidarité avec les incendiaires de tous lieux et de toutes les époques ! Ressuscitons les pétroleuses !



Contre l'identité

Pour tout ce qui s'est perdu depuis l'avant du toujours, qui n'a pas trouvé le bon chemin, qui n'a pas brillé, ce qui est resté terne et banal, qui s'est égratigné sans fin contre des murs sombres et uniformes, pour ce qui n'a pas compris, qui n'a pas trouvé le Sens, la Parole ou le Discours, ce qui s'est trompé, qui s'est envolé très très loin, là-bas où personne jamais n'est allé

Pour ce qui est laid, ce qui crie, ce qui a mal et qui a honte, pour ce qui est très très moche, ce qui hurle, ce qui étouffe, pour ce qui est condamné d'avance à l'asphyxie, pour ce qui meurt à l'infini

Pour cela même pris par toutes les maladies, pour cela fou qu'on emprisonne, pour les humanités qui ne rencontreront que la roche et qui s'effritent contre des vides gigantesques, pour ces humanités que jamais l'on rencontre

Pour cela qui a faim, ce qui n'existe que de sa soif, ce qui pleure et s'épuise, ce qui coule dans le travail et dans les forteresses du capital, ce qui s'éteint dans le désespoir et la tristesse, cela qui jamais vit

Pour tout ce qui n'a ni pays ni nom ni quoique ce soit

Pour ce qui n'existe que de sa maladie, de son rien, de son vide

Pour ce qui stagne dans des sphères vaseuses, pour ce qui naît sans bruit, qui naît à peine, ce qui s'effondre à l'idée d'être, ce qui n'est que mouvement, qui est un tout de rien, un rien de tout, ce qui ne se dit pas, ce qui ne se dira pas, qui ne cherche ni ne possède les mots, ce qui n'a pas l'idée qui n'a pas d'idée, ce qui fait l'expérience du rien, que du vide, qui n'est habité que de sa douleur

Pour ce qui déborde, ce qui dépasse, ce qui surpasse, ce qui explose avant de n'être, ce qui passe sans rester, ce qui advient sans stagner, ce qui s'allume, ce qui rigole à perpétuité, ce qui éclate sans fin d'absurdité

Pour tout ce qui s'écroule à l'idée d'être, pour ce qui meurt avant même l'identité

Pour ce qui se réveille depuis des siècles dans une nuit qui dure depuis toujours

Pour tout ce qui jamais n'est et jamais ne sera

Stigmaté et selfie

Texte reçu par mail

«Quiconque aura été condamné à l'une des peines des travaux forcés à perpétuité, des travaux forcés à temps ou de la réclusion, avant de subir sa peine, sera attaché au carcan sur la place publique : il y demeurera exposé aux regards du peuple durant une heure ; au-dessus de sa tête sera placé un écriteau portant, en caractères gros et lisibles, ses noms, sa profession, son domicile, sa peine et la cause de sa condamnation.»

Article 22 du Code Pénal de 1810

-Chapeaux bas ! chapeaux bas ! criaient mille bouches ensemble. Comme pour le roi. Alors j'ai ri horriblement aussi, moi, et j'ai dit au prêtre : -Eux les chapeaux, moi la tête.

Victor Hugo, *Le dernier jour d'un condamné*

À chaque fait divers affreux, à partir du moment où il est relayé par les médias de grande écoute, s'accroche une cacophonie d'opinions ressentimentueuses et c'est comme ça, entre autres, que la Réaction refait salement le monde. Le meurtre récent de la petite fille prénommée Lola offre ainsi une occasion dont beaucoup se sont saisi, d'éruer autour du fantôme des étrangers forcés criminels, et du rétablissement nécessaire de la peine de mort, parce que, quand même, on va pas non plus dérouler un tapis rouge à sa meurtrière, ni la laisser manger tranquillement des salsifis derrière les barreaux pour le restant de ses jours, ou, pire encore, se la couler douce dans une unité carcérale psychiatrique où, sous prétexte qu'elle serait folle (ou simulerait la folie, ils sont pas si fous que ça les fous, tous des profiteurs), on lui permettrait d'échapper au tribunal en la considérant comme irresponsable selon une loi hasbeen, puisqu'aujourd'hui on doit vivre avec son temps où Gérard et Véronique veulent (puisque Hanouna nous le dit) que les fous et les étrangers, on les bute direct. Le laxisme, les droits de la défense, l'irresponsabilité pénale, ça va bien 2 minutes et Gérard et Véronique en ont marre de se faire manger la laine sur le dos et assassiner leurs enfants.

À ce sketch misérable s'ajoute, dans cette histoire-là, dont la réalité est effectivement

particulièrement épouvantable, une fascination-répulsion qui fait le buzz au café du coin et sur les réseaux sociaux, pour la « présumée coupable » comme Hanouna croit malin de la présenter, Dahbia B., jeune femme de 24 ans. Des images de Dahbia B. circulent, celles que la presse à sensation ou les enquêteurs du dimanche peuvent trouver, et, quoiqu'elles soient d'une extrême banalité, elles font scandale. On s'offusque de voir l'image de vidéosurveillance de Dahbia B. rentrant dans l'immeuble, ou les publications de son compte TikTok quelques jours avant le meurtre, et, s'en offusquant, on démultiplie encore la circulation de ces images sur lesquelles on voit... une jeune femme de 24 ans rentrer dans un immeuble ou faire un selfie à sa fenêtre. On voudrait se demander ici pourquoi ces images qui ne montrent rien d'autre que ce que ceux et celles qui s'en offusquent diffusent d'eux-mêmes tous les jours sur les réseaux sociaux, font scandale.

D'abord, on leur reproche sans doute leur normalité justement. On y cherche en vain le signe du crime qui va être commis, et, ne le trouvant évidemment pas, on invente que c'est encore pire, le signe est caché, quelle fourberie ! La frontière entre normalité et monstrosité se brouille : elle me ressemble et elle a commis un crime atroce, c'est insupportable. On la voudrait sans doute ricanant à la pensée de l'horreur qu'elle ne sait pas encore qu'elle va commettre, on lui en veut de ne pas se montrer avec des cornes poussant sur le crâne, ou des canines prêtes à rougir du sang de sa future victime. Mais non. Trois jours avant le meurtre, elle se prend en photo *comme si de rien n'était*. Ça se voit qu'on ne voit rien, et il faut qu'elle paye pour ça. Pour qui elle se prend ? À mort.

Cette fascination, qui se tient déjà sur le chemin du lynchage, n'est pas sans évoquer cette marque que l'Inquisition cherche sur le corps des sorcières, et qu'elle trouve inmanquablement puisqu'elle doit y être. Elle est d'autant plus avérée qu'il n'y a rien à voir, puisqu'elle est en fait nulle part ailleurs que dans les yeux de celui qui regarde. Le corps observé, quel qu'il soit, montrera ce qu'il y a à montrer. C'est la même marque des sorcières qu'on cherche sur

Auto-organisation et solidarité contre la machine à expulser

La lutte contre les frontières, du point de vue révolutionnaire, est une question centrale. La frontière est l'un des piliers de l'État qui fonde l'identité nationale, le peuple, l'armée.

Mais comment lutter contre une loi en dehors des échéances légales ? Les textes de lois ne s'appliquent pas par le simple fait d'exister sur le papier. Les juges condamnent en sachant qu'ils ne peuvent pas envoyer en prison de manière illimitée, les flics arrêtent en pensant au nombre de places dans leurs cellules de garde à vue, les profs savent qu'il n'y a pas plus de 4 coins dans une salle de classe. Pareil pour les CRA (centre de rétention administratif), pour les avions qui expulsent, pour les flics aux frontières, etc. Or, depuis des années, tous les gouvernements cherchent à augmenter le nombre de flics, le nombre de prisons, le nombre de CRA, dont une dizaine sont en construction en France en ce moment même. Il est donc urgent d'investir les luttes qui existent et existeront contre la construction de nouvelles taules, contre les rafles et les expulsions, contre les collabos qui balancent ou exploitent les sans-papiers.

Le 22 juin 2008, un incendie ravage le CRA de Vincennes, qui brûle plusieurs bâtiments, suite à une révolte de sans-papiers enfermés à l'intérieur. Après cet incendie qui, en plus d'avoir permis de nombreuses évasions, a fait fermer le CRA pour plusieurs mois, les rafles se

1 Consulter la chronologie de la brochure "Le vaisseau des morts a brûlé" qui revient sur cette période 2008-2013.

Étrangers, ne nous laissez pas seuls avec les Français !

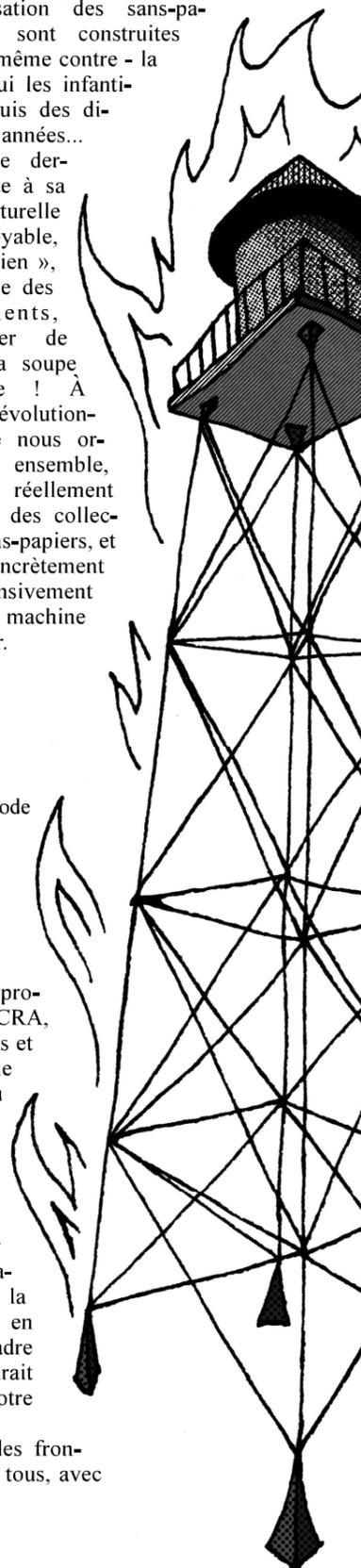
Les révoltes des enfermés des CRA sont courantes et devraient être accompagnées d'une grande solidarité par le mouvement, de même que les évasions, comme celles qui ont eu lieu le soir du 24 décembre au CRA de Vincennes où 11 personnes ont pu retrouver la liberté ! Le soir du 31 décembre dernier, 12 personnes se sont fait arrêter aux abords du même CRA, accusées d'avoir envoyé des feux d'artifices, une pratique courante pour manifester sa solidarité avec celles et ceux enfermés entre quatre murs. Le procès de cette affaire aura lieu prochainement et la solidarité avec les inculpés est primordiale ! De même, un procès aura lieu ultérieurement concernant quatre camarades interpellés lors d'une manif devant le CRA

de Vincennes le week-end du 27 janvier.

La lutte contre la loi Asile & Immigration en est encore à ses débuts et il est important de ne pas se laisser guider par un quelconque agenda parlementaire. Ce que nous voulons, la destruction des frontières, l'Etat ne nous le donnera pas. Dernièrement, le mouvement semble se dynamiser : des collectifs de sans-papiers sont en grève et appellent aux actions et aux manifs depuis quelques mois, en janvier des blocus récurrents dans les lycées et les facs suivies parfois de manifs sauvages se sont organisés à Paris, à Bordeaux, à Rennes ou à Nantes. D'autres attaques centrées sur les collabos de la machine à expulser se produisent, comme en décembre 2023 à Paris où

l'aménageur A2M, qui propose des plans pour les CRA, a vu ses vitrines étoilées et redécorées¹, ou dans le Calvados en janvier, où la compagnie d'avions Chalais qui fournit des avions à la PAF pour des expulsions, a été taguée. Il est grand temps d'accélérer la dynamique en s'attaquant aux rouages de la machine à expulser et en s'affranchissant du cadre de la gauche qui voudrait tempérer et maîtriser notre colère à tous.

Pour la destruction des frontières et la liberté pour tous, avec ou sans papiers !



1 voir le texte de revendication : <https://lille.indymedia.org/spip.php?article36140>

après quelques temps de mises sur écoute et d'enquête, à les arrêter. Un mois de détention préventive, pour la punition, puis des peines de prisons avec sursis et des lourdes amendes. La RATP a ensuite installé progressivement des caméras dans les stations, puis dans les rames (jusqu'aux 50 000 caméras aujourd'hui qui quadrillent le réseau Bus/métro/RER). Heureusement l'année suivante, la station est à nouveau vandalisée.

La même année, en 1992 donc, dans une époque où la propreté semble être une obsession pour toutes ces bonnes gens, un groupe de scouts des Éclaireuses et

Éclaireurs de France s'en vont faire leur bonne action de la journée. Marre de voir des murs sales, recouverts de graffitis en tout genre, eux préfèrent le béton bien lisse qui ne dit rien, les publicités, les affiches de campagnes électorales et les annonces de la mairie qui organise une fête des voisins super sympa samedi prochain ! Ils vont donc à 50 mètres de profondeur dans une grotte dans le Tarn-et-Garonne, la grotte de Mayrière supérieure, s'assurer qu'un vandale n'a pas osé dégrader la roche. Ils nettoient des graffitis noirs, qui s'avéreront être en réalité des peintures pariétales du Solutréen, au Paléolithique

supérieur, représentant deux bisons magistraux sur deux mètres de long, découverts 40 ans auparavant. Peut-être peint par des Homo Sapiens qui, à la lumière de leur chandelle, bravaient l'interdiction de leur clan de peindre sur ces belles parois.

Il n'y a rien de plus mort et résigné qu'un mur blanc. Ils veulent rendre ce monde lisse et apathique et réserver l'Art aux Musées, au Génie Artistique et aux Grands Hommes, mais la beauté se trouve dans le conflit, dans la lutte, dans le refus, à la portée de tout le monde. La sécurité, l'ordre et la civilité sont des poisons, vive le vandalisme !

Anticonstitutionnellement et alors ? Perspectives de lutte contre les frontières

Depuis quelques années, l'air devient irrespirable. À chaque fait divers, meurtre ou viol impliquant une personne sans-papier ou d'origine étrangère, tous les médias en font la une et tous les politiciens appellent à un sursaut de l'Etat. Une OQTF pas appliquée ? Inacceptable !! Un migrant qui aurait dû être expulsé, l'Etat a failli dans son devoir de protection du peuple français ! Encore, lors des émeutes de juillet 2023, on entendait ici et là ceux qui pointent du doigt les immigrés comme responsables de la révolte qui a secoué la France. Depuis, les groupes d'identitaires et autres néo-nazis grandissent un peu partout, à Lyon, à Paris et dans de nombreuses villes, rêvant d'importer les émeutes racistes qui ont eu lieu en Irlande début novembre ou d'ily a quelques années en Allemagne, lors des émeutes à Clausnitz. Ce qui s'est passé après Crépol représente une tentative qui n'a pas pris et où « Gros Lardon » et ses amis se sont ridiculisés. Le gouvernement surfé sur la vague raciste qui monte et qui fantasme ce pays de merde pour renforcer le pouvoir des flics aux frontières et des juges, et pond la loi « Asile & immigration ». Une loi xénophobe qui prévoit un virage encore plus strict dans la gestion de l'immigration : quotas migratoires, fin de l'automatisme du droit du sol, régularisation des sans-papiers seulement dans des « métiers en tension », durcissement de l'accès aux prestations sociales pour les immigrés et des conditions du regroupement familial, rétablissement du délit de séjour irrégulier et une facilitation de l'éloignement des étrangers considérés

par l'Etat comme représentant « une menace pour l'ordre public ». Le texte a été censuré partiellement par le Conseil Constitutionnel pour un certain nombre d'articles, notamment ceux qui concernent les quotas migratoires, l'accès aux prestations sociales et au regroupement familial, la réforme du droit du sol et le délit de « séjour irrégulier » : pas de grande surprise et cela ne change rien à la nécessité de lutter contre ces foutues frontières, que ce

Conseil Constitutionnel n'abolira jamais. La droite et l'extrême-droite réclament d'ailleurs déjà une réforme constitutionnelle pour pouvoir faire passer ces mesures dans le futur, alors que la loi a été promulguée dans la foulée.

De l'autre côté du Rhin, en novembre 2023, une réunion réunissait des pontes de l'extrême-droite allemande, autour du parti AfD et autres néo-nazis, pour parler projet de « remigration », incluant une expulsion des étrangers ainsi que des allemands d'origine étrangère. Le fantasme des militants Reconquête ou autres fachos ! L'annonce de cette réunion secrète, rendue publique, engendre une grande réaction de la part des partis démocrates qui ont appelé à de grandes manifestations. Bien sûr, ce genre de lois, si elles étaient appliquées, serait un gros bouleversement. Mais est-ce que ça n'aurait vraiment rien à voir avec ce monde de merde ? Pourquoi les mêmes partis politiques qui s'indignent en Allemagne sont peu ou prou les mêmes qui vont voter la loi Immigration en France ? En France, à quel point la loi Immigration va intensifier des dynamiques déjà présentes auparavant ? Il ne s'agit pas de minimiser ce qui s'est décidé, qui

représente un pas nationaliste et xénophobe de plus, mais plutôt de voir en quoi il s'agit d'une continuation de la même volonté de contrôle, de gestion, de tri et de sécurité. Assimilation, intégration, insertion, ou expulsion : toujours le même vocabulaire pour voir dans l'altérité et l'étranger un ennemi, un danger.

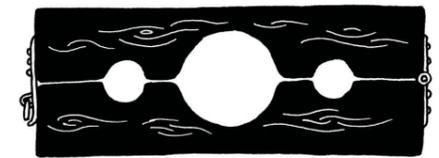
Par ailleurs, les raisons pour lesquelles les partis de gauchistes s'opposent à cette loi sont douteuses, pétries d'un intégrationnisme nationaliste et méritocratique que nous connaissons bien. Faut-il que les sans-papiers soient des héros pour avoir le droit de rester à l'intérieur des frontières sans vivre sous la pression constante des keufs ? Faut-il qu'ils soient heureux et reconnaissants d'avoir le privilège de travailler en restauration, à l'usine, dans le BTP, ou à l'hôpital pour être sûrs de ne pas risquer la taule et l'expulsion ? Le travaillisme et le paternalisme les plus crasses sont encore bien trop ancrés dans les discours et dans les pratiques qui prétendent s'opposer à cette loi. Faut-il rappeler ici que c'est cette même gauche réformiste qui a finalisé la création des CRA en 1981 ou qui a légalisé la rétention des familles en 2016 ? Mi-janvier, une partie de la gauche syndicaliste et associative (SINGA, CGT) a fait preuve, encore une fois, d'un paternalisme dégueulasse en proposant une manifestation (celle du 21 janvier) sans se concerter avec les collectifs de sans-papiers, et en laissant de côté certains mots d'ordre en raison de désaccords politiques. Ces désaccords portaient sur l'inscription dans l'appel de la nécessité de la régularisation de tous les sans-papiers et de l'abolition des frontières... Le communiqué conjoint de plusieurs collectifs de sans-papiers d'Île-de-France¹ a fustigé à juste titre cette démarche paternaliste et a rappelé la nécessaire et essentielle question de l'auto-organisation dans la lutte, dans des formes adaptées aux situations de chacun !

le visage de Dahbia B., dans la normalité de ses selfies, et qu'on va y trouver justement parce qu'il n'y a rien de spécial à y voir. C'est cette absence d'anomalie qui va devenir le signe de la bête, un surplus d'honneur, la preuve de sa culpabilité et de la nécessité d'aspirer à son exécution sommaire.

L'exhibition littéralement obscène de ces scènes banales qui affolent les regards n'a pas rien à voir avec l'ostentation du corps du Christ, de ses stigmates, corps banal, humain, qui prend sur lui tous les péchés du monde. C'est ce qu'on cherche un peu dans les selfies de Dahbia B., des stigmates, la trace visible de la noirceur présumée de son âme, dans l'espoir dérisoire de se retrouver soi-même innocenté par l'exposition à ces stigmates invisibles. C'est sans doute aussi pour ça que tout un chacun commente là où il n'y a rien à dire. Comme une communion, pour acheter son petit bout de paradis alors que Dahbia B., qui n'a pas d'ascendance divine (au contraire, elle n'est même pas d'ici !) ira en enfer, ça au moins c'est déjà gagné, il suffit d'y croire.

Ce visage apparemment insupportable à regarder, mais sur lequel se concentrent pourtant les regards (on le rappelle, il s'agit de quelqu'un

qui n'a alors rien de spécial à montrer, puisqu'on est justement avant le meurtre...), c'est aussi le corps du condamné qu'on exhibe avant de l'exécuter, dans le carcan en place publique, ou sur la carriole traversant la foule venue assister à l'exécution. L'inverse du corps du Roi, montré comme apprêté, déifié, parfait. Un corps semblable à ceux qui le regardent, mais si différent cependant par ce qu'il a commis, qu'on reconnaît comme coupable en se reconnaissant



comme innocent, et qu'on accompagne vers la guillotine. Cette apothéose spectaculaire de la culpabilité incarnée déchaîne des passions qui seront satisfaites par l'exécution ou le supplice, publiques aussi. Alors, de nos jours, si des formes de cette exhibition perdurent, à travers ces déchainements passionnels investissant le visage de la jeune fille qui ne montre pas assez qu'elle va commettre un meurtre atroce, la

peine elle-même est cachée aux regards, derrière les hauts murs et les barreaux des prisons. Pas d'exutoire pour ces passions dégoûtantes, et le supplice reste un fantasme intériorisé par Gérard et Véronique devant leur poste de télé, et si bien relayé par Hanouna, qui a sans doute pris un café avec eux ce matin et qui sait qu'ils ont besoin pour survivre que Dahbia meure dans d'atroces souffrances au lieu de continuer à tuer leurs enfants après avoir souri sur un selfie.

Addendum : s'il était besoin d'une preuve supplémentaire de la nocivité des passions qu'agite Hanouna, le récent attentat visant les kurdes en fournit une. Il n'est pas absurde d'imaginer que l'auteur se soit abreuvé de l'émission TPMP et de la haine raciste et xénophobe qu'elle véhicule au point de former la « voix-off » même de son existence. À l'instar du personnage incarné par Philippe Nahon dans *Seul contre tous de Gaspar Noé*, il faut l'imaginer aller de-ci de-là en portant son racisme en étendard de la vraie justice, en ruminant une vengeance infinie contre une société gangrénée par la « racaille étrangère », celle-là même dont le tribunal obscène d'Hanouna construit l'image face caméra — une face, une caméra qu'il faut DÉTRUIRE.

Les prix flambent, les amendes pleuvent, et moi-même je ne me sens pas très bien...

On se prend des amendes à tour de bras. Tous les prétextes sont bons : rassemblement interdit, fraude des transports en commun, achat ou vente de clopes à la sauvette, condamnation en justice pour X ou Y faits... et notamment le refus de donner ses empreintes en garde à vue. Peu d'argent sur le compte en banque implique des situations de fraudes diverses qui font partie intégrante de nos quotidiens, et qui, trop souvent, se soldent par des amendes, ce qui n'arrange pas l'épaisseur du porte-monnaie.

Mais bordel, on essaierait de nous foutre au taff ou quoi ?

Cette méthode répressive, qui s'attaque aux mouvements sociaux (surtout depuis le mouvement des gilets jaunes) comme à la vie de tous les jours, est particulièrement fourbe : taper sur le compte en banque permet de frapper directement sur nos quotidiens en nous forçant

à passer toujours plus de temps à nous faire exploiter, sous la menace de ne plus pouvoir payer son loyer. Alors, pour payer, on s'organise pour réunir de l'argent, on emprunte, on s'endette, on fait une croix sur tel ou tel projet coûteux, on se trouve un travail, ou alors on s'organise pour ne pas payer ce qui n'est vraiment pas beaucoup plus simple.

D'autant plus que la nouvelle loi ultra sécuritaire LOPMI (loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur) prévoit d'étendre les amendes à plein de délits quotidiens : «vente à la sauvette, filouterie de carburant, tags, intrusion dans un établissement scolaire, atteintes à la circulation des trains, rodéos nautiques, striking -fait d'entrer sur un terrain de sport» et de rendre plus difficile leur contestation. Cette offensive de l'Etat contre tous ceux et toutes celles qui se révoltent contre lui ou essaient de survivre dans

ce monde invivable est assez claire. L'Etat est en train de créer son monde de rêve, un monde sécuritaire, stérile, blindé de flics.

Partout l'étai se resserre, les prix augmentent, le nombre de flics dans les rues aussi, et tout nous indique le chemin d'une vie planifiée d'avance : le travail, le commissariat, le tribunal, la prison, le travail...

Mais notre vie est trop courte pour passer notre temps à réfléchir à comment payer des amendes, à comment payer un loyer. Partout, nous trimons et nous sommes enfermés ! Il est temps que cela s'arrête !

Occupons des bâtiments pour occuper notre temps et filoutons ce monde ! Nous n'avons qu'une hâte : envoyer valser tout ce merdier de bureaucratie capitaliste à coup de pavés et de cocktails molotovs, comme c'est le cas aujourd'hui en Iran, en Grèce et en Chine.

Quelques gestes d'hygiène pour se protéger au comico : ne parlons pas aux flics, refusons la signalétique !

Récemment, la police s'est vue augmentée d'un nouveau moyen pour prélever les empreintes des gens lors des gardes à vue : une loi l'autorisant dans certains cas à exercer une contrainte physique pour effectuer la prise d'empreinte. Cette loi permet de généraliser le fichage des empreintes et d'éviter que les gens refusent de donner leur signalétique : une pratique répandue dans les milieux militants comme ailleurs. Nous avons consacré un article à cette question dans le numéro 3 de *Mauvais Sang*, disponible entre autres sur notre site internet (mauvaissang.noblogs.org). D'autres textes, facilement trouvables sur Internet, analysent le texte de loi ou font part d'expériences de prises d'empreintes forcées.

Une chose est essentielle à comprendre : la

police n'a pas intérêt à réellement «forcer» la prise d'empreinte. Parce que prendre la main de quelqu'un qui résiste, lui ouvrir les doigts, appuyer sur l'encrier, et ensuite bien dérouler les doigts sur la pauvre feuille A4 fragile comme tout, c'est très facilement raté, mal fait, ou inexploitable. C'est pourquoi la police a en réalité besoin de notre pleine collaboration, qui, elle, peut être obtenue en amont sous la contrainte et qui est là pour faire peur, entre la menace physique et la menace judiciaire. L'objectif de la garde à vue n'est pas nouveau, c'est de faire mal et de faire peur, pour obtenir les aveux. Simple ici, pas ceux de la bouche, mais ceux des doigts.

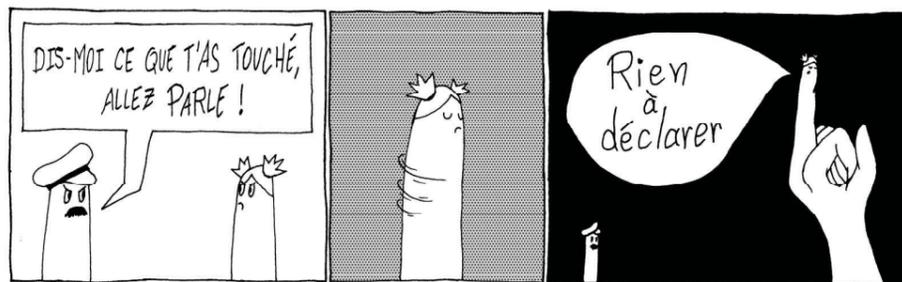
Il est donc essentiel de continuer à refuser de donner ses empreintes et son ADN en

garde à vue, même si de nouvelles lois pèsent sur nous. C'est une pratique qui aide à se protéger individuellement et collectivement et qui ne doit pas être abandonnée. Cette loi de prise d'empreinte sous la contrainte fait peur, car elle est nouvelle et floue : nous tâtonnons, les flics aussi. Plein d'histoires autour de nous montrent bien qu'ils ont parfois la flemme de prendre les empreintes de force et se servent de cette menace pour faire avancer la procédure plus rapidement. Ça vaut toujours le coup de savoir jusqu'où ils peuvent aller, quitte à finir par les donner au dernier moment. Nous avons encore une marge de manœuvre. Le cirque des flics en garde à vue, c'est souvent de la posture pour faire asseoir leur autorité : du spectacle qui se dégonfle parfois rapidement, surtout quand

¹ «Pourquoi nous, Collectifs de Sans-Papiers, nous n'appelons pas au 21 janvier ?», le 20 janvier : https://twitter.com/gilets_noirs/status/1748828698885669103

l'ambiance dans les cellules est particulièrement combative. N'oublions jamais que les flics sont des gens très cons, et que leur taf, c'est quand même faire réchauffer du riz au micro-onde et porter des pantalons trop serrés.

Restons solidaires et continuons à maintenir une conflictualité, dans la rue, au comico, au tribunal !



A Thessalonique, forte chaleur en décembre

Texte reçu par mail

À Thessalonique et en Grèce, ça sent le soufre depuis des semaines déjà.

En quelques jours, autour de fin novembre, deux importants squats établis depuis des années, le Prosfyika à Athènes et le Nuevo Mundo à Thessalonique, ont été évacués par les flics, et le camp de migrants d'Eleonas à Athènes, le plus vieux de Grèce centrale, a été vidé de ses derniers occupants. Le week-end du 3-4 décembre, le premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis annonce un bonus de 600 euros pour tous les policiers et les gardes-frontières grecs. Une récompense bien méritée pour ceux qui chassent les migrants, les repoussent aux frontières et les laissent se noyer dans la rivière Evros, ceux qui expulsent les squats et les campements de fortunes, ceux qui virent de chez eux les retraités qui ne peuvent plus payer leur loyer, ceux qui gèrent ces prisons à ciel ouvert que sont les camps de rétentions, ceux qui cherchent à écraser chaque réaction face à la misère et l'autoritarisme de l'État grec. Ces actions policière et ces manœuvres politiciennes décidées par le gouvernement ressemblent fort à une tentative d'accélération de destruction du mouvement contestataire grec et de garantie du support de la police, à l'heure où le parti conservateur nationaliste au pouvoir, Nouvelle Démocratie, semble plus que jamais fragilisé. De quoi en tout cas faire monter la tension autour du 6 décembre, moment auquel surviennent chaque année des affrontements entre manifestants et police grecque en raison de la mort à cette même date d'Alexandros Grigoriopoulos, garçon de 15 ans tué en 2008 par la police dans le quartier d'Exarchia à Athènes. Ce jour qui vient est dans les têtes de tous ceux qui crachent sur ce monde de merde, et ces chiens de flics vont alors leur donner une raison de plus d'y prendre part.

Dans la nuit du 4 au 5 décembre 2022, les flics à moto de Thessalonique tirent sur Kostas Fragoulis, un jeune homme de 16 ans, au volant de sa voiture mise à l'arrêt au terme d'une course-poursuite. Depuis l'arrière du véhicule, une balle se loge dans sa tête et le laisse dans un état critique, dont l'issue est encore inconnue. Kostas Fragoulis est accusé d'avoir volé 20 euros d'essence dans une station-service de la ville et d'avoir refusé d'arrêter son véhicule à la demande de la police, après que celle-ci a été contactée par une balance de la station-service et l'ait pris en chasse. 1 balle dans la tête pour 20 balles dans le réservoir.

Quelques heures plus tard, le lundi 5 décembre en fin d'après-midi, à Thessalonique et à Athènes, des milliers de personnes se rassemblent pour réagir à la nouvelle d'un potentiel énième assassinat policier, faisant terriblement écho à celui d'Alexis Grigoropoulos en 2008, qui avait déclenché une vague d'émeutes sans

précédents à travers le pays. À Thessalonique, 1500 personnes créent une émeute dans le centre-ville. Plusieurs devantures sont brisées, les départs de feux se multiplient et les keufs reçoivent cocktails molotovs, bouteilles et pierres en nombre. Devant l'hôpital Hippocrate où a été interné Kostas Fragoulis, des affrontements se déclenchent entre les Roms, communauté dont fait partie le garçon touché, et les flics. À Exarchia, à Athènes, de nombreuses barricades sont érigées et des combats se déroulent jusqu'à tard dans la nuit contre la police.

Le lendemain, le mardi 6 décembre, alors que le flic accusé est au tribunal de Thessalonique, des dizaines de personnes s'y rendent et inactivent les policiers qui gardent l'entrée. Après quelques échauffourées, les porcs frappent le père de Kostas Fragoulis, venu manifester sa colère. Le gouvernement et l'hôpital Hippocrate de Thessalonique refusent aussi catégoriquement de communiquer sur l'état de santé du garçon, dont on sait juste qu'il est dans une situation critique, laissant présager une issue fatale.

À 18 heures à Thessalonique, au moins 5000 personnes se réunissent et marchent en l'honneur de la mémoire de Kostas et d'Alexis, sous le regard d'une lourde présence des "matatzides", la police anti-émeute grecque. À la fin de la marche, une partie des participants se dirige furtivement vers Ano Poli, la ville haute de Thessalonique, alors que les flics attendent sagement sur la place Kamara pour les affrontements habituels. Le changement de tactique est efficace. En quelques minutes, le secteur autour de l'ambassade de Turquie est transformé en fournaise par les émeutiers. Les poubelles sont renversées et incendiées, les trottoirs martelés pour servir de projectiles et les keufs, surpris et postés plus bas dans la rue Olimpiados, se prennent une pluie intense de cocktails molotovs, de bouteilles, de mortiers et de pierres pendant de longues minutes. Les gaz lacrymos et les grenades assourdissantes ne peuvent rien y faire, la flicaille morfle face à la rapidité et à l'intensité des attaques. Ces salauds ne peuvent que se cacher dans les renforcements des immeubles, alors que l'un d'entre eux se prend un cocktail de bienvenue en plein torse. Les fumées et les senteurs de plastique brûlé se propagent ensuite alors que les émeutiers se sont tous échappés par les ruelles étroites d'Ano Poli après y avoir clamé leur fureur par leurs actes et leurs cris. Au moment où j'écris ces lignes, aucun compagnon n'a semble-t-il été arrêté à Thessalonique. En une dizaine de minutes, le quartier a été retourné, ces sales flics en ont bavé, et Thessalonique ne m'a jamais paru aussi belle que ce soir du 6 décembre 2022.

Au même moment, à Athènes, les rues d'Exarchia et d'autres quartiers de la capitale s'embrasent aussi et les barricades et les

échauffourées s'y multiplient. À Janina, la marche finit par un affrontement direct avec les flics. Pendant la nuit du 6 et le lendemain dans la journée, plus d'une dizaine d'endroits où vit la communauté Rom en Grèce sont le théâtre d'attaques contre la police, notamment à Menidi, où projectiles et molotovs sont aussi utilisés en guise de cadeaux aux autorités. Au terme de tous ces affrontements, plusieurs keufs finissent blessés dans différentes villes grecques, dans ce qui semble être les émeutes les plus violentes depuis 2008.

Au soir du 7 décembre, l'état de santé du jeune homme n'a pas encore été communiqué et les politiciens grecs commencent déjà leur travail de sape pour justifier l'ignominie. Qu'importe, les attaques contre les flics se poursuivent ce soir dans plusieurs villes grecques, à Menidi, Zefyri, Patras, ou Agrinio, où leurs véhicules sont pris pour cible. Espérons tous que Kostas survivra, et que les émeutes se poursuivront encore et encore.

En Grèce comme ailleurs, continuons d'être offensifs et de propager la révolte, pour que jamais les chiens de garde du pouvoir ne puissent dormir tranquille. Et pour cela, allumons les feux !

P.-S. : Le 13/12, l'hôpital a annoncé la mort de Kostas Fragoulis ! Vengeance !

Nous n'avons jamais été aussi vieux !

Jamais autant de temps ne s'est écoulé depuis la formation de l'univers. Jamais autant de temps ne s'est écoulé depuis nos naissances. Nous n'avons jamais été aussi vieux.

Nos morts, certaines, n'ont jamais été aussi proches de nous. La révolution, incertaine, qui renversera tout, où éclatera la vie, où s'ouvriront mille possibles, si elle existera, n'a jamais été aussi proche de nous.

Nos vies ne peuvent que s'allonger, le temps passé dans la résignation ne reviendra jamais, ce sera à jamais un temps où l'on s'est tué au travail, où l'on s'est plié en quatre pour essayer de vivre dans un monde qui ne cherche qu'à nous rendre plus productifs. Nous n'avons pas tout notre temps à gâcher dans une mort lente dans ce monde.

Il y a une urgence quotidienne à tout envoyer chier. Il y a une urgence révolutionnaire.

Mauvais Sang souhaite ses meilleurs vœux révolutionnaires : que l'année qui vient dépasse la précédente en perspectives révoltées, repousse les enlisements dans la social-démocratie, combatte vivement les offensives réactionnaires qui pullulent en ce moment... et libère tous les prisonniers entassés dans ce pays pourri, d'autant plus nombreux qu'une large majorité des personnes condamnées en lien avec les émeutes de juillet ont été incarcérées !

Le présent contexte qui s'étire depuis septembre est en partie celui d'un retour de bâton de l'Etat français après les émeutes vivifiantes qui ont mis à sac tant de commerces, de véhicules et surtout d'antennes de la république (certains commissariats, des écoles, des mairies...) exprimant le refus du meurtre de Nahel par la police et surtout le refus du dialogue dans lequel finissait alors de se noyer le mouvement contre la réforme des retraites, paralysé trop souvent par la soumission du temps de la révolte au temps de la loi.

Tandis que la justice et la police poursuivent leur travail de broyage de vies pour effacer une certaine partie des traces de ce moment d'espoir, l'école a brillé en réaction dès la rentrée scolaire en esquissant le retour au contrôle du vêtement à travers les consignes ciblant l'abaya, puis en testant dans certaines régions le retour de l'uniforme, en accélérant la mise en place du nouveau service militaire (le Service

National Universel)... Au pas la jeunesse, plus jamais comme en juillet 2023 ! Quant à l'immigration, au pas aux frontières, ou alors au compte-goutte selon les besoins de la production et de la main d'œuvre, par exemple comme dans ces chantiers pour les Jeux Olympiques qui ont fait plus d'un mort à Paris... ! Et ainsi le champs de la réaction s'étend, n'épargnant pas de larges pans de la gauche qui soit s'offusquaient des émeutes (on brûle des écoles ???), soit rechignaient tout de même à tracer des continuités entre le mouvement social finissant et celles-ci (laissant ainsi seules face à la répression un nombre révoltant de personnes...), soit cherchaient à les récupérer en appelant à de stupides manifestations porteuses d'une aspiration à la justice (punir le punitif policier par la police, voilà une idée qui ferait bien de disparaître), soit y martelaient leurs sales lognettes racistes qui ne font que coller avec celles du gouvernement au final (le mouvement social, c'est pour les «blancs», et les émeutes, c'est pour les «non-blancs» et on déverse les fantasmes raciaux...).

Dans ce contexte, il est temps de s'autonomiser radicalement vis-à-vis des discours de la gauche et de faire exister des propos et actions s'attaquant sans concession aux relents réactionnaires qui se retrouvent parfois trop souvent à s'allier à cette même vieille gauche (chercherait-elle à se rajeunir en se baignant

une énième fois dans les eaux puantes du nationalisme et de l'identitarisme ?). Cette gauche qui drague actuellement un mouvement assez confus d'exploitants agricoles, mais traversé en tout état de cause par un travailisme ambiant et une défense de la propriété (même la petite et la locale, celle de gauche!) qui nous semblent loin de relever d'une perspective émancipatrice, en plus de comprendre, pour une partie importante du mouvement, tout un tas d'idées et de pratiques réactionnaires (entre chauvinisme et appel au libéralisme). Au goût du jour depuis le 7 octobre, c'est à une flopée de discours réduisant les Palestiniens au Hamas et les Juifs au gouvernement actuel d'Israël qu'on a dû faire face... Le léninisme est en pleine offensive et il est hors de question que nous le laissions encore une fois boucher l'horizon révolutionnaire ! Feu à toutes les frontières, à tous les Etats, et à tout ce qui y aspire !

Voilà ce dans quoi s'inscrit ce numéro de Mauvais Sang, journal bâtard pour la révolution.

Il est possible de nous contacter par mail, que ce soit pour entrer en conflit, pour poser des questions ou autres contributions. Il est aussi possible que nous vous contactions, que ce soit pour entrer en conflit, pour poser des questions ou autres contributions.

Des enfants bâtards de l'anarchisme et du communisme.

Tous des vandales !

Dans la nuit du premier mai 1991, vers 4h du matin, un groupe d'anonymes marche dans les couloirs du métro parisien. Ils s'en vont recouvrir, entre deux rondes de vigiles, la station considérée comme la plus belle de Paris, Louvre-Rivoli, sur la ligne 1 du métro. Elle abrite de nombreuses copies des statues antiques grecques et égyptiennes du musée du Louvre. Bien trop propre, créée pour faire de l'art une marchandise en vitrine, qu'on observe sans pouvoir toucher. Au goût de ces tagueurs, cet art manquait sans doute un peu de vie et a effectivement regagné toute sa puissance lorsqu'ils ont entièrement recouvert les murs et les statues de tags en tout genre. Notamment « Qui sème le vent récolte la tempête ! », clairement adressé à la RATP qui depuis la fin des années 80 en avait marre de voir ses stations et ses rames de métro recouvert de tags et venait quelques mois auparavant de lancer une grande campagne contre les dégradations. La création de nouveaux vigiles armés, les GIPR (Groupe d'intervention et de protection des réseaux), et la promesse de faire

payer cher ceux qui profitent de la nuit pour redonner quelques couleurs au métro. Contrairement à aujourd'hui où ce genre d'annonce est devenu banal et ne donne lieu à aucun retour de flamme, il y avait dans le début des années 90, des personnes pour qui le graffiti n'était pas du street art qui cherchait à se faire une place dans les galeries d'art. C'était un mouvement intrinsèquement contestataire, lié au Hip-hop, et qui identifiait pertinemment l'ennemi des balades nocturnes colorées et de la liberté : la police, l'ordre, la sécurité, la propreté, le gentil citoyen. Le lendemain du crime, tous les médias se rendent sur place et l'on retrouve aujourd'hui

encore des archives de ces reportages où les journalistes et les bourgeois du centre de Paris s'offusquent de ces bandes de barbares qui s'attaquent à notre patrimoine ! Malheureusement, un journal passionné par le monde du graff fait ses recherches et retrouve les trois personnes qui ont fait ces tags et sort un reportage qui sert aux keufs,

